

FAIRE ÉVOLUER NOTRE ENTREPRISE



Financière Canaccord Inc.

Par l'entremise de ses principales filiales, Financière Canaccord Inc. est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendante et de premier plan, qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion du patrimoine et les marchés des capitaux mondiaux. Depuis sa création en 1950, Canaccord est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. Canaccord exploite 38 bureaux à l'échelle mondiale, dont 30 bureaux de Gestion du patrimoine d'un bout à l'autre du Canada. Canaccord Adams, la division internationale des marchés des capitaux, mène des activités aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Canada et à la Barbade.

Financière Canaccord Inc. est cotée sous le symbole CF à la Bourse de Toronto et sous le symbole CF. à l'AIM, branche de la Bourse de Londres.

Table des matières

- 3 Faire évoluer Canaccord Genuity
- 7 Faire évoluer Gestion du patrimoine Canaccord
- 10 Message aux actionnaires
- 12 Faits saillants financiers
- 13 En un coup d'œil
- 15 Rapport de gestion
- 51 Rapport des vérificateurs
- 52 États financiers consolidés
- 56 Notes afférentes aux états financiers consolidés
- 77 Informations supplémentaires
- 83 Glossaire
- 86 Gouvernance d'entreprise
- 89 Conseil d'administration
- 97 Renseignements à l'intention des actionnaires

Rendement de l'action de CF
(1^{er} avril 2009 – 31 mars 2010)



RAISONS D'INVESTIR DANS FINANCIÈRE CANACCORD

Actionnaires solidement ancrés

- Tous les hauts dirigeants sont des actionnaires qui se sont engagés à produire une valeur à long terme digne de mention pour les actionnaires
 - Les hauts dirigeants de la Société détiennent plus de 30 % des actions de Canaccord; les employés en détiennent plus de 50 %
 - Objectif visé : un RCP de 20 % au cours du prochain cycle d'affaires
-

Stratégie de croissance ferme

- Efforts axés sur notre expansion géographique et sectorielle tout en dégagant les rendements les plus élevés possibles
 - Priorité donnée à la croissance en garantissant une bonne correspondance culturelle et une solide stratégie et en accroissant les bénéfices
 - Tirer parti des possibilités du marché
 - Diversification de nos activités parmi les régions géographiques, les secteurs et les services
 - Engagement à étendre Gestion du patrimoine Canaccord à l'échelle nationale
-

Situation financière solide

- Solide bilan liquide
- Valeur comptable de 6,96 \$ l'action (au 31 mars 2010)
- Excellente croissance des produits, soit 21 % par rapport à l'exercice 2009
- En bonne position pour effectuer des transactions dans le cadre de la reprise des marchés



FAIRE ÉVOLUER CANACCORD GENUITY

Canaccord mise depuis longtemps sur sa croissance stratégique afin de mieux servir nos clients et créer de la valeur pour nos actionnaires. En avril 2010, nous avons franchi une autre étape de notre évolution et renforcé considérablement notre plateforme mondiale en faisant l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity. Combinés, notre plateforme de distribution mondiale confirmée et notre leadership en services-conseils et en restructuration créent l'étalon-or des banques d'investissement indépendantes – une banque orientée marché et client, qui offre souplesse en termes de ressources et de portée, et qui possède une solide connaissance du secteur. Afin de refléter cette expansion de notre secteur des marchés des capitaux, en date du 10 mai 2010, Canaccord Adams a été renommée Canaccord Genuity.

Cette importante étape de notre évolution permet à Canaccord de mieux servir ses sociétés clientes tout au long de leur cycle de vie allant du premier appel public à l'épargne et des activités de recherche et de négociation aux placements secondaires et aux services de consultation. Les clients qui ont travaillé avec Genuity profiteront également de l'accès à la plateforme des marchés des capitaux mondiaux, de la solidité des prises fermes de titres de participation et du robuste réseau de distribution au détail de Canaccord. L'ajout de l'excellent champ d'application de la recherche de Genuity dans les secteurs du transport, des finances et des télécommunications constitue également un complément au solide leadership de Canaccord dans les secteurs des mines, de l'énergie et du développement durable. Cela apporte encore plus d'ampleur et de profondeur aux idées de placement tant pour nos clients institutionnels que pour nos clients de Gestion du patrimoine.

375

professionnels des Marchés
des capitaux

3,0 *milliards \$*

produit total mobilisé dans le cadre
d'opérations dirigées par Canaccord ¹

1) Opérations de plus de 1,5 million \$.





Nous entrevoyons déjà les avantages de l'intégration de Genuity, mais cela ne doit pas freiner l'élan insufflé par notre division des marchés des capitaux au cours de l'exercice 2010. À l'échelle mondiale, Canaccord a participé à 336 opérations qui ont permis de mobiliser un produit total de 8,6 milliards \$ et a dirigé 114 de ces opérations dont le produit total s'est élevé à 3,0 milliards \$¹. Le total des produits de la division a également augmenté de plus de 30 % pour l'exercice.

La dislocation causée par la volatilité des marchés au cours des années civiles 2008 et 2009 a créé d'excellentes occasions pour Canaccord de continuer de faire évoluer ses activités de financement et de négociation aux États-Unis et au Royaume-Uni. Au début de l'exercice 2010, nous avons embauché Giles Fitzpatrick au poste de président de nos activités au Royaume-Uni. Nous avons par la suite fait l'acquisition d'Intelli Partners Limited, une équipe de professionnels établie à Londres et à Édimbourg qui a considérablement renforcé nos compétences déjà solides dans les activités de négociation et de tenue de marché. Nous avons également ajouté une équipe de partenaires très respectés à notre équipe responsable des actions institutionnelles du Royaume-Uni afin de bâtir nos activités de distribution secondaire et de négociation de titres pour nos clients européens et américains.

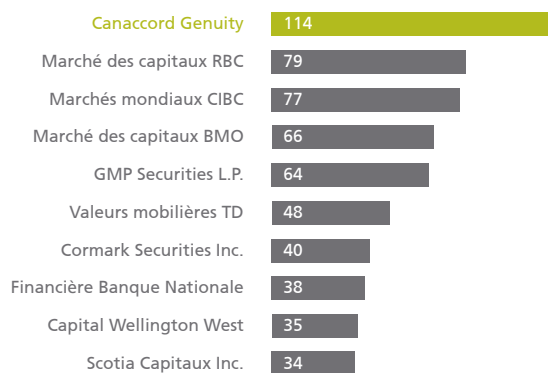
Aux États-Unis, grâce à l'embauche stratégique d'employés chevronnés dans les domaines de la vente, de la négociation et de la recherche au cours des deux derniers exercices, nous avons connu un exercice record et une excellente croissance de notre part de marché. En mars, nous avons embauché Stephen Buell, vétéran respecté de l'industrie, au poste de directeur, Recherche sur les actions américaines. Il dirige l'équipe de 35 professionnels de la recherche de Canaccord Genuity aux États-Unis, qui suivent plus de 270 sociétés dans les secteurs de l'énergie, de la technologie, des sciences de la vie, de la consommation et du développement durable.

1) Opérations de plus de 1,5 million \$.

À plus long terme, nous avons confiance dans le potentiel de Canaccord Genuity en tant que concurrent de plein exercice dynamique – non seulement pour les actionnaires, mais aussi pour les sociétés et institutions clientes de toutes tailles qui ont à cœur la fourniture de conseils indépendants et l'exécution mondiale. Avec

plus de 375 professionnels des marchés des capitaux très respectés et une solide expertise dans chacun de nos secteurs cibles, Canaccord Genuity est une ressource exceptionnelle qui aide les clients à atteindre leurs objectifs d'affaires dans des marchés clés partout dans le monde.

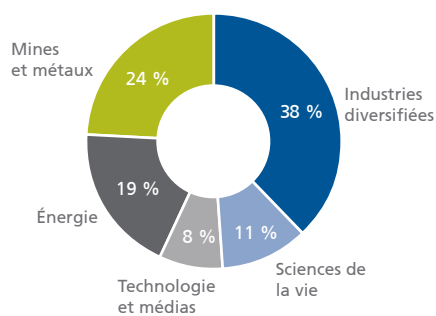
Nombre d'opérations dirigées¹

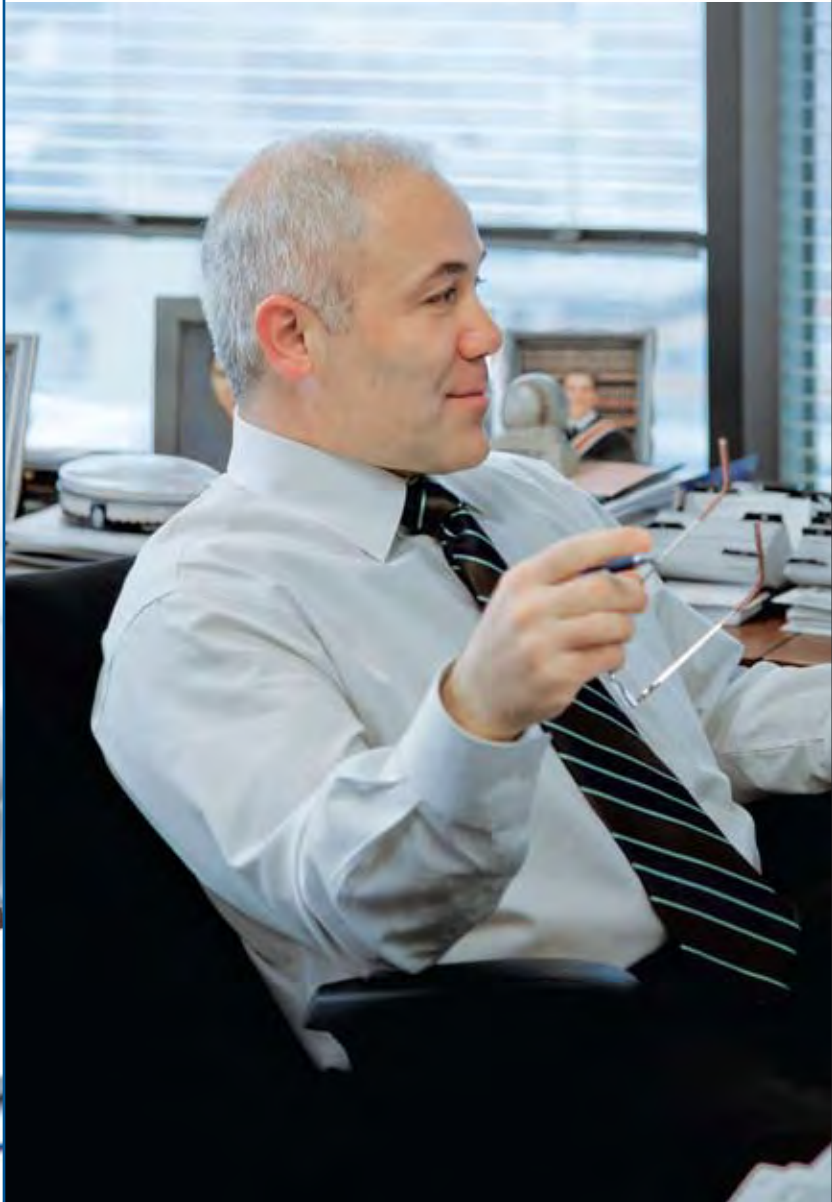


1) Les chiffres de Canaccord incluent les opérations exécutées par ses filiales au Royaume-Uni et aux États-Unis. Opérations de plus de 1,5 million \$.

Source : FP Infomart (information exacte en date du 31 mars 2010)

Exercice 2010 – Opérations de Canaccord Genuity par secteur







FAIRE ÉVOLUER GESTION DU PATRIMOINE CANACCORD

L'exercice 2010 s'est déroulé sous le signe de l'évolution pour Gestion du patrimoine Canaccord puisque nous avons repositionné la division afin de mieux répondre aux besoins changeants des investisseurs canadiens. Dans le cadre de notre engagement à fournir un service de la plus haute qualité, nous avons peaufiné notre offre de produits, amélioré nos programmes de formation destinés aux conseillers et simplifié les appellations de nos solutions financières afin que nos clients prennent vraiment conscience de leur valeur. Toutes ces initiatives nous ont amenés à remplacer le nom de Services aux particuliers par celui de Gestion du patrimoine Canaccord, qui reflète mieux notre approche globale en matière de gestion et de préservation du patrimoine de nos clients.

Des solutions indépendantes. Les investisseurs canadiens, surtout ceux qui disposent d'actifs substantiels pouvant être investis, tirent de plus en plus de valeur des comptes à frais fixes et des programmes tout compris. C'est pourquoi, en octobre 2009, nous avons lancé «Canaccord total», un programme complet de planification financière qui permet à nos conseillers en placement d'évaluer, de planifier, de mettre en œuvre et de surveiller tous les aspects des plans financiers de leurs clients. Grâce à ce programme, toutes les composantes des stratégies financières de nos clients complètent leurs objectifs globaux en matière de gestion du patrimoine.

Augmentation de

59 %

des ASA par équipe de conseillers
(de l'exercice 2009 à l'exercice 2010)

Dans le cadre de notre stratégie de produits, nous avons lancé, en janvier, les «portefeuilles FNB Canaccord total», qui offrent aux clients l'accès à des fonds négociés en Bourse par le truchement du «Programme de conseils en placement CC». Cette offre n'est qu'un exemple de ce que Canaccord fait pour que ses clients aient accès à des options de placement traditionnellement offertes seulement aux grandes institutions.

Au cours du dernier exercice, nous avons également élargi notre équipe et nos ressources en matière de planification financière, fidèles à notre engagement d'offrir à nos clients l'accès à des conseils spécialisés comme des stratégies en matière de prestations et de retraite, des solutions philanthropiques et la planification successorale.

Une solide plateforme nationale. Nos conseillers en placement sont au centre de Gestion du patrimoine Canaccord et font partie intégrante de notre stratégie visant à assurer la rentabilité durable de la division. Afin qu'ils continuent de connaître du succès, nous avons récemment fondé l'Université Canaccord, un programme ciblé de développement professionnel. L'Université Canaccord offre des programmes de formation en gestion des pratiques et en connaissance des produits, ainsi que des technologies et outils, tous conçus pour aider les conseillers à améliorer leurs niveaux de productivité et de service.

Au cours du premier trimestre de 2010, nous avons procédé au réalignement stratégique de notre équipe de conseillers afin d'assurer que tous les conseillers de Canaccord partagent notre engagement de répondre aux attentes de nos clients par une approche globale en gestion du patrimoine. Nous avons également modernisé la structure de rémunération de la division afin d'améliorer les primes versées aux conseillers les plus productifs.

La structure d'exploitation de Gestion du patrimoine Canaccord a également évolué au cours de l'exercice 2010. Nous avons lancé notre programme de gestion du patrimoine indépendante. Dans le cadre de ce programme, des mandataires indépendants exploitent des bureaux sous la solide bannière nationale de Canaccord, mais assument une plus grande part des coûts d'exploitation et des risques associés à l'exploitation d'une succursale. Le concept, en plus d'offrir une nouvelle avenue intéressante pour l'expansion au Canada (nous avons ouvert neuf nouveaux bureaux l'année dernière), limite l'investissement de capitaux associé à la croissance de notre division Gestion du patrimoine.

Toutes ces initiatives – axées sur la gestion du patrimoine, l'amélioration de la productivité des conseillers et l'expansion géographique – aident à bâtir nos actifs sous administration (ASA). Soutenus par des marchés boursiers plus solides, les ASA ont affiché une croissance de plus de 40 % pour s'établir à 12,9 milliards \$ à la fin de l'exercice 2010 comparativement à 9,2 milliards \$ à l'exercice précédent.

Nombre de succursales de Gestion du patrimoine



Actifs sous administration

(en milliards \$ CA)



MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

Notre exercice 2010 a commencé sensiblement comme l'exercice 2011, c'est-à-dire sur fond d'inquiétudes généralisées quant à la stabilité de l'économie mondiale. Malgré cela, Canaccord a non seulement affiché une bonne performance au cours de l'exercice, mais a aussi accompli beaucoup. Avec une importante acquisition, le changement d'appellation d'un secteur, l'embauche d'employés clés dans l'ensemble de nos secteurs et un cours de l'action qui a plus que doublé, 2010 a été un exercice marquant pour la Société et ses actionnaires.

Nous avons consacré beaucoup d'efforts à renforcer notre plateforme mondiale afin d'atteindre des taux de croissance élevés et avons ainsi affiché de solides résultats financiers. Nos produits ont augmenté de 21 % par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à 578 millions \$. Exclusion faite des éléments importants, Canaccord a produit un bénéfice net de 42 millions \$ au cours de l'exercice 2010, comparativement à une perte de 1,4 million \$ il y a un an. Le rendement des capitaux propres demeure en deçà de notre objectif de 20 % pour le présent cycle conjoncturel, mais nous demeurons fermement déterminés à atteindre cet objectif. En fait, tous nos investissements stratégiques dans la Société au cours de l'exercice ont été faits dans l'intention de créer plus de valeur pour nos clients et de réaliser un rendement supérieur pour nos actionnaires.

En ce début d'exercice 2011, nous poursuivons sur notre lancée surtout grâce à l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity, qui a été annoncée à la fin du quatrième trimestre et conclue le 23 avril 2010. Nous estimons qu'il s'agit là d'une opération de transformation pour les deux entreprises, qui crée l'étalon-or des banques d'investissement indépendantes. Le 10 mai 2010, nous avons réalisé l'intégration de Genuity dans les activités de Canaccord. C'est aussi le jour où notre division des marchés des capitaux a commencé à mener ses activités sous son nouveau nom – Canaccord Genuity.

Les besoins de nos clients ont été au centre de notre décision de poursuivre ce regroupement d'entreprises. Nous avons réalisé que les deux entreprises avaient des forces distinctes bien que

complémentaires pour les entreprises clientes. Ensemble, nous offrons une plateforme encore plus solide pour leur proposer des services novateurs tout au long du cycle de vie de leur entreprise. En plus d'avoir accès à notre groupe élargi de services-conseils en fusions et acquisitions et en restructuration, les clients de Canaccord Genuity bénéficient de nos capacités accrues en prises fermes de titres de participation, de notre plateforme de distribution mondiale et de nos services de recherche de haute qualité dans plus de secteurs et de types de capitalisation boursière.

Ce qui rend Canaccord Genuity particulièrement prometteuse est le fait qu'elle regroupe deux cultures orientées client et mues par des valeurs communes. Ensemble, nous formons une plateforme mondiale qui, en plus d'offrir souplesse en termes de ressources et de portée, est orientée sur le marché et possède une solide connaissance du secteur. L'acquisition apporte également une solide expérience à l'équipe de direction et au conseil d'administration de Canaccord. Tous nos nouveaux partenaires sont résolus à créer une valeur à long terme pour les clients et les actionnaires. En fait, les intérêts de la Société sont plus alignés que jamais sur ceux de nos actionnaires, plus de 30 % des actions de Canaccord étant maintenant détenues par des hauts dirigeants de la Société et plus de 50 % par des employés de Canaccord.

Les changements des plus intéressants qui se produisent dans notre division des marchés des capitaux ne devraient pas porter atteinte aux progrès considérables réalisés dans Gestion du patrimoine Canaccord. Le nouveau nom de ce secteur, qui jusqu'en septembre 2009 s'appelait Services aux particuliers Canaccord, reflète mieux notre engagement à offrir aux Canadiens les solutions de placement dont ils ont besoin pour la création, la préservation et le transfert inter-générationnel de leur patrimoine. Au cours de l'exercice 2010, nous avons aussi lancé *Canaccord total*, une approche financière complète et tout à fait accessible destinée aux clients de Gestion du patrimoine, ainsi qu'une plateforme améliorée de gestion des pratiques pour nos conseillers en placement. Soutenus par des

7 VALEURS

Les employés et la direction de Canaccord sont mus par sept grandes valeurs dans leurs efforts visant à offrir des résultats à nos actionnaires, à nos clients et à notre collectivité.

1. NOS CLIENTS PASSENT AVANT TOUT

2. UNE BONNE RÉPUTATION EST NOTRE BIEN LE PLUS PRÉCIEUX

3. LES IDÉES SONT LE MOTEUR DE NOTRE ENTREPRISE

initiatives stratégiques de recrutement et de maintien en poste et de solides marchés, nos actifs sous administration ont bondi de 41 % par rapport à la fin de l'exercice 2009 pour s'établir à 12,9 milliards \$.

Nous sommes heureux du succès initial de notre plateforme de gestion du patrimoine indépendante, qui a été lancée au début de l'exercice 2010. Cette plateforme améliore notre canal de recrutement de manière efficiente et rentable au fur et à mesure que nous étendons notre secteur Gestion du patrimoine à l'échelle du Canada. Au 31 mars, neuf succursales étaient en exploitation dans le cadre du programme de gestion du patrimoine indépendante, et une autre a été ajoutée depuis la fin de l'exercice 2010.

Dans l'ensemble, nous faisons de bons progrès dans le réalignement stratégique de Gestion du patrimoine. Améliorer la productivité demeurera une priorité clé de l'entreprise tout au long de l'exercice 2011.

Perspectives. Nous avons connu pendant presque deux ans des périodes de fortes turbulences sur les marchés. Pendant ce temps, nous avons concerté nos efforts pour réduire nos dépenses, développer les secteurs offrant des possibilités et afficher un bilan liquide solide. Comme nous nous sommes concentrés sur ces aspects, je suis convaincu que nous avons positionné un grand nombre de nos divisions afin qu'elles puissent saisir toutes les nouvelles occasions de croissance.

Nous croyons qu'il est maintenant temps de faire de l'expansion notre priorité tout en demeurant vigilants sur le plan des coûts. Nous avons fait et continuerons de faire les investissements qui sont nécessaires pour mieux répondre aux besoins changeants des clients dans toutes nos divisions et dans les régions où nous sommes présents. Canaccord Financière a d'importantes possibilités de bâtir des actifs au Canada et de faire évoluer la taille et la complexité de nos relations clients aux États-Unis et au Royaume-Uni. Nous évaluons également les possibilités d'étendre nos services à des pays à forte croissance économique.

Cela dit, les débuts de Canaccord Genuity ne pourraient pas être plus prometteurs. Le regroupement raffermi nos capacités et élargit nos idées en matière de négociation, de services conseils et de placement. Et tout cela, avec l'indépendance que recherchent de plus en plus les particuliers et les institutions et sociétés clientes partout où nous menons nos activités.

Nous sommes plus optimistes que jamais face aux possibilités qui s'offrent à Canaccord. Et même si nous demeurons vigilants face aux perspectives à plus long terme pour les marchés des capitaux mondiaux, nous prenons des décisions stratégiques et opérationnelles qui, en plus de contribuer à hausser les taux de croissance de la Société, lui permettront de prospérer quelles que soient les conditions de marché auxquelles elle pourrait être confrontée.



Le président et chef de la direction,

Paul D. Reynolds
Mai 2010

**4. NOUS FAVORISONS
UNE CULTURE
ENTREPRENEURIALE QUI
VALORISE LE TRAVAIL**

**5. NOUS SOMMES TOUJOURS
À L'ÉCOUTE DU CLIENT**

**6. NOUS SOMMES RÉSOLUS
À CRÉER UNE VALEUR
EXEMPLAIRE POUR
L'ACTIONNAIRE**

**7. NOUS VISIONS
L'EXCELLENCE DANS
NOS SECTEURS CIBLES**

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES¹

Exercices terminés les 31 mars (en milliers de \$ CA, sauf les montants par action, le nombre d'employés et les pourcentages)

	2010	2009	Variation 2010/2009	
Produits				
Commissions	235 606 \$	233 104 \$	2 502 \$	1,1 %
Financement de sociétés	254 437	169 369	85 068	50,2 %
Négociation à titre de contrepartiste	45 982	18 319	27 663	151,0 %
Intérêts	12 965	38 287	(25 322)	(66,1)%
Divers	28 547	18 642	9 905	53,1 %
Total des produits	577 537 \$	477 721 \$	99 816 \$	20,9 %
Charges				
Rémunération au rendement	299 084	222 006	77 078	34,7 %
Charges de personnel	59 415	56 771	2 644	4,7 %
Autres charges indirectes	162 397	194 910	(32 513)	(16,7)%
Coûts liés aux acquisitions	5 000	—	5 000	négl.
Ajustement à la juste valeur des titres de papier commercial adossé à des actifs (PCAA)	—	6 700	(6 700)	(100,0)%
Provision au titre du programme de secours à l'intention des clients	—	2 700	(2 700)	(100,0)%
Rajustement à la juste valeur relatif au programme de secours de Canaccord	—	2 647	(2 647)	(100,0)%
Dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels	—	31 524	(31 524)	(100,0)%
Frais de restructuration	—	7 662	(7 662)	(100,0)%
Total des charges	525 896 \$	524 920 \$	976 \$	0,2 %
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	51 641	(47 199)	98 840	négl.
Bénéfice net (perte nette)	38 497	(47 651)	86 148	négl.
Résultat de base par action	0,79 \$	(0,97) \$	1,76 \$	négl.
Résultat dilué par action	0,69 \$	(0,97) \$	1,66 \$	négl.
Rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP)	9,8 %	(12,4)%	23,0p.p.	
Dividendes par action	0,15 \$	0,125 \$	0,025 \$	20,0 %
Valeur comptable par action diluée à la fin de la période	6,96	6,51	0,45	6,9 %
Exclusion faite des éléments importants²				
Total des charges	520 896 \$	473 687 \$	47 209 \$	10,0 %
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	56 641	4 034	52 607	négl.
Bénéfice net (perte nette)	42 043	(1 417)	43 460	négl.
Résultat de base par action	0,86 \$	(0,03) \$	0,89 \$	négl.
Résultat dilué par action	0,76 \$	(0,03) \$	0,79 \$	négl.
Données tirées du bilan :				
Total de l'actif	3 123 848 \$	2 022 099 \$	1 101 749 \$	54,5 %
Total du passif	2 722 103	1 649 395	1 072 708	65,0 %
Total des capitaux propres	401 745	372 704	29 041	7,8 %
Nombre d'employés	1 549	1 530	19	1,2 %

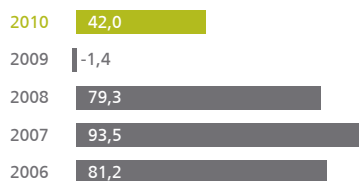
1) Les données sont considérées comme conformes aux PCGR, sauf le RCP, la valeur comptable par action ordinaire diluée, les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants, et le nombre d'employés.

2) Les données de l'exercice 2010 ne tiennent pas compte des coûts de transaction liés à l'acquisition de Genuity de 5,0 millions \$. Les données de l'exercice 2009 ne tiennent pas compte de l'ajustement à la juste valeur des titres de PCAA de 6,7 millions \$, de la provision au titre du programme de secours à l'intention des clients de 2,7 millions \$, de l'ajustement à la juste valeur relatif au programme de secours à l'intention des clients de 2,6 millions \$, de la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels de 31,5 millions \$ et des frais de restructuration de 7,7 millions \$. négl. : négligeable p.p. : points de pourcentage

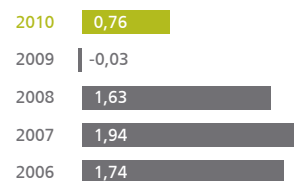
Produits de l'exercice 2010 (en millions \$ CA)



Bénéfice net de l'exercice 2010¹ (en millions \$ CA – exclusion faite des éléments importants)



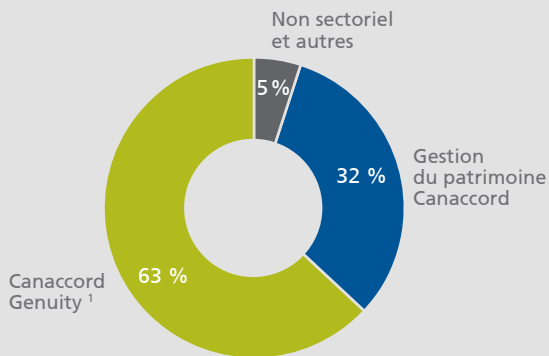
RPA dilué pour l'exercice 2010 (en \$ CA – exclusion faite des éléments importants)



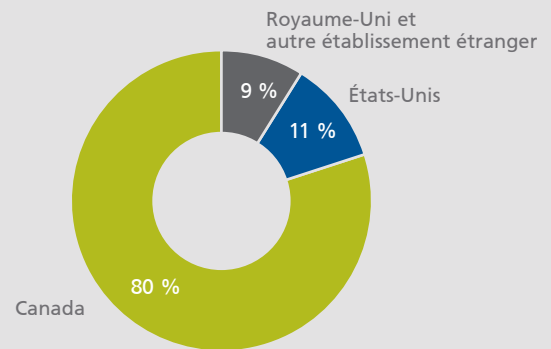
1) Les données de l'exercice 2010 ne tiennent pas compte des coûts de transaction liés à l'acquisition de Genuity. Les données de l'exercice 2009 ne tiennent pas compte de l'ajustement à la juste valeur des titres de PCAA de 6,7 millions \$, de la provision au titre du programme de secours à l'intention des clients de 2,7 millions \$, de l'ajustement à la juste valeur relatif au programme de secours à l'intention des clients de 2,6 millions \$, de la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels de 31,5 millions \$ et des frais de restructuration de 7,7 millions \$.

CANACCORD EN UN COUP D'ŒIL

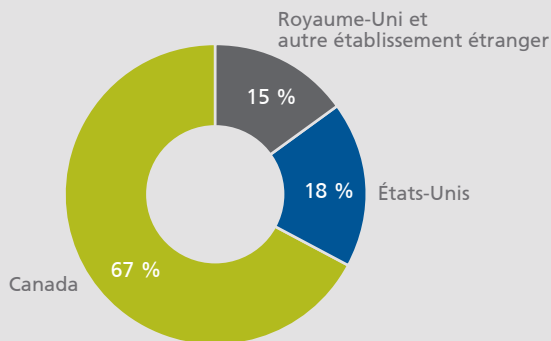
Exercice 2010 – Produits par secteur d'activité ¹



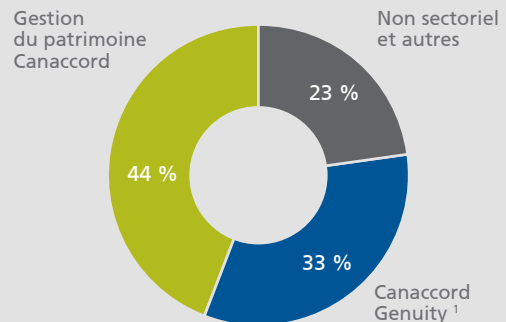
Exercice 2010 – Employés par région géographique



Exercice 2010 – Produits par région géographique

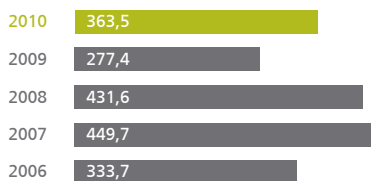


Exercice 2010 – Employés par division

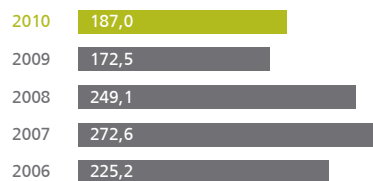


RÉPARTITION DES PRODUITS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

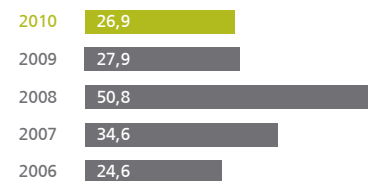
Canaccord Genuity ¹
(en millions \$ CA)



Gestion du patrimoine Canaccord
(en millions \$ CA)



Non sectoriel et autres
(en millions \$ CA)



1) Les chiffres de Canaccord Genuity ont été compilés sous la marque Canaccord Adams au cours de l'exercice 2010.

15	Rapport de gestion
15	Mesures non conformes aux PCGR
16	Vue d'ensemble de nos activités
18	Conjoncture du marché pour l'exercice 2010
19	Perspectives pour l'exercice 2011
19	Aperçu des exercices précédents – Exercice 2009 par rapport à l'exercice 2008
20	Aperçu financier
23	Résultats par région géographique
25	Informations financières trimestrielles
27	Résultats des secteurs d'activité
39	Situation financière
40	Arrangements hors bilan
40	Situation de trésorerie et sources de financement
41	Données sur les actions en circulation
41	Régimes de rémunération à base d'actions
42	Centres financiers internationaux
42	Change
42	Opérations entre parties liées
42	Estimations comptables critiques
43	Prises de position comptables récentes
46	Modification de conventions comptables
47	Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière
47	Gestion des risques
48	Facteurs de risque
50	Politique en matière de dividendes
50	Déclaration de dividendes
50	Information additionnelle
51	Rapport des vérificateurs
52	États financiers consolidés et notes
77	Informations supplémentaires
83	Glossaire

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent document contient certains énoncés prospectifs. Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur, et ils reflètent les attentes et les croyances de la direction à l'égard des événements futurs, dont la situation des affaires et la conjoncture économique, et de la croissance, des résultats d'exploitation, du rendement et des perspectives et possibilités d'affaires de Canaccord. Ces énoncés prospectifs reflètent les croyances actuelles de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que «peut», «sera», «devrait», «prévoir», «projeter», «anticiper», «croire», «estimer», «prédire», «éventuel», «continuer», «cible», «avoir l'intention de», «entendre» ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. Par nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'ils évaluent ces énoncés, les lecteurs devraient expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature du secteur des services financiers et les risques et incertitudes décrits de temps à autre dans les états financiers consolidés intermédiaires et annuels de Canaccord et dans sa notice annuelle déposés dans sedar.com. Ces énoncés prospectifs sont faits en date du présent document, et Canaccord ne s'engage pas à les mettre à jour ou à les réviser pour tenir compte de nouveaux événements ou de nouvelles circonstances.

RAPPORT DE GESTION

EXERCICE 2010 TERMINÉ LE 31 MARS 2010 – DOCUMENT DATÉ DU 18 MAI 2010.

Le rapport de gestion suivant de Financière Canaccord Inc. (anciennement Canaccord Capital Inc.) vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans la situation financière et les résultats d'exploitation de l'exercice terminé le 31 mars 2010 par rapport à l'exercice précédent, en mettant l'accent sur l'exercice le plus récent. Sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne s'y oppose, la «Société» s'entend de Financière Canaccord Inc. et «Canaccord» désigne la Société et ses filiales directes et indirectes. «Canaccord Adams» désigne la division internationale des marchés des capitaux de la Société au cours de l'exercice 2010. Cette division a par la suite été renommée «Canaccord Genuity» en mai 2010. Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 mars 2010, à partir de la page 51 du présent rapport. L'information financière de Canaccord est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les états financiers vérifiés de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2010 sont préparés selon les principes comptables généralement reconnus («PCGR») du Canada.

Financière Canaccord Inc. a conclu l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity («Genuity») le 23 avril 2010. Par conséquent, le 10 mai 2010, les activités de Canaccord sur les marchés des capitaux ont été redésignées Canaccord Genuity en remplacement de Canaccord Adams. De ce fait, Canaccord Adams ou Canaccord Genuity renvoient ici à la division des marchés des capitaux de Canaccord.

MESURES NON CONFORMES AUX PCGR

Certaines mesures non conformes aux PCGR sont utilisées par Canaccord comme mesures du rendement financier. Les mesures non conformes aux PCGR n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Le capital de Canaccord est représenté par les capitaux propres attribuables aux actionnaires et, par conséquent, la direction se sert du rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP) comme mesure du rendement.

Les actifs sous administration («ASA») et les actifs sous gestion («ASG») représentent des mesures des biens des clients non conformes aux PCGR, qui sont communes aux aspects de la gestion du patrimoine du secteur des services aux particuliers. Les ASA représentent la valeur marchande des biens du client qui sont administrés par Canaccord et dont elle tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans des comptes clients de même que la valeur marchande globale de positions acheteurs et vendeurs sur titres. La méthode qu'emploie Canaccord pour calculer les ASA peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à celle d'autres sociétés. La direction utilise cette mesure pour évaluer le rendement opérationnel du secteur Gestion du patrimoine. Les ASG comprennent tous les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de nos programmes généralement appelés *Programme de conseils en placement CC* et *Compte géré CC*. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. Les ASG sont également administrés par Canaccord et sont inclus dans les ASA.

Les éléments tirés des états financiers qui ne comprennent pas les éléments importants sont des mesures non conformes aux PCGR. Les éléments importants comprennent les coûts de transaction liés à l'acquisition de Genuity, l'ajustement à la juste valeur des titres de papier commercial adossé à des actifs («PCAA»), les charges des programmes de secours à l'intention des clients, l'ajustement à la juste valeur des titres de PCAA achetés par la Société en vertu d'un programme de secours à l'intention des clients, la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels de Canaccord Adams Inc. et d'Emermarket, ainsi que les frais de restructuration.

La direction estime que les mesures non conformes aux PCGR présentées fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de Canaccord. La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux PCGR permettront une meilleure évaluation du rendement des activités de Canaccord et favoriseront une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Cependant, il existe une limite inhérente à l'utilisation de ces mesures non conformes aux PCGR. En effet, les incidences comptables des éléments importants selon les PCGR reflètent effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de Canaccord, et ces incidences ne doivent pas être négligées dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de Canaccord.

Par conséquent, la direction estime que les mesures conformes aux PCGR du rendement financier de Canaccord et les mesures respectives non conformes aux PCGR du rendement financier doivent être parallèlement prises en compte.

VUE D'ENSEMBLE DE NOS ACTIVITÉS

Par l'entremise de ses principales filiales, Financière Canaccord Inc. est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendante et de premier plan, qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion du patrimoine et les marchés des capitaux mondiaux. Depuis sa création en 1950, Canaccord est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. Canaccord exploite 38 bureaux à l'échelle mondiale, dont 30 bureaux de Gestion du patrimoine d'un bout à l'autre du Canada. Canaccord Genuity, la division internationale des marchés des capitaux, mène des activités aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Canada et à la Barbade.

Financière Canaccord Inc. est cotée sous le symbole CF à la Bourse de Toronto et sous le symbole CF. à l'AIM, branche de la Bourse de Londres.

Nos activités sont directement liées à la situation générale sur les marchés boursiers nord-américains et européens, y compris les variations saisonnières. De façon générale, les marchés des capitaux nord-américains sont moins actifs au cours de la première moitié de l'exercice de Canaccord (soit les deuxième et troisième trimestres de l'année civile), période au cours de laquelle nous générons habituellement moins de 50 % de nos produits annuels. Les produits de Canaccord ont suivi cette tendance au premier semestre de l'exercice 2010 et ont représenté 45,2 % des produits annuels pour l'exercice 2010.

La date de constatation des produits peut aussi avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Canaccord. Les produits tirés des opérations de prise ferme ne sont comptabilisés que lorsque l'opération est conclue. Ainsi, les résultats trimestriels peuvent également être touchés par le calendrier de nos activités sur les marchés des capitaux.

Le tableau ci-dessous illustre les variations saisonnières des produits dans le secteur du courtage au Canada au cours des cinq dernières années.

Produits totaux du secteur canadien des courtiers en valeurs

(en milliards \$ CA, trimestres civils)

2009	2008	2007	2006	2005
T1 2,6	T1 3,9	T1 4,5	T1 4,3	T1 3,4
T2 3,8	T2 3,8	T2 4,5	T2 3,8	T2 3,1
T3 4,0	T3 3,6	T3 3,9	T3 3,5	T3 3,4
T4 4,8	T4 3,3	T4 4,3	T4 4,3	T4 3,6

Source : Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières au 31 décembre 2009, rapports sur la performance de l'industrie des valeurs mobilières

Canaccord vise à réduire son risque à l'égard des variations sur les marchés des actions et les économies locales en diversifiant non seulement sa répartition à l'échelle sectorielle, mais également sa présence à l'échelle internationale. Grâce à sa diversification dans les grands centres financiers, la Société a toujours bénéficié de la vigueur des marchés des actions.

DONNÉES SUR LE MARCHÉ

Valeur totale du financement par Bourse

	T1/10	T2/10	T3/10	T4/10	Exercice 2010	Exercice 2009	Variation 2010/2009
Bourse de Toronto et Bourse de croissance TSX (en milliards de \$ CA)	14,5	19,9	18,2	9,3	61,9	42,9	44,3 %
AIM (en milliards de £)	1,1	1,5	2,4	0,9	5,9	3,7	59,5 %
NASDAQ (en milliards de \$ US)	12,0	20,4	16,0	12,7	61,1	16,2	277,2 %

Source : Statistiques de la Bourse de Toronto, statistiques de LSE AIM, Equidesk

Valeur du financement dans les secteurs d'activité pertinents sur l'AIM

(en millions de £, sauf les pourcentages)	T1/10	T2/10	T3/10	T4/10	Exercice 2010	Exercice 2009	Variation 2010/2009
Pétrole et gaz	281,0 £	325,7 £	589,2 £	191,3 £	1 387,2 £	618,6 £	124,2 %
Mines	118,5	208,1	405,5	178,7	910,8	941,8	(3,2)%
Produits pharmaceutiques et biotechnologie	64,6	30,8	31,1	32,8	159,3	62,1	156,5 %
Médias	23,3	52,7	14,2	12,7	102,9	30,0	243,0 %
Technologie	57,7	37,9	45,1	94,3	235,0	187,2	25,5 %

Source : Statistiques LSE AIM

Valeur du financement dans les secteurs d'activité pertinents à la Bourse de Toronto et à la Bourse de croissance TSX

(en millions de \$, sauf les pourcentages)	T1/10	T2/10	T3/10	T4/10	Exercice 2010	Exercice 2009	Variation 2010/2009
Pétrole et gaz	2 287,3 \$	2 269,7 \$	3 622,3 \$	3 163,0 \$	11 342,3 \$	7 336,0 \$	54,6 %
Mines	2 789,3	6 446,7	3 260,6	1 190,7	13 687,3	4 036,0	239,1 %
Biotechnologie	—	4,1	85,4	62,9	152,4	50,3	203,0 %
Médias	—	57,5	—	—	57,5	357,0	(84,0)%
Technologie	41,9	29,9	357,2	77,0	506,0	97,9	416,8 %

Source : FP Infomart

Incidence des soubresauts des marchés des capitaux

À titre de maison de courtage, Canaccord tire ses produits surtout des commissions sur ventes, de la prise ferme et des honoraires de consultation, et des activités de négociation. Par conséquent, les activités de la Société sont très sensibles à la situation sur les marchés financiers et à la conjoncture économique, surtout en Amérique du Nord et en Europe. Les initiatives de prospection internationales à long terme de Canaccord menées ces dernières années ont jeté des bases solides pour la diversification de ses produits.

Grâce à son excellent capital, Canaccord demeure concurrentielle dans le paysage financier d'aujourd'hui en constant mouvement et peut poursuivre sa croissance en maintenant des normes élevées en matière de services clients, en améliorant ses relations, en recrutant continuellement des professionnels chevronnés et en faisant des acquisitions stratégiques lorsque les occasions se présentent.

- Au cours de l'exercice 2010, les activités de Canaccord sur les marchés des capitaux se sont concentrées surtout dans les secteurs des mines et métaux, de l'énergie, de la technologie, des sciences de la vie, des produits de consommation, de l'immobilier, des infrastructures, du développement durable, des fiducies de placement et des institutions financières, et englobaient des activités touchant les services de financement de sociétés et celles touchant les actions institutionnelles comme la vente, la négociation et la recherche. Par suite de l'intégration de Marchés des capitaux Genuity au cours du premier trimestre de l'exercice 2011, Canaccord a étendu ses compétences dans les secteurs avec l'ajout d'équipes axées sur l'agriculture, le transport et les télécommunications et a apporté plus d'ampleur et de profondeur à ses champs d'application pré-existants.

Événements importants au cours de l'exercice 2010

- Canaccord Genuity a été chef de file pour 114 opérations à l'échelle internationale, chacune dépassant 1,5 million \$, mobilisant ainsi un produit total de 3,0 milliards \$¹ au cours de l'exercice 2010. Sur ces opérations :
 - le secteur du Canada a été chef de file pour 84 opérations qui ont mobilisé 1,8 milliard \$²;
 - le secteur du Royaume-Uni a été chef de file pour 16 opérations qui ont mobilisé 559 millions \$;
 - le secteur des États-Unis a été chef de file pour 14 opérations qui ont mobilisé 665 millions \$.
- Au cours de l'exercice 2010, Canaccord Genuity a participé à un total de 336 opérations dans le monde, chacune dépassant 1,5 million \$, mobilisant ainsi un montant brut de 8,7 milliards \$¹. Sur ces opérations :
 - le secteur du Canada a participé à 273 opérations qui ont mobilisé 3,1 milliards \$;
 - le secteur du Royaume-Uni a participé à 21 opérations qui ont mobilisé 1,8 milliard \$;
 - le secteur des États-Unis a participé à 42 opérations qui ont mobilisé 3,8 milliards \$.

1) Source : FP Infomart et données de la Société. Opérations de plus de 1,5 million \$

2) Pour toutes les données relatives aux opérations conclues au Canada, le nombre d'opérations à titre de chef de file et le total du produit sont saisis par le « Full Credit Bookrunner » syndicataire chef de file de FP Infomart, et la participation dans les opérations et le total du produit sont saisis par « Bonus Credit Bookrunner » syndicataire chef de file-crédit de prime de FP Infomart.

- Canaccord Genuity a réalisé 21 opérations de placement privé d'actions (PPA) aux États-Unis et y a mobilisé un produit de 612,0 millions \$ US au cours de l'exercice 2010.
- Au cours de l'exercice 2010, Canaccord Genuity a été chef de file ou co-chef de file pour les opérations sur actions suivantes :
 - 275,8 millions \$ pour deux opérations distinctes à la Bourse de Toronto pour TransAtlantic Petroleum Corp.;
 - 225,9 millions \$ pour deux opérations distinctes à la Bourse de Toronto pour Aura Minerals Inc.;
 - une opération de 172,5 millions \$ à la Bourse de Toronto pour Compton Petroleum Corporation;
 - une opération de 167,6 millions \$ US sur le NASDAQ pour Itron Inc.;
 - une opération de 132,0 millions £ à la Bourse de Londres pour Heritage Oil Corporation;
 - une opération de 129,7 millions \$ US sur le NASDAQ pour Dragon Wave Inc.;
 - 115,8 millions \$ pour deux opérations distinctes à la Bourse de Toronto pour Artis Real Estate Investment Trust;
 - une opération de 112,0 millions £ à la Bourse de Londres pour Aberdeen Asset Management.
- Canaccord Genuity a en outre été conseiller pour les opérations suivantes au cours de l'exercice 2010 :
 - conseiller d'Aricom dans le cadre de son acquisition de 543,0 millions \$ par Peter Hambro Mining;
 - conseiller de KazakhGold Group Limited dans le cadre de la cession de sa participation majoritaire à Polyus Gold;
 - conseiller de Martek Biosciences Corporation dans le cadre de son acquisition de 200 millions \$ d'Amerifit Brands, Inc.;
 - conseiller de Silverstone Resources dans le cadre de son acquisition de 190,0 millions \$ par Silver Wheaton;
 - conseiller de Centenario Copper dans le cadre de son acquisition de 150,0 millions \$ par Quadra Mining Ltd.;
 - conseiller de Scient'X dans le cadre de son acquisition de 120 millions \$ par Alphatec Holdings.
- Au cours de l'exercice 2010, Canaccord a ouvert cinq succursales de Gestion du patrimoine Canaccord sur la plateforme Gestion du patrimoine indépendant (GPI), ce qui permet aux conseillers en placement de mener leurs activités à titre de mandataires indépendants de la Société. Quatre succursales se sont converties à ce modèle d'exploitation.
- Canaccord comptait 303 équipes de conseillers au quatrième trimestre de 2010, soit 35 de moins que les 338 qu'elle comptait au quatrième trimestre de 2009.
 - Cette baisse est en grande partie attribuable à une révision stratégique de notre division Gestion du patrimoine et à la conversion de deux succursales à la plateforme de GPI, où chaque succursale est dirigée par un conseiller en placement et représente une équipe de conseillers.

Événements importants survenus après le 31 mars 2010

- Le 22 avril 2010, les actionnaires de Financière Canaccord Inc. ont approuvé l'émission d'actions visant à compléter l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity. L'acquisition a été conclue le 23 avril 2010 et l'intégration des activités de Genuity au sein de Canaccord Adams a été achevée le 10 mai 2010. Par suite de cette acquisition, Canaccord Adams a été renommée Canaccord Genuity.
- Au cours du mois d'avril 2010, Gestion du patrimoine indépendante la plateforme de gestion du patrimoine indépendante de Gestion du patrimoine Canaccord a accueilli l'ajout de la succursale Cobourg (Ontario).
- Gestion du patrimoine Canaccord compte maintenant 30 bureaux au Canada, dont 10 succursales converties à la plateforme de GPI.

CONJONCTURE DU MARCHÉ POUR L'EXERCICE 2010

L'environnement d'affaires s'est considérablement amélioré au cours de l'exercice 2010. L'exercice 2009, caractérisé par de l'anxiété et des niveaux élevés de volatilité, a fini par soulever des inquiétudes quant à la rapidité de la croissance économique. La performance nettement meilleure de nombreux marchés boursiers a contribué à rétablir la confiance des investisseurs et des consommateurs. Des améliorations de la productivité ont été réalisées grâce à des réductions extrêmes des dépenses et des emplois. Cela a permis aux sociétés d'atteindre des résultats impressionnants et d'afficher des bilans très solides. La forte croissance économique de l'Asie est devenue l'élément moteur de nombreuses décisions d'investissement à l'échelle mondiale.

Le Canada est devenu une destination de placement de prédilection. Même si le taux de change est revenu à la parité avec son principal partenaire commercial, les États-Unis, l'économie du Canada s'est solidement surclassée pour ce qui est de la croissance économique, du niveau d'emploi, de la stabilité du système bancaire et de la situation déficitaire du gouvernement. Les investissements étrangers au Canada ont dominé l'exercice 2010. Il était facile de trouver preneur chez les acheteurs étrangers relativement à l'émission de titres d'emprunt, aux achats directs de marchandises et aux émissions d'actions dans le

secteur des ressources. Les taux d'intérêt mondiaux et la politique monétaire axée uniquement sur la stimulation de la relance économique avaient changé en fin d'exercice. Plusieurs pays ont indiqué avoir fait un premier pas vers une moins grande stimulation ou en ont discuté. L'Asie a pris des mesures très vigoureuses en matière de resserrement monétaire.

Le contrôle de l'inflation s'est maintenu à l'échelle mondiale, les hausses salariales ayant été faibles et la capacité excédentaire abondante. À la fin de l'exercice, la capitalisation boursière qui était tombée de près de 40 billions \$ (à partir de mars 2009) avait recouvré plus de 22 billions \$ de sa valeur.

La reprise du marché de l'habitation tant souhaitée ne s'est pas concrétisée dans la plupart des pays. Les saisies aux États-Unis ont atteint des niveaux record et les mises en chantier ont sombré à des niveaux planchers inégalés. La faiblesse du marché de l'habitation a engendré un risque lié à la dette des états souverains pour l'Irlande, l'Espagne et le Portugal, des pays où on a trop construit.

Des événements géopolitiques ont créé de nouveaux obstacles à la reprise économique, et les catastrophes naturelles ont entraîné une expansion des programmes d'aide mondiaux. À la fin de l'exercice, les marchés boursiers surclassaient de façon significative toutes les autres catégories d'actifs.

PERSPECTIVES POUR L'EXERCICE 2011

Au début de l'exercice 2011, le Canada était considéré comme le modèle du financement des sociétés à l'échelle mondiale et comme une économie surclassant les pays avancés. Les rentrées de capitaux internationaux au Canada doivent se poursuivre et demeurer élevées.

Les activités mondiales de fusion et acquisition vont probablement s'intensifier lorsque les sociétés investiront les importantes liquidités dont elles disposent actuellement. Il y aura résurgence des investissements dans les économies avancées, mais les entreprises se concentreront surtout sur l'acquisition de nouvelles technologies et non sur les dépenses cycliques pour l'agrandissement d'usines. Quand il est question d'investissement, la construction et la reconstruction de l'infrastructure mondiale est un thème dominant et permanent. Les pays émergents, plus particulièrement en Asie, devraient être les principaux acteurs de l'expansion sur les marchés mondiaux tout au long du nouveau cycle. Les récentes craintes de surchauffe de l'économie ont incité de nombreux gouvernements asiatiques à faire preuve de plus de vigueur en matière de resserrement monétaire. Au cours des six prochains mois, le rendement économique de l'Asie pourrait être décevant. Cette baisse anticipée du rendement économique atténue toute menace d'inflation, et les rendements des titres de créances à plus long terme demeureront ainsi moins élevés. Pour les taux des titres à plus long terme, la véritable concurrence viendra de la demande soutenue de financement provenant de gouvernements occidentaux affichant un déficit. Le financement du déficit continuera de menacer l'Union européenne et de provoquer un accroissement de la volatilité sur de nombreux marchés comme on a pu le constater au début de mai 2010. Les taux des titres à plus court terme, dont le niveau actuel permet d'injecter les liquidités de base, vont probablement grimper à des niveaux plus raisonnables, mais non restrictifs.

La participation des gouvernements à l'économie est de plus en plus grande. Les décisions d'investissement sont devenues plus difficiles en raison de la grande incertitude que créent les lois gouvernementales et les hausses d'impôts. Aussi, l'exercice 2011 pourrait être turbulent. La reprise économique mondiale a donné lieu à des quantités faramineuses de mesures d'assouplissement monétaire de la part des gouvernements. Le défi pour 2011 sera d'éliminer les liquidités excédentaires injectées par les gouvernements, tout en parvenant à l'autosuffisance économique.

APERÇU DES EXERCICES PRÉCÉDENTS – EXERCICE 2009 PAR RAPPORT À L'EXERCICE 2008

Le total des produits pour l'exercice terminé le 31 mars 2009 s'est établi à 477,7 millions \$, en baisse de 253,8 millions \$ ou 34,7 % par rapport à l'exercice 2008. Cette baisse s'explique surtout par la conjoncture affaiblie de l'économie et du marché découlant de la crise du crédit qui a vu le jour au cours de l'exercice 2009. Tous les principaux indices ont reculé pendant cette période, la Bourse de Toronto chutant de 34,7 %, la Bourse de croissance TSX, de 62,0 %, le NASDAQ, de 32,9 % et la Bourse de Londres (LES), de 53,2 %.

Canaccord a comptabilisé une perte nette de 47,7 millions \$ au cours de l'exercice 2009, en regard d'un bénéfice net de 31,3 millions \$ pour l'exercice 2008. Une tranche importante de cette perte peut être attribuée à une réduction de valeur de 31,5 millions \$ que la Société a subi par suite de la dépréciation de l'écart d'acquisition lié à Canaccord Adams Inc. (la division des marchés des capitaux américaine) et à Canaccord Enermarket (qui, depuis, a été intégrée à Canaccord Genuity). Les perspectives en matière de bénéfices des deux filiales ont beaucoup souffert de la crise du crédit au cours du troisième trimestre de l'exercice 2009. La perte diluée par action a été de 0,97 \$, contre un RPA dilué de 0,64 \$ pour l'exercice 2008.

APERÇU FINANCIER

Principales informations financières ¹

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action, les pourcentages et le nombre d'employés)

	<i>Exercices terminés les 31 mars</i>			
	<i>2010</i>	<i>2009</i>	<i>2008</i>	<i>Variation 2010/2009</i>
Financière Canaccord Inc.				
Produits				
Commissions	235 606 \$	233 104 \$	296 047 \$	2 502 \$ 1,1 %
Financement de sociétés	254 437	169 369	336 874	85 068 50,2 %
Négociation à titre de contrepartiste	45 982	18 319	7 443	27 663 151,0 %
Intérêts	12 965	38 287	63 168	(25 322) (66,1)%
Divers	28 547	18 642	28 007	9 905 53,1 %
Total des produits	577 537 \$	477 721 \$	731 539 \$	99 816 \$ 20,9 %
Charges				
Rémunération au rendement	299 084	222 006	347 079	77 078 34,7 %
Charges de personnel	59 415	56 771	54 294	2 644 4,7 %
Autres charges indirectes ²	162 397	194 910	207 638	(32 513) (16,7)%
Coûts liés à l'acquisition ³	5 000	—	—	5 000 négl.
Ajustement à la juste valeur des titres de papier commercial adossé à des actifs (PCAA) ⁴	—	6 700	12 797	(6 700) (100,0)%
Provision au titre du programme de secours à l'intention des clients ⁵	—	2 700	54 200	(2 700) (100,0)%
Ajustement à la juste valeur relatif au programme de secours de Canaccord ⁶	—	2 647	—	(2 647) (100,0)%
Dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels ⁷	—	31 524	—	(31 524) (100,0)%
Frais de restructuration ⁸	—	7 662	4 000	(7 662) (100,0)%
Total des charges	525 896 \$	524 920 \$	680 008 \$	976 \$ 0,2 %
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	51 641	(47 199)	51 531	98 840 négl.
Bénéfice net (perte nette)	38 497	(47 651)	31 334	86 148 négl.
Résultat par action – de base	0,79 \$	(0,97)\$	0,70 \$	1,76 \$ négl.
Résultat par action – dilué	0,69 \$	(0,97)\$	0,64 \$	1,66 \$ négl.
Rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP)	9,8 %	(12,4)%	7,9 %	22,2 p.p.
Dividendes par action	0,15 \$	0,125 \$	0,50 \$	0,025 \$ 20,0 %
Valeur comptable par action ordinaire diluée, à la fin de l'exercice	6,96	6,51	7,21	0,45 6,9 %
Exclusion faite des éléments importants ⁹				
Total des charges	520 896 \$	473 687 \$	609 011 \$	47 209 \$ 10,0 %
Bénéfice net (perte nette)	42 043	(1 417)	79 346	43 460 négl.
Résultat par action (RPA) – de base	0,86 \$	(0,03)\$	1,77 \$	0,89 \$ négl.
Résultat par action (RPA) – dilué	0,76 \$	(0,03)\$	1,63 \$	0,79 \$ négl.
Données tirées du bilan				
Total de l'actif	3 123 848 \$	2 022 099 \$	2 098 718 \$	1 101 749 \$ 54,5 %
Total du passif	2 722 103	1 649 395	1 741 274	1 072 708 65,0 %
Total des capitaux propres	401 745	372 704	357 444	29 041 7,8 %
Nombre d'employés	1 549	1 530	1 683	19 1,2 %

1) Les données sont considérées comme conformes aux PCGR, sauf le RCP, la valeur comptable par action ordinaire diluée, les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants, et le nombre d'employés.

2) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement et les frais de développement.

3) Coûts de transaction liés à l'acquisition de Genuity.

4) Désigne l'ajustement à la juste valeur des titres de PCAA détenu en trésorerie.

5) Représente les charges au titre du programme de secours à l'intention des clients liées aux titres de PCAA détenus par des clients admissibles.

6) A trait à l'ajustement à la juste valeur des titres de PCAA acquis par la Société dans le cadre d'un programme de secours à l'intention des clients.

7) A trait à la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels de Canaccord Adams Inc. et d'Enermarket.

8) Composés des frais de restructuration du personnel.

9) Les données de l'exercice 2010 ne tiennent pas compte des coûts liés aux acquisitions de 5,0 millions \$ se rapportant à l'acquisition de Genuity. Les données de l'exercice 2009 ne tiennent pas compte de l'ajustement à la juste valeur des titres de PCAA de 6,7 millions \$, de la provision au titre du programme de secours à l'intention des clients de 2,7 millions \$, de l'ajustement à la juste valeur relatif au programme de secours à l'intention des clients de 2,6 millions \$, de la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels de 31,5 millions \$ ni des frais de restructuration de 7,7 millions \$.

p.p. : points de pourcentage

négl. : négligeable

Produits

Sur une base consolidée, les produits sont générés par cinq activités : les commissions et les honoraires liés à l'activité de placement pour compte et de gestion du patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et diverses sources.

Les produits de l'exercice 2010 ont atteint 577,5 millions \$, soit une hausse de 20,9 % ou 99,8 millions \$ par rapport à 2009. Dans l'ensemble, l'augmentation des produits pour l'exercice terminé le 31 mars 2010 est attribuable au redressement du crédit à la suite de la crise mondiale qui avait commencé au deuxième trimestre de 2009.

Les produits tirés des commissions proviennent surtout des activités de négociation pour les particuliers et des ventes et négociations auprès des clients institutionnels. Les produits des commissions se sont établis à 235,6 millions \$, soit une hausse de 1,1 % pour l'exercice 2010 en regard de l'exercice 2009.

Les produits tirés du financement de sociétés ont totalisé 254,4 millions \$, en hausse de 85,1 millions \$, ou 50,2 %, en raison de l'accroissement des activités de financement sur les marchés des actions dans toutes les régions géographiques où nous exerçons nos activités. Les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste se sont élevés à 46,0 millions \$, en hausse de 151,0 % ou 27,7 millions \$, en partie du fait de la croissance des activités de tenue du marché de nos secteurs du Royaume-Uni et de l'autre établissement étranger, qui ont dégagé 16,2 millions \$ de l'augmentation globale à ce titre. En outre, la vente de notre placement dans des titres de PCAA au cours de l'exercice s'est soldée par un gain de 5,3 millions \$ qui a été inscrit dans les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste. Notre groupe Revenu fixe a également redressé ses résultats au cours de l'exercice et a enregistré une augmentation de 4,1 millions \$ des produits de négociation à titre de contrepartiste au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2010.

Les intérêts créditeurs correspondent aux intérêts réalisés sur les instruments financiers et les titres à revenu fixe détenus par Canaccord, aux intérêts gagnés sur les soldes de trésorerie détenus en banque, de même qu'aux intérêts payés par les clients sur les comptes sur marge. Par suite d'une baisse des taux d'intérêt, les intérêts créditeurs ont chuté de 25,3 millions \$ ou 66,1 % par rapport à l'exercice 2009 pour s'établir à 13,0 millions \$.

Les autres produits ont totalisé 28,5 millions \$, en hausse de 53,1 % ou 9,9 millions \$, du fait surtout d'une augmentation considérable du gain de change.

Charges exprimées en pourcentage des produits

	<i>Exercices terminés les 31 mars</i>		
	<i>2010</i>	<i>2009</i>	<i>Variation 2010/2009</i>
Rémunération au rendement	51,8 %	46,5 %	5,3 p.p.
Charges de personnel	10,3 %	11,9 %	(1,6)p.p.
Autres charges indirectes ¹	28,1 %	40,8 %	(12,7)p.p.
Coûts liés aux acquisitions ²	0,9 %	—	0,9 p.p.
Ajustement à la juste valeur des titres de PCAA ³	—	1,4 %	(1,4)p.p.
Provision au titre du programme de secours à l'intention des clients ⁴	—	0,6 %	(0,6)p.p.
Ajustement à la juste valeur relatif au programme de secours de Canaccord ⁵	—	0,5 %	(0,5)p.p.
Dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels ⁶	—	6,6 %	(6,6)p.p.
Frais de restructuration ⁷	—	1,6 %	(1,6)p.p.
Total	91,1 %	109,9 %	(18,8)p.p.

1) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement et les frais de développement.

2) Coûts de transaction liés à l'acquisition de Genuity.

3) Désigne l'ajustement à la juste valeur des titres de PCAA détenus par la Société.

4) Représente les charges au titre du programme de secours à l'intention des clients liées aux titres de PCAA détenus par des clients admissibles.

5) A trait à l'ajustement à la juste valeur des titres de PCAA acquis par la Société dans le cadre d'un programme de secours à l'intention des clients.

6) A trait à la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels de Canaccord Adams Inc. et d'Enermarket.

7) Composés des frais de restructuration du personnel.

p.p. : points de pourcentage

Les charges pour l'exercice 2010 ont totalisé 525,9 millions \$, en hausse de 0,2 % ou 1,0 million \$ en regard de l'exercice précédent. Le total des charges est resté relativement stable par rapport à l'exercice 2009.

Au cours de l'exercice 2010, la Société a comptabilisé des éléments importants de 5,0 millions \$ liés aux charges engagées dans le cadre de l'acquisition de Genuity. Au cours de l'exercice 2009, la Société avait constaté un total de 51,2 millions \$ au titre

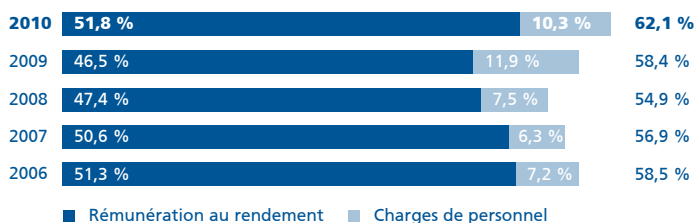
des éléments importants liés à l'ajustement à la juste valeur des titres de PCAA, au programme de secours de Canaccord, à la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels et aux frais de restructuration. Le total des charges, exclusion faite des éléments importants, s'est établi à 520,9 millions \$ pour l'exercice terminé le 31 mars 2010 par rapport à 473,7 millions \$ pour l'exercice précédent.

Rémunération au rendement et charges de personnel

La charge de rémunération au rendement s'est élevée à 299,1 millions \$, en hausse de 77,1 millions \$ ou 34,7 %, ce qui reflète l'augmentation des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement, une plus grande rentabilité et des attributions à base d'actions additionnelles dans le cadre de nos programmes de maintien de l'effectif et de nos régimes d'intéressement. La charge de rémunération variable a connu une hausse de 54,7 millions \$ ou 21,3 %, ce qui correspond à la croissance des produits de 20,9 %. La rentabilité s'étant accrue au cours de l'exercice 2010, les paiements versés en vertu de certains programmes de rémunération au rendement des employés et des membres de la direction se sont élevés à 11,7 millions \$. De plus, les attributions consenties aux termes de notre régime d'intéressement à long terme (RILT) et de notre programme de partenariat ont également augmenté la charge de rémunération au rendement pour l'exercice. Le RILT est un régime incitatif qui a été lancé au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2007 dans le but d'harmoniser davantage les intérêts des employés et ceux des actionnaires. Chaque année depuis 2007, des attributions ont été consenties périodiquement en vertu de ce régime, leur coût étant amorti sur la période de trois ans d'acquisition des droits. Par conséquent, la dotation aux amortissements de l'exercice 2010 se rapporte aux attributions consenties de 2007 à 2010. L'exercice 2010 étant maintenant le reflet de la durée complète de trois ans d'acquisition des droits rattachés aux attributions, la dotation aux amortissements pour l'exercice a augmenté de 6,1 millions \$ en regard de l'exercice 2009. Par ailleurs, un programme de partenariat a été lancé dans notre division de gestion du patrimoine dans le but de retenir les conseillers, ce qui a eu pour effet d'accroître la charge au titre de la rémunération au rendement de 3,7 millions \$ par rapport à l'exercice 2009. La charge de rémunération au rendement exprimée en pourcentage des produits s'est établie à 51,8 %, ce qui, compte tenu des raisons mentionnées ci-dessus, représente une hausse de 5,3 points de pourcentage en regard de l'exercice 2009.

Les charges de personnel se sont élevées à 59,4 millions \$, en hausse de 2,6 millions \$ ou 4,7 % en regard de l'exercice 2009. La hausse des charges de personnel est principalement liée à notre division Gestion du patrimoine Canaccord qui a recruté du personnel de gestion clé à la fin de l'exercice 2009 et engagé des frais au titre des indemnités de départ au cours de l'exercice 2010 dans le cadre de sa restructuration.

Rémunération totale en % des produits



Autres charges indirectes

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Exercices terminés les 31 mars		
	2010	2009	Variation 2010/2009
Frais de négociation	28 884 \$	26 311 \$	9,8 %
Locaux et matériel	24 402	24 695	(1,2)%
Communications et technologie	21 868	25 228	(13,3)%
Intérêts	2 581	11 220	(77,0)%
Frais d'administration ¹	52 153	69 689	(25,2)%
Amortissement	7 609	8 994	(15,4)%
Frais de développement	24 900	28 773	(13,5)%
Total des autres charges indirectes	162 397 \$	194 910 \$	(16,7)%

1) Comprennent la provision pour pertes sur créances avant impôts de 7,9 millions \$ à l'exercice 2009.

Les autres charges indirectes ont diminué de 32,5 millions \$ pour l'exercice 2010, ce qui représente une baisse de 12,7 points de pourcentage, lorsqu'exprimées en pourcentage des produits, par rapport à l'exercice 2009. Les frais d'administration ont reculé d'un total de 17,5 millions \$, ou 25,2 %. Ce recul englobe une réduction de 7,5 millions \$ de la provision pour pertes sur créances dans les comptes-clients par suite du redressement du marché au cours de l'exercice 2010, une diminution de 3,2 millions \$ des frais de promotion et de déplacement attribuable aux initiatives de réduction des coûts et aux variations des imputations de charges aux comptes de rémunération, et une baisse de 5,7 millions \$ des honoraires professionnels du fait d'honoraires de consultation non récurrents engagés au cours de l'exercice 2009. Les intérêts débiteurs ont aussi diminué de 8,6 millions \$ sous l'effet de l'affaissement des taux d'intérêt. Les frais de développement ont été comprimés de 3,9 millions \$ surtout par la réduction des primes de recrutement dans le cadre de nos activités aux États-Unis. Cette compression a été en partie contrebalancée par l'augmentation des primes de recrutement dans nos divisions de la gestion du patrimoine et des marchés des capitaux au Royaume-Uni. Les frais liés aux communications et à la technologie ont chuté de 3,4 millions \$ compte tenu des imputations de charges aux comptes de rémunération et de l'accent mis sur le contrôle des coûts à l'échelle de l'entreprise.

Les frais de négociation ont connu une augmentation de 2,6 millions \$, ou 9,8 %, directement attribuable à la hausse des volumes de négociation pendant l'exercice.

Les charges autres que de rémunération, y compris les éléments importants, exprimées en pourcentage des produits ont atteint 29,0 % pour l'exercice 2010, en baisse de 22,5 points de pourcentage sur douze mois. Exclusion faite des éléments importants, les charges autres que de rémunération exprimées en pourcentage des produits ont reculé de 12,7 points de pourcentage par rapport à l'exercice précédent.

Le bénéfice net de l'exercice 2010 s'est élevé à 38,5 millions \$ par rapport à une perte nette de 47,7 millions \$ pour l'exercice 2009. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 0,69 \$ à l'exercice 2010 en regard d'une perte diluée par action de 0,97 \$ à l'exercice précédent. Pour l'exercice 2010, le RCP a atteint 9,8 % comparativement à (12,4) % pour l'exercice 2009. Exclusion faite des éléments importants, le bénéfice net pour l'exercice 2010 s'est établi à 42,0 millions \$ contre une perte nette de 1,4 million \$ à l'exercice 2009, et le bénéfice dilué par action s'est élevé à 0,76 \$ par rapport à une perte diluée par action de 0,03 \$ à l'exercice 2009.

Les impôts sur les bénéfices se sont élevés à 13,1 millions \$ pour l'exercice 2010, en hausse de 12,7 millions \$ au cours de l'exercice en raison des bénéfices comptabilisés pour l'exercice 2010 en regard des pertes inscrites en 2009. Le taux d'imposition effectif a augmenté pour s'établir à 25,5 % en regard de (1,0) % un an plus tôt. La provision pour moins-value constatée à l'exercice 2009, avait donné lieu à un faible taux de recouvrement d'impôts effectif. La rubrique «Estimations comptables critiques», à la page 42 du présent rapport de gestion, contient une analyse plus détaillée de nos impôts.

RÉSULTATS PAR RÉGION GÉOGRAPHIQUE

Cette section est une analyse des résultats de Canaccord par région géographique. Les activités commerciales de Canaccord sont divisées en trois régions géographiques : le Canada, le Royaume-Uni et l'autre établissement étranger, et les États-Unis. Les produits provenant du Royaume-Uni et de l'autre établissement étranger sont entièrement tirés des activités de Canaccord Genuity, tandis que les produits au Canada et aux États-Unis proviennent de Canaccord Genuity, Gestion du patrimoine Canaccord et du secteur Non sectoriel et autres.

Répartition géographique des produits ¹

(Exercices terminés les 31 mars)



Exercices terminés les 31 mars

	2010				2009				Variation 2010/2009
	Royaume-Uni et autre établissement étranger ²		États-Unis	Total	Royaume-Uni et autre établissement étranger ²		États-Unis	Total	
(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Canada				Canada				
Produits	388 772 \$	88 348 \$	100 417 \$	577 537 \$	320 364 \$	79 707 \$	77 650 \$	477 721 \$	20,9 %
Charges	358 736	75 374	91 786	525 896	330 163	75 107	119 650	524 920	0,2 %
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	30 036	12 974	8 631	51 641	(9 799)	4 600	(42 000)	(47 199)	négl.
Nombre d'employés	1 247	139	163	1 549	1 265	114	151	1 530	1,2 %
Exclusion faite des éléments importants³									
Total des charges	353 736	75 374	91 786	520 896	311 393	73 833	88 461	473 687	10,0 %
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	35 036	12 974	8 631	56 641	8 971	5 874	(10 811)	4 034	négl.

1) Les données sont considérées comme étant conformes aux PCGR, à l'exception des chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et du nombre d'employés.

2) Les activités de Canaccord au Royaume-Uni incluent les activités liées à Canaccord Genuity Limited (anciennement Canaccord Adams Limited), qui mène des activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni. Les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux à l'extérieur du Canada, des États-Unis et du Royaume-Uni sont présentés au poste Autre établissement étranger, qui comprend les activités de Canaccord International Ltd.

3) Les données de l'exercice 2010 ne tiennent pas compte des coûts liés aux acquisitions de 5,0 millions \$ engagés dans le cadre de l'acquisition de Genuity. Les données de l'exercice 2009 ne tiennent pas compte de l'ajustement à la juste valeur des titres de PCAA de 6,7 millions \$, de la provision au titre du programme de secours à l'intention des clients de 2,7 millions \$, de l'ajustement à la juste valeur relatif au programme de secours à l'intention des clients de 2,6 millions \$, de la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels de 31,5 millions \$ ni des frais de restructuration de 7,7 millions \$.

négl. : négligeable

Les produits provenant du Canada se sont élevés à 388,8 millions \$, en hausse de 68,4 millions \$ ou 21,4 %. Pour le secteur du Royaume-Uni et de l'autre établissement étranger, les produits ont atteint 88,3 millions \$, ce qui représente un bond de 8,6 millions \$ ou 10,8 %, et les produits provenant des États-Unis se sont établis à 100,4 millions \$, en croissance de 22,8 millions \$ ou 29,3 % en regard de l'exercice précédent. L'accroissement global des produits dans toutes les régions géographiques découle de la reprise du marché au cours de l'exercice 2010.

Les charges de l'exercice 2010 au Canada ont augmenté de 28,6 millions \$ ou 8,7 % surtout en raison de la hausse de 49,7 millions \$ de la rémunération au rendement, laquelle est conforme à la croissance des produits et à la rentabilité de cette région géographique. La croissance des produits et des volumes de négociation a également entraîné une poussée des frais de négociation de 28,6 % ou 4,2 millions \$ par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation globale des charges a été compensée par une baisse des frais d'administration, des frais liés aux communications et à la technologie et de la dotation aux amortissements. Les frais d'administration ont fléchi de 4,1 millions \$ surtout du fait d'une réduction de la provision pour pertes sur créances comptabilisée par suite du redressement de la conjoncture du marché à l'exercice 2010. Les frais liés aux communications et à la technologie ont chuté de 3,7 millions \$ ou 20,4 % compte tenu des variations des imputations de charges aux comptes de rémunération et de l'accent mis sur la réduction des coûts à l'échelle de l'entreprise. La dotation aux amortissements a reculé de 1,2 million \$ ou 19,3 % au Canada par rapport à l'exercice précédent du fait que certaines imputations pour dépréciation avaient été comptabilisées au cours de l'exercice 2009.

Au cours de l'exercice 2010, la Société a comptabilisé des éléments importants de 5,0 millions \$ au titre des charges engagées pour l'acquisition de Genuity qui a été réalisée le 23 avril 2010. La Société avait comptabilisé des éléments importants de 18,8 millions \$ au cours de l'exercice précédent à l'égard de l'ajustement à la juste valeur des titres de PCAA, du programme de secours de Canaccord, de la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels et des frais de restructuration liés au personnel. Exclusion faite des éléments importants, le total des charges au Canada s'est élevé à 353,7 million \$ en regard de 311,4 millions \$ à l'exercice précédent, cette hausse s'expliquant par la croissance des produits.

Les charges au Royaume-Uni et dans l'autre établissement étranger ont progressé de 0,3 million \$ ou 0,4 % par rapport à l'exercice 2009. La charge de rémunération au rendement a augmenté de 8,3 millions \$ ou 20,9 % du fait de la hausse des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement et de la rentabilité. Cette augmentation a été contrebalancée par une diminution de 9,7 millions \$ des frais d'administration, découlant en partie d'une charge de consultation non récurrente engagée au cours de l'exercice précédent à l'égard du développement de l'infrastructure interne. La provision pour pertes sur créances a été réduite pour l'exercice 2010 du fait de l'amélioration de la conjoncture du marché, et la diminution des frais de promotion et de déplacement engagés a également contribué à la baisse des frais d'administration. Une augmentation des primes de

recrutement dans le cadre des activités au Royaume-Uni a entraîné une hausse des frais de développement de 1,7 million \$ pour l'exercice 2010 par rapport à l'exercice précédent.

Les charges de l'exercice aux États-Unis ont chuté de 27,9 millions \$, surtout en raison de la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels de 27,6 millions \$ et de frais de restructuration de 3,6 millions \$ qui avaient été comptabilisés au cours de l'exercice précédent. Exclusion faite de ces éléments importants, les charges aux États-Unis auraient augmenté de 3,8 % ou 3,3 millions \$. La charge de rémunération au rendement a bondi de 19,0 millions \$ ou 52,9 % du fait de l'augmentation des produits et de la rentabilité. Les initiatives de réduction des coûts à l'égard des charges de négociation et de compensation au cours de l'exercice ont entraîné un rabaissement de ces charges de 2,2 millions \$ ou 25,1 %. Une réduction des primes de recrutement a entraîné une chute de 7,4 millions \$ des frais de développement. Les frais d'administration ont également diminué de 3,7 millions \$ par rapport à l'exercice précédent en partie du fait des recouvrements de frais de promotion et de déplacement de 1,6 million \$ des comptes de rémunération.

INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES ¹

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles pour les huit trimestres les plus récents qui se sont terminés le 31 mars 2010. Ces informations ne sont pas vérifiées, mais reflètent tous les ajustements récurrents qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires à une juste présentation de l'état des résultats pour ces périodes. Les comparaisons d'un trimestre à l'autre des résultats financiers ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

<i>(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)</i>	<i>Exercice 2010</i>				<i>Exercice 2009</i>			
	<i>T4</i>	<i>T3</i>	<i>T2</i>	<i>T1</i>	<i>T4</i>	<i>T3</i>	<i>T2</i>	<i>T1</i>
Produits								
Commissions	62 826 \$	60 696 \$	56 628 \$	55 456 \$	49 005 \$	51 473 \$	60 630 \$	71 996 \$
Financement de sociétés	62 514	88 417	47 620	55 886	39 000	20 198	34 024	76 147
Négociation à titre de contrepartiste	7 278	15 645	11 589	11 470	8 540	3 781	87	5 911
Intérêts	3 269	3 099	3 121	3 476	5 116	9 108	11 734	12 329
Divers	7 246	5 340	4 786	11 175	5 335	2 628	4 354	6 325
Total des produits	143 133	173 197	123 744	137 463	106 996	87 188	110 829	172 708
Bénéfice net (perte nette)	7 526	15 113	6 746	9 112	3 666	(62 378)	(5 398)	16 459
RPA – de base	0,15	0,31	0,14	0,19	0,07	(1,27)	(0,11)	0,35
RPA – dilué	0,14	0,27	0,12	0,16	0,07	(1,27)	(0,11)	0,31
Exclusion faite des éléments importants ²								
Bénéfice net (perte nette)	11 072	15 113	6 746	9 112	3 764	(16 242)	(5 398)	16 459
RPA – de base	0,22	0,31	0,14	0,19	0,08	(0,33)	(0,11)	0,35
RPA – dilué	0,21	0,27	0,12	0,16	0,07	(0,33)	(0,11)	0,31

1) Les données sont considérées comme conformes aux PCGR, à l'exception des chiffres ne tenant pas compte des éléments importants.

2) Les chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments importants ne sont pas des mesures conformes aux PCGR. Les données du quatrième trimestre de l'exercice 2010 ne tiennent pas compte des coûts liés aux acquisitions de 5,0 millions \$ engagés dans le cadre de l'acquisition de Genuity. Les données du quatrième trimestre de l'exercice 2009 ne tiennent pas compte des frais de restructuration de 0,1 million \$. Les données du troisième trimestre de l'exercice 2009 ne tiennent pas compte de l'ajustement des titres de PCAA de 6,7 millions \$, de la provision au titre du programme de secours à l'intention des clients de 2,7 millions \$, de l'ajustement à la juste valeur relatif au programme de secours à l'intention des clients de 2,6 millions \$, de la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels de 31,5 millions \$ ni des frais de restructuration de 7,5 millions \$.

Tendances et risques du trimestre

Les activités de Canaccord sont cycliques et connaissent d'importantes variations des produits et du bénéfice d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs indépendants de la volonté de Canaccord, et, par conséquent, les produits et le bénéfice net devraient fluctuer comme ils l'ont toujours fait. Nos activités sont assujetties à la situation générale sur les marchés des actions et des obligations nord-américains et européens, y compris les variations saisonnières sur ces marchés. De façon générale, les marchés des capitaux nord-américains sont moins actifs au cours de la première moitié de notre exercice, période au cours de laquelle nous générons habituellement de 40 % à 50 % de nos produits annuels. Au cours du deuxième semestre de l'exercice, alors que l'activité reprend sur les marchés, la Société génère habituellement plus de la moitié de ses produits pour l'exercice.

La date de constatation des produits peut aussi avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Canaccord. Les produits tirés des opérations de prise ferme ne sont comptabilisés que lorsque l'opération est conclue. Ainsi, les résultats trimestriels peuvent également être touchés par le calendrier de nos activités sur les marchés des capitaux.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2010, les produits ont augmenté de 28,5 % par rapport au trimestre précédent, les marchés s'étant rétabli après que la crise financière a atteint son sommet. Les produits du premier trimestre de l'exercice 2010 ont baissé en regard de ceux du premier trimestre de l'exercice 2009, soit avant que le marché ne connaisse sa pire période. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2010, bon nombre des principaux marchés ont dégagé les gains les plus importants de l'exercice, la Bourse de Toronto progressant de 19 %, la Bourse de croissance TSX, de 14 %, le NASDAQ, de 20 % et la LES, de 24 % en comparaison du trimestre ultérieur.

Le deuxième trimestre de l'exercice est habituellement le moins actif pour Canaccord. Le deuxième trimestre de l'exercice 2010 a suivi ce modèle, les produits ayant baissé d'environ 10,0 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2010. En regard du trimestre correspondant de l'exercice 2009, toutefois, les produits se sont accrus de 11,7 %.

Le trimestre le plus solide de l'exercice 2010 pour Canaccord a été le troisième trimestre. Les produits ont grimpé de 40,0 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2010 pour s'établir à 173,2 millions \$ et représentaient quasiment le double de ceux du troisième trimestre de l'exercice 2009. Cette hausse est largement attribuable à l'activité intense des services de financement de sociétés. L'abondance des liquidités sur le marché a permis la reprise des activités de financement et a poussé les investisseurs à rechercher activement des produits à rendement élevé. Les produits tirés du financement de sociétés ont augmenté de 85,7 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2010 et sont plus de quatre fois plus élevés que ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Canaccord a participé à 115 transactions à l'échelle mondiale au cours du trimestre, dont 40 à titre de chef de file.

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2010, Canaccord a comptabilisé des produits de 143,1 millions \$, en baisse de 17,4 % par rapport au solide trimestre précédent, mais en hausse de 33,8 % en regard du quatrième trimestre de l'exercice 2009. Cette diminution s'explique surtout par le recul des produits des marchés des capitaux au cours du trimestre, l'activité des services de financement de sociétés ayant ralenti par rapport à la grande intensité qu'elle avait connue au cours du troisième trimestre. Le quatrième trimestre a été le plus solide de Gestion du patrimoine Canaccord pour l'exercice, les produits étant en hausse de 47,6 % en regard du trimestre correspondant de l'exercice 2009. Les marchés n'ont connu que des gains modestes au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2010, la Bourse de Toronto, la Bourse de croissance TSX et le NASDAQ ne progressant respectivement que de 2,5 %, 3,7 % et 5,7 %.

Rendement du quatrième trimestre de 2010

Les produits pour le trimestre ont été de 143,1 millions \$, en hausse de 36,1 millions \$ ou 33,8 % en regard de la même période de l'exercice précédent, du fait de la croissance des produits tirés du financement de sociétés et des commissions. Les produits tirés du financement de sociétés ont augmenté de 23,5 millions \$ au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2010 en regard du quatrième trimestre de l'exercice 2009 et les produits tirés des commissions ont augmenté de 13,8 millions \$. Nos deux secteurs d'exploitation, Canaccord Genuity et Gestion du patrimoine Canaccord, ont vu leurs produits augmenter d'un trimestre à l'autre respectivement de 18,5 millions \$ et 17,7 millions \$. La croissance des produits est conforme à l'accroissement des activités sur les marchés au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2010.

Les charges se sont établies à 137,7 millions \$, en hausse de 37,3 millions \$ ou 37,2 % par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse tient principalement à l'augmentation de la charge de rémunération au rendement, laquelle s'explique par la croissance des produits, et à l'accroissement de la rentabilité au cours du trimestre. Les charges de personnel ont aussi monté de 2,4 millions \$ au cours du trimestre par suite de l'embauche de nouveaux employés et de la hausse des salaires.

La Société a recommencé à donner certaines de ses conférences sur la commercialisation et les ventes au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2010, ce qui s'est traduit par une hausse des frais d'administration de 4,0 millions \$. Les autres frais de promotion et de déplacement ont également progressé tout comme les produits qui se sont accrus au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2010 en regard de l'exercice 2009.

Une charge de 5,0 millions \$ au titre des coûts liés aux acquisitions a été comptabilisée au cours du quatrième trimestre de 2010 en raison de l'acquisition de Genuity, alors que des frais de restructuration de 0,1 million \$ avaient été enregistrés au trimestre correspondant de 2009. Exclusion faite des éléments importants, les charges ont grimpé de 32,5 millions \$ ou 32,4 % pour s'établir à 132,7 millions \$ pour l'exercice 2010. Le bénéfice net pour le quatrième trimestre a été de 7,5 millions \$, en hausse de 3,9 millions \$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le RPA dilué pour le trimestre considéré a été de 0,14 \$ comparativement à 0,07 \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le RCP s'est établi à 7,6 % par rapport à 4,0 % il y a un an, et la valeur comptable diluée par action a monté de 6,9 % pour s'établir à 6,96 \$ contre 6,51 \$, surtout du fait de l'accroissement de la rentabilité au cours de l'exercice.

Exclusion faite des éléments importants, le bénéfice net pour le quatrième trimestre de l'exercice 2010 s'est établi à 11,1 millions \$ par rapport à 3,8 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice 2009, et le RPA dilué a été de 0,21 \$ par rapport à 0,07 \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2009.

RÉSULTATS DES SECTEURS D'ACTIVITÉ ¹

<i>(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)</i>	Exercices terminés les 31 mars							
	2010				2009			
	Canaccord Genuity	Gestion du patrimoine Canaccord	Non sectoriel et autres	Total	Canaccord Genuity	Gestion du patrimoine Canaccord	Non sectoriel et autres	Total
Produits								
Canada	177 581 \$	184 258 \$	26 933 \$	388 772 \$	122 850 \$	169 628 \$	27 886 \$	320 364 \$
Royaume-Uni	88 348	—	—	88 348	79 707	—	—	79 707
États-Unis	97 629	2 788	—	100 417	74 794	2 856	—	77 650
Total des produits	363 558	187 046	26 933	577 537	277 351	172 484	27 886	477 721
Charges	292 596	159 263	74 037	525 896	298 480	149 777	76 663	524 920
Bénéfice (perte) avant impôts								
sur les bénéfices	70 962	27 783	(47 104)	51 641	(21 129)	22 707	(48 777)	(47 199)
Nombre d'employés	505	680	364	1 549	474	700	356	1 530
Exclusion faite des éléments importants ²								
Charges	287 596	159 263	74 037	520 896	260 985	144 250	68 452	473 687
Bénéfice (perte) avant impôts								
sur les bénéfices	75 962	27 783	(47 104)	56 641	16 366	28 234	(40 566)	4 034

- 1) Les données sont considérées comme conformes aux PCGR, sauf les chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments importants ni du nombre d'employés. Les résultats financiers détaillés des secteurs d'activité sont présentés à la note 14 afférente aux états financiers consolidés vérifiés, en page 73.
- 2) Les données de l'exercice 2010 ne tiennent pas compte des coûts liés aux acquisitions de 5,0 millions \$ engagés dans le cadre de l'acquisition de Genuity. Les données de l'exercice 2009 ne tiennent pas compte de l'ajustement des titres de PCAA de 6,7 millions \$, de la provision au titre du programme de secours à l'intention des clients de 2,7 millions \$, de l'ajustement à la juste valeur relatif au programme de secours à l'intention des clients de 2,6 millions \$, de la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels de 31,5 millions \$ ni des frais de restructuration de 7,7 millions \$.

Les activités de Canaccord sont divisées en trois secteurs : Canaccord Genuity et Gestion du patrimoine Canaccord sont les principaux secteurs d'activité, tandis que le secteur Non sectoriel et autres est principalement un secteur administratif.

Le secteur Canaccord Genuity fournit des services de financement de sociétés, des services de recherche et des services de vente et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements, de même qu'il exerce des activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Les produits de Canaccord Genuity sont tirés des commissions et des honoraires tirés des opérations de financement de sociétés, des ventes institutionnelles et des activités de négociation ainsi que des gains et pertes de négociation provenant des activités de négociation à titre de contrepartiste et des activités de négociation internationales de Canaccord. Pour l'exercice 2010, le total des produits s'est établi à 363,6 millions \$, en hausse de 86,2 millions \$ ou 31,1 %, par rapport à l'exercice précédent. Les charges de l'exercice 2010 pour Canaccord Genuity se sont élevées à 292,6 millions \$, en baisse de 5,9 millions \$ ou 2,0 % en regard de l'exercice 2009. Exclusion faite des éléments importants, les charges se sont établies à 287,6 millions \$, soit une augmentation de 10,2 % par rapport à l'exercice 2009. Les éléments importants pour l'exercice 2010 comprennent les coûts liés aux acquisitions engagés dans le cadre de l'acquisition de Genuity. À l'exercice 2009, ils comprenaient la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels et des frais de restructuration.

Le secteur Gestion du patrimoine Canaccord offre des services de courtage et des conseils en placement aux particuliers surtout au Canada et, dans une moindre mesure, aux États-Unis. Les produits de Gestion du patrimoine Canaccord proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts liés aux clients et des honoraires et commissions gagnés par les conseillers en placement pour des opérations de financement de sociétés et des opérations mettant en jeu du capital de risque pour des particuliers. Pour l'exercice 2010, le total des produits a atteint 187,0 millions \$, en hausse de 8,4 % par rapport à l'exercice précédent. Pour l'exercice, les charges de Gestion du patrimoine Canaccord ont été de 159,3 millions \$, en hausse de 6,3 % par rapport à l'exercice 2009. Exclusion faite des éléments importants liés au programme de secours de Canaccord et aux frais de restructuration comptabilisés en 2009, les charges se sont établies à 159,3 millions \$, en hausse de 10,4 % sur douze mois.

Le secteur Non sectoriel et autres inclut les services de courtage de correspondance, les intérêts, les produits et les charges libellés en devises qui ne sont pas précisément attribuables aux divisions Canaccord Genuity ou Gestion du patrimoine Canaccord. Ce secteur comprend également les groupes de services d'exploitation et de soutien de Canaccord, qui sont responsables des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, de l'exploitation, des finances et de toutes les autres fonctions administratives. Pour l'exercice 2010, les produits du secteur Non sectoriel et autres ont été de 26,9 millions \$, soit un recul de 3,4 % surtout du fait de la baisse des intérêts créditeurs qui a été contrebalancée par des gains de change. Les charges se sont établies à 74,0 millions \$, soit une diminution de 3,4 % pour l'exercice par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de la comptabilisation d'éléments importants totalisant 8,2 millions \$ liés à l'ajustement à la juste valeur des titres de PCAA et aux frais de restructuration au cours de l'exercice 2009. Exclusion faite des éléments importants, les charges ont augmenté de 8,2 % sur douze mois pour atteindre 74,0 millions \$. Cette augmentation s'explique surtout par l'accroissement de la rémunération au rendement associé à la hausse de la rentabilité au cours de l'exercice 2010.

Canaccord Genuity

Vue d'ensemble

Les produits de Canaccord Genuity proviennent des commissions et des honoraires tirés des opérations de financement de sociétés, des ventes institutionnelles et des activités de négociation ainsi que des gains et pertes de négociation découlant des activités de négociation à titre de contrepartiste et des activités de négociation internationales de Canaccord. Par conséquent, ces produits sont directement touchés par le niveau des activités des entreprises et des institutions, la situation économique générale, la conjoncture du marché et la situation des affaires au Canada et à l'échelle internationale. Les produits pour ce secteur proviennent de trois régions : le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni et l'autre établissement étranger. De plus, les produits générés par les activités au Canada comprennent les produits tirés des centres d'activité suivants : Marché des capitaux, Opérations internationales, Négociateurs inscrits et Revenu fixe. Canaccord Genuity mène ses activités à partir de 11 bureaux internationaux.

Les activités se sont considérablement améliorées sur les marchés des capitaux en comparaison de l'exercice 2009, par suite de l'augmentation de la demande de capitaux et de l'accroissement de l'activité de fusions et acquisitions. Bien que les marchés n'aient pas accueilli aussi favorablement les placements en actions qu'avant la crise financière, des opérations qui ont été bien exécutées et pour lesquelles les prix avaient été adéquatement évalués ont été réalisées avec succès. Canaccord Genuity a participé à 336 opérations à l'échelle mondiale pour les clients, chacune dépassant 1,5 million \$, qui ont permis de mobiliser un produit brut de 8,7 milliards \$. Parmi celles-ci, Canaccord Genuity a agi comme chef de file dans 114 opérations à l'échelle mondiale, mobilisant des produits totalisant 3,0 milliards \$. Grâce à notre division des marchés des capitaux, nos établissements au Canada ont participé au plus grand nombre d'opérations durant l'exercice 2010, soit 84 opérations, qui ont mobilisé 1,8 milliard \$.

La diversification du secteur Canaccord Genuity fait partie intégrante de la stratégie de la Société. Les produits tirés des ressources ont représenté 66 % du total des produits de Canaccord Genuity à l'exercice 2010, contre 76 % à l'exercice 2009. À des fins de comparaison, les opérations liées aux ressources ont représenté 44 % du total des opérations de Canaccord Genuity à l'exercice 2010, contre 45% à l'exercice 2009. L'ajout d'une nouvelle équipe de conseillers financiers à notre groupe du Royaume-Uni a contribué à diversifier davantage la répartition à l'échelle sectorielle de Canaccord Genuity au cours de l'exercice 2010.

Au cours de l'exercice 2010, Canaccord Genuity a axé sa couverture et son activité de financement de sociétés dans les secteurs suivants :

- Mines et métaux
- Énergie
- Technologie
- Sciences de la vie
- Produits de consommation
- Immobilier
- Infrastructure
- Développement durable
- Services financiers
- Services de soutien
- Sociétés de placement

Après le 31 mars 2010, Canaccord Genuity a considérablement étendu ses connaissances sectorielles aux secteurs suivants :

- Agriculture
- Télécommunications
- Transport

Au cours de l'exercice 2010, les conditions de crédit se sont grandement améliorées. La dislocation du marché a créé des occasions sur le marché des titres à revenu fixe et Canaccord a agi en conséquence en renforçant sa plateforme de titres à revenu fixe. Ce placement visant à mettre à niveau notre plateforme de titres à revenu fixe a entraîné une hausse des produits tirés des marchés primaire et secondaire de titres à revenu fixe, la part de marché s'étant accrue.

Au cours de l'exercice 2010, Canaccord a commencé à présenter les résultats de ses divisions, après imputation des frais de la fonction de soutien et des charges indirectes (aussi appelés frais intersectoriels imputés dans les informations financières additionnelles). Cette nouvelle présentation des résultats permet d'avoir une meilleure image de la rentabilité de Gestion du patrimoine Canaccord.

Profil de l'industrie

Canaccord Genuity est active et détient des actions inscrites ou cotées sur sept Bourses à l'échelle internationale – la Bourse de Toronto (TSX), la Bourse de croissance TSX, la Bourse de Londres (LSE), l'AIM, le NASDAQ, la Bourse de New York (NYSE) et l'AMEX. Notre expertise sur ces marchés nous permet de baisser les coûts des capitaux, d'augmenter le nombre d'actionnaires et d'offrir une meilleure exécution et une plus grande liquidité à nos clients. Au cours de l'exercice 2010, les valeurs de financement ont progressé sur toutes les Bourses comparativement à l'exercice 2009, en raison en grande partie de l'amélioration marquée des conditions de marché.

À une période où les systèmes financiers de quantité de pays continuent de se redresser ou de s'ajuster, le système financier canadien est reconnu comme l'un des plus sûrs et des plus stables du monde. L'important établissement canadien de Canaccord a tiré parti du contexte réglementaire et politique relativement stable du Canada.

Le regroupement continue d'être un thème dominant du secteur des services financiers, qui connaît une activité soutenue de fusions et acquisitions.

Au cours du dernier exercice, les intervenants sur le marché des titres à revenu fixe ont eu la possibilité d'investir dans ces titres et de tirer profit de la dislocation du marché, de sorte que les produits ont augmenté et que bon nombre de sociétés des marchés des capitaux ont accru leur capacité de placements à revenu fixe. Il est probable que les marges seront soumises à des pressions lorsque les marchés se normaliseront et que les entités émettrices verront les capitaux affluer de nouveau.

La multiplication des systèmes de négociation électroniques et parallèles améliore la liquidité, mais entraîne une réduction des commissions et des marges de négociation. Nous nous attendons à ce que cette tendance prenne de l'ampleur au cours des prochaines années.

Le public continue de percevoir négativement les banques d'investissement depuis la crise financière et depuis l'attention que le public porte à la rémunération au rendement. La réforme législative aux États-Unis et au Royaume-Uni a eu des répercussions marquées sur la manière dont les banques d'investissement, en particulier les plus grandes d'entre elles, exercent leurs activités sur les marchés des capitaux.

Perspectives

Nous continuons de faire preuve d'un optimisme prudent à l'égard des perspectives des marchés des capitaux mondiaux pour l'exercice 2011 bien qu'il semble que la turbulence et la volatilité persisteront au cours de l'exercice. En avril, les marchés des capitaux ont donné des signes d'activité intense et nous disposons de solides possibilités d'opérations. Au début de mai toutefois, l'appétit pour le risque s'est émoussé en raison des préoccupations à l'égard de la crise découlant de la dette de la Grèce. Nous croyons que les marchés continueront d'accueillir favorablement les opérations sur des placements dont les prix sont correctement établis et qui sont adéquatement commercialisés.

L'acquisition par Canaccord de Marchés des capitaux Genuity a permis d'accroître sa diversification sectorielle et d'étendre ses activités de fusions et acquisitions et de consultation existantes. Grâce à ces deux facteurs, Canaccord Genuity peut varier ses sources de revenus et être en meilleure position pour tirer parti des possibilités, tout en équilibrant ses activités en période de turbulence des marchés.

La stabilisation des finances désastreuses de certains pays et l'endettement excessif de certaines économies, plus particulièrement en Europe, peuvent avoir des répercussions lourdes de conséquences et continuer de freiner la reprise de l'économie à l'échelle mondiale. En dépit des efforts pour injecter des liquidités et des capitaux dans ces économies anémiées, il est probable que les marchés réagiront négativement à toute nouvelle perturbation de l'économie.

Dans une tentative de limiter les activités bancaires qui ont, en définitive, alimenté la crise financière en 2008, de nombreux pays envisagent d'imposer par voie législative une réforme sévère de la réglementation du secteur des services financiers notamment les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada. Les modifications à la réglementation actuellement à l'étude comprennent la segmentation des activités des grandes sociétés de services financiers, ce qui pourrait niveler le paysage concurrentiel et permettre à Canaccord d'accroître sa part de marché. La modification de la réglementation constitue un risque supplémentaire pour la Société qui voit l'incertitude s'accroître et les coûts augmenter dans un contexte d'affaires davantage réglementé.

Bien que l'amélioration des conditions de marché devrait récompenser les efforts que la Société déploie pour générer des produits, nous demeurons déterminés à exploiter l'entreprise aussi efficacement que possible. Au cours de l'exercice 2011, nous continuerons de travailler à la réduction des coûts et à l'accroissement des produits.

Canaccord demeure résolue à poursuivre ses activités dans l'ensemble des régions géographiques où elle est active, et nous prévoyons que notre plateforme internationale continuera d'être un facteur de différenciation clé de la croissance future et du succès de Canaccord Genuity. L'objectif de Canaccord Genuity demeure la croissance stratégique, et elle mettra l'accent sur les relations clients, la part de marché et l'empreinte géographique. Nous visons à renforcer nos activités aux États-Unis et au Royaume-Uni et continuerons d'analyser d'autres possibilités d'expansion, en particulier dans des régions à croissance économique élevée.

Rendement financier ¹

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	Exercices terminés les 31 mars								
	2010				2009				Variation 2010/2009
	Royaume-Uni et autre établissement		États-Unis	Total	Royaume-Uni et autre établissement		États-Unis	Total	
Canada	étranger	Canada			étranger				
Produits	177 581 \$	88 348 \$	97 629 \$	363 558 \$	122 850 \$	79 707 \$	74 794 \$	277 351 \$	31,1 %
Charges									
Rémunération au rendement	93 132	48 246	53 826	195 204	67 023	39 915	34 656	141 594	37,9 %
Charges de personnel	4 484	6 479	4 346	15 309	4 289	5 617	5 162	15 068	1,6 %
Autres charges indirectes	24 229	20 649	32 205	77 083	31 287	28 301	44 735	104 323	(26,1)%
Coûts liés aux acquisitions	5 000	—	—	5 000	—	—	—	—	100,0 %
Dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels	—	—	—	—	3 958	—	27 566	31 524	(100,0)%
Frais de restructuration	—	—	—	—	1 074	1 274	3 623	5 971	(100,0)%
Total des charges	126 845	75 374	90 377	292 596	107 631	75 107	115 742	298 480	(2,0)%
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices ²	50 736 \$	12 974 \$	7 252 \$	70 962 \$	15 219 \$	4 600 \$	(40 948) \$	(21 129) \$	négl.
Exclusion faite des éléments importants ³									
Total des charges	121 845	75 374	90 377	287 596	102 599	73 833	84 553	260 985	10,2 %
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	57 736	12 974	7 252	75 962	20 251	5 874	(9 759)	16 366	négl.
Nombre d'employés	203	139	163	505	209	114	151	474	6,5 %

1) Les données sont considérées comme conformes aux PCGR, sauf les chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments importants ni du nombre d'employés.

2) Voir la rubrique «Frais intersectoriels imputés».

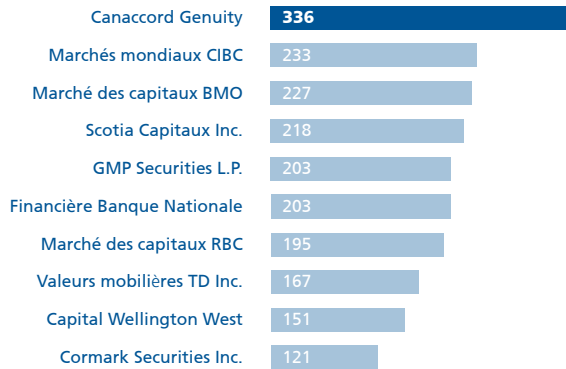
3) Les données de l'exercice 2010 ne tiennent pas compte des coûts liés aux acquisitions de 5,0 millions \$ engagés dans le cadre de l'acquisition de Genuity. Les données de l'exercice 2009 ne tiennent pas compte de la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels de 31,5 millions \$ ni des frais de restructuration de 6,0 millions \$.

négl. : négligeable

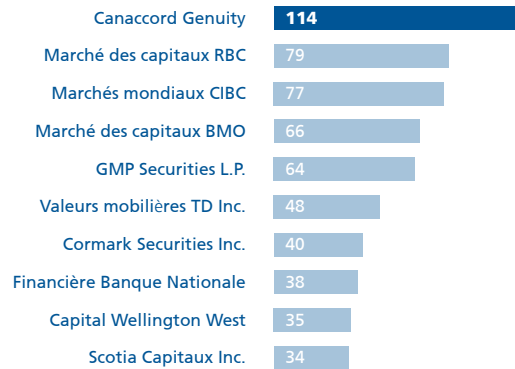
Produits

La reprise graduelle du marché au cours de l'exercice 2010 a stimulé considérablement l'accroissement des produits de notre secteur des marchés des capitaux. Pour l'exercice 2010, les produits se sont établis à 363,6 millions \$, en hausse de 31,1 %, ou 86,2 millions \$, par rapport à l'exercice précédent.

Participation en nombre d'opérations – Placements en actions de 1,5 million \$ et plus au cours de l'exercice 2010 ¹



Nombre d'opérations en tant que chef de file – placements d'actions de 1,5 million \$ et plus au cours de l'exercice 2010 ¹



¹ Les opérations de Canaccord incluent les opérations exécutées par ses établissements au Royaume-Uni et aux États-Unis.
Source : FP Infomart au 31 mars 2010 et données de la Société

Produits tirés des activités au Canada

La reprise de l'activité sur les marchés des capitaux en Amérique du Nord s'est traduite par une croissance de 55,2 % des produits tirés des activités sur les marchés des capitaux de Canaccord Genuity au Canada, totalisant 148,2 millions \$ pour l'exercice 2010. À la Bourse de Toronto et à la Bourse de croissance TSX, le total de la valeur du financement a progressé de 44,3 % de l'exercice 2009 à l'exercice 2010.

Le groupe Opérations internationales de Canaccord tire ses produits des services qu'il fournit principalement à des maisons de courtage américaines, de l'exécution d'ordres en leur nom sur des actions canadiennes cotées et de la négociation d'actions américaines au nom des clients canadiens. Les produits tirés de ces activités ont été de 11,6 millions \$, en baisse de 3,0 millions \$ ou 20,8 % par rapport à l'exercice 2009, les conditions économiques ayant été plus favorables au cours du premier semestre de 2009 qu'au cours de l'exercice 2010. Ces activités subissent aussi une pression accrue sur les marges et une concurrence plus vive alors que l'utilisation de plateformes de négociation parallèles et de systèmes de négociation électronique est toujours en progression.

Le rôle des négociateurs inscrits de Canaccord consiste à prendre des positions sur des actions, y compris des actions de sociétés de petite et moyenne capitalisation dont la liquidité est restreinte, à négocier de tels titres et à maintenir des marchés pour ceux-ci. Les produits d'exploitation proviennent des gains et des pertes découlant de la négociation de stocks. Les produits tirés de ces activités se sont établis à 5,9 millions \$, en baisse de 0,5 million \$, ou 7,4 %, par rapport à l'exercice 2009.

Canaccord négocie également des titres à revenu fixe, dont elle dégage des produits sous forme d'intérêts créditeurs et de gains et pertes liés à la négociation. Les activités de Canaccord dans ce secteur se limitent généralement aux titres de créance de sociétés et de gouvernements de première qualité. L'accent mis par Canaccord sur l'expansion de ces activités au cours de l'exercice 2010 a porté ses fruits puisque les produits se sont accrus de 85,7 % pour s'établir à 11,9 millions \$ au cours de l'exercice.

Produits tirés des activités du Royaume-Uni et de l'autre établissement étranger

Les activités de Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe englobent la prestation de services des ventes et de négociation, de financement de sociétés et de recherche à l'intention de ses clients institutionnels et de sociétés. Canaccord est courtier, promoteur et conseiller désigné (Nomad) autorisé pour les sociétés de l'AIM et de la Bourse de Londres. Les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux à l'extérieur du Canada, du Royaume-Uni et des États-Unis sont présentés

au poste Autre établissement étranger, qui comprend les activités de Canaccord International Limited. Les produits tirés de ces activités se sont établis à 88,3 millions \$, en hausse de 8,6 millions \$, ou 10,8 %, par rapport à l'exercice 2009. Cette augmentation est conforme à la reprise graduelle de l'économie mondiale au cours de l'exercice 2010.

Produits tirés des activités aux États-Unis

Les activités de Canaccord Genuity aux États-Unis comprennent également l'offre de services de ventes et de négociation, de financement de sociétés et de recherche à l'intention de clients institutionnels et de sociétés. Les produits tirés des activités de Canaccord Genuity aux États-Unis ont progressé pour l'exercice 2010 sous l'effet de l'amélioration des marchés des capitaux aux États-Unis. Les produits se sont élevés à 97,6 millions \$, en hausse de 22,8 millions \$, ou 30,5 % par rapport à l'exercice 2009.

Activités de financement de sociétés

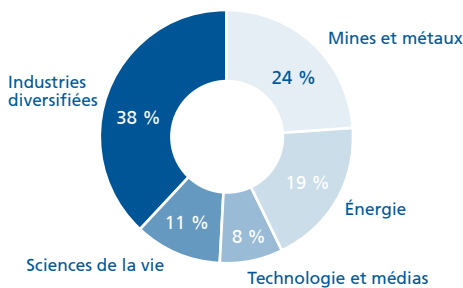
Au cours de l'exercice 2010, Canaccord a participé à un total de 336 placements en actions de 1,5 million \$ et plus, qui ont permis de mobiliser 8,7 milliards \$, exclusion faite du capital de risque. La composition des activités sectorielles de Canaccord Genuity au cours de l'exercice 2010 est devenue plus diversifiée, au-delà de 60 % des opérations se produisant dans les secteurs Technologie, Sciences de la vie et Industries diversifiées, dégageant plus de 41 % des produits tirés du financement des sociétés de la Société. Les secteurs Métaux et mines et Énergie, traditionnellement les plus solides de Canaccord, ont effectué près de 40 % des opérations auxquelles la Société a participé et généré près de 65 % des produits tirés du financement de sociétés.

Tout au long de l'exercice 2010, nous avons recruté des courtiers productifs spécialisés dans nos secteurs cibles à l'intérieur de toutes nos régions géographiques. L'acquisition de Marchés des capitaux Genuity a accru considérablement les compétences de l'équipe de financement de sociétés et a diversifié davantage nos secteurs cibles. Par suite de l'acquisition, Canaccord Genuity possède maintenant des compétences sectorielles également dans les secteurs Agriculture, Transport et Télécommunications.

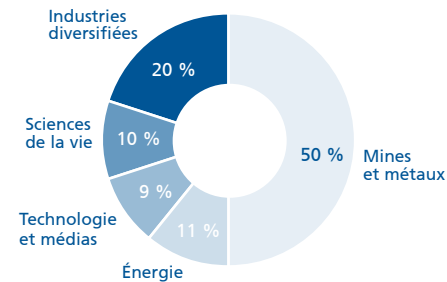
Canaccord Genuity – vue d'ensemble

(note : les Industries diversifiées comprennent les secteurs des services à la consommation, de l'immobilier, de l'infrastructure et du développement durable)

Opérations par secteur

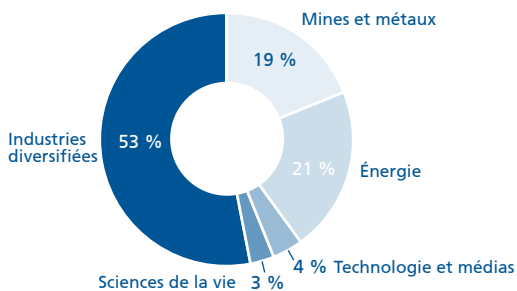


Produits par secteur

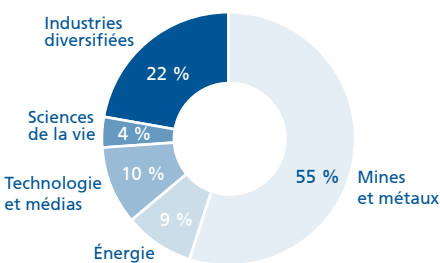


Canaccord Genuity – Canada

Opérations par secteur

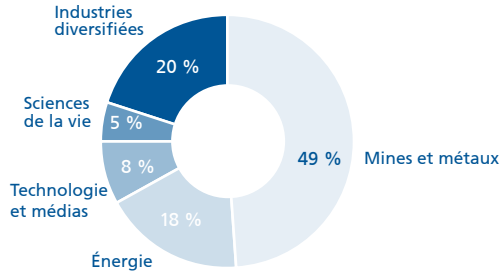


Produits par secteur

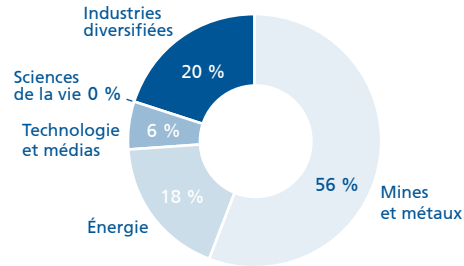


Canaccord Genuity – Royaume-Uni

Opérations par secteur

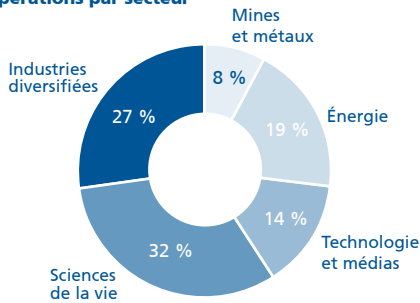


Produits par secteur

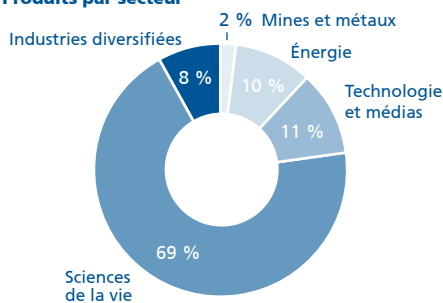


Canaccord Genuity – États-Unis

Opérations par secteur



Produits par secteur



Placements en actions de 1,5 million \$ et plus

(en milliards \$ CA, sauf le nombre d'opérations)

Exercices terminés les 31 mars

Marché	2010		2009	
	Nombre d'opérations	Valeur totale des opérations	Nombre d'opérations	Valeur totale des opérations
Canada	273	3,1 \$	143	13,6 \$
Royaume-Uni	21	1,8	22	1,5
États-Unis	42	3,8	18	0,7
Total	336	8,7 \$	183	15,8 \$

Sources : Financial Post Data Group et sources de la Société

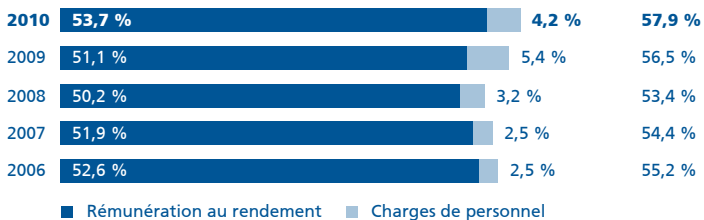
Charges

Les charges pour l'exercice 2010 se sont élevées à 292,6 millions \$, en légère baisse de 2,0 % sur douze mois. Toutefois, au cours de l'exercice précédent, Canaccord Genuity avait comptabilisé 37,5 millions \$ d'éléments importants liés à la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels et aux frais de restructuration. Par conséquent, exclusion faite des éléments importants, le total des charges a augmenté de 26,6 millions \$ ou 10,2 % pour l'exercice 2010 comparativement à l'exercice précédent. La hausse de la charge de rémunération au rendement de 53,6 millions \$ ou 37,9 % correspond à l'accroissement des produits de 31,1 %. Cette hausse a été compensée par les baisses des charges autres que de rémunération.

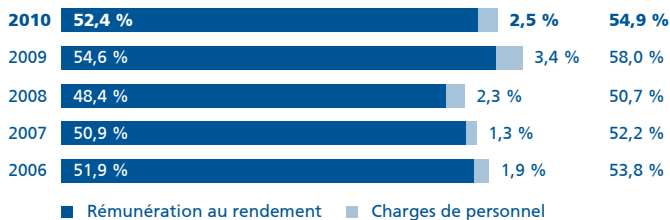
Rémunération au rendement et charges de personnel

La charge de rémunération au rendement pour l'exercice 2010 s'est accrue de 53,6 millions \$ ou 37,9 % en regard de l'exercice 2009, en grande partie en raison de l'accroissement des produits de 86,2 millions \$ ou 31,1 %. Les charges de personnel pour l'exercice 2010 ont légèrement monté de 0,2 million \$, ou 1,6 %, comparativement à l'exercice 2009. Le total de la charge de rémunération exprimée en pourcentage des produits a augmenté de 1,4 point de pourcentage pour atteindre 57,9 % par rapport à l'exercice 2009, surtout du fait de la croissance de la rentabilité.

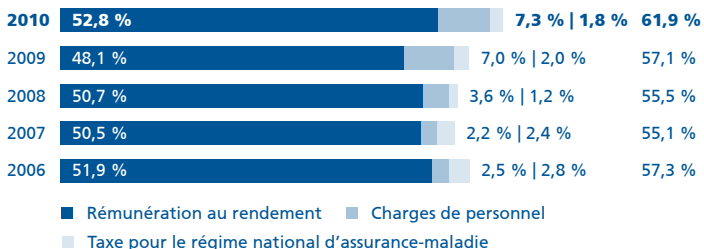
Rémunération totale en % des produits de Canaccord Genuity – Vue d'ensemble



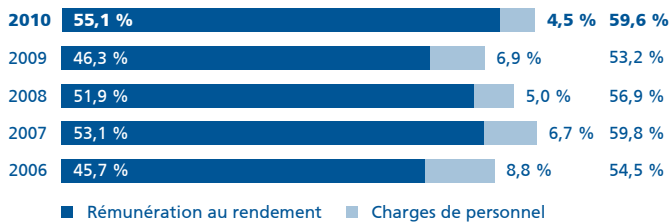
Rémunération totale en % des produits de Canaccord Genuity – Canada



Rémunération totale en % des produits de Canaccord Genuity – Royaume-Uni



Rémunération totale en % des produits de Canaccord Genuity – États-Unis



Autres charges indirectes

Les autres charges indirectes ont atteint 77,1 millions \$, en baisse de 27,2 millions \$. La plus grande fluctuation des autres charges indirectes est attribuable à une diminution des frais d'administration de 17,2 millions \$. Les honoraires professionnels ont reculé de 6,0 millions \$, en raison de charges de consultation non récurrentes engagées dans le cadre du développement de l'infrastructure interne en 2009. Le recouvrement de certains éléments de la charge des comptes de rémunération qui a commencé au cours de l'exercice 2009, conjugué aux efforts déployés à l'échelle de l'entreprise pour contrôler les coûts, a entraîné la diminution des frais de promotion et de déplacement d'un total de 5,7 millions \$. L'amélioration de la conjoncture du marché s'est également traduite par la réduction de la provision pour pertes sur créances, laquelle a entraîné une baisse de la charge de 2,3 millions \$ d'un exercice à l'autre.

La diminution des primes de recrutement consenties dans le cadre de nos activités aux États-Unis a entraîné une baisse des frais de développement de 5,0 millions \$. Cette baisse survenue aux États-Unis a été en partie contrebalancée par un accroissement des primes de recrutement de 1,7 million \$ par suite de l'embauche de nouveaux membres pour l'équipe de vente des activités de négociation au Royaume-Uni. Les frais liés aux communications et à la technologie ont reculé de 2,4 millions \$ ou de 17,7 % en raison des charges additionnelles qui avaient été engagées aux fins de mises à niveau technologiques au cours de l'exercice 2009.

Le total des charges pour l'exercice 2010 comprend un élément important de 5,0 millions \$ lié à l'acquisition de Genuity. Les résultats de l'exercice 2009 comprennent également 37,5 millions \$ au titre des éléments importants liés à la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels et aux frais de restructuration. Exclusion faite des éléments importants, le total des charges de Canaccord Genuity a augmenté de 10,2 % pour s'établir à 287,6 millions \$.

Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices de l'exercice 2010 s'est élevé à 71,0 millions \$ par rapport à une perte nette avant impôts sur les bénéfices de 21,1 millions \$ à l'exercice 2009. Exclusion faite des éléments importants, le bénéfice avant impôts sur les bénéfices s'est établi à 76,0 millions \$, contre 16,4 millions \$ à l'exercice 2009. L'augmentation du bénéfice avant impôts sur les bénéfices est attribuable à la reprise économique à l'échelle mondiale et à un effort supplémentaire de contrôle des coûts.

Gestion du patrimoine Canaccord

Vue d'ensemble

Gestion du patrimoine Canaccord offre une gamme étendue de services financiers et de produits de placement aux particuliers. Les produits de Gestion du patrimoine Canaccord proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts liés aux clients et des honoraires et commissions gagnés par les conseillers en placement pour des opérations de financement de sociétés et des opérations mettant en jeu du capital de risque.

Au cours de l'exercice 2010, le nom de Services aux particuliers Canaccord a été changé pour Gestion du patrimoine Canaccord. Ce nouveau nom reflète mieux les services de gestion du patrimoine complets que la Société offre aux particuliers.

La Société a mis en œuvre plusieurs initiatives dans le cadre de son plan stratégique quinquennal visant à mieux faire correspondre les solutions et les services de placement offerts par Gestion du patrimoine Canaccord aux besoins et aux préférences en constante évolution des investisseurs canadiens. Ces initiatives comprenaient le lancement des portefeuilles FNB, la poursuite des programmes de formation des conseillers en placement et l'amélioration de bon nombre de nos solutions de courtage de détail. La Société est déterminée à consacrer les fonds nécessaires pour attirer des conseillers en placement chevronnés qui offriront des solutions financières complètes aux investisseurs canadiens. Dans le cadre de ce plan stratégique, Canaccord a remanié la structure de rémunération de ses conseillers en placement au cours de l'exercice 2010.

Au début de l'exercice, Gestion du patrimoine Canaccord a accru ses activités en lançant la plateforme de gestion du patrimoine indépendante (GPI). Cette plateforme permet aux conseillers en placement de mener leurs activités sous la bannière Gestion du patrimoine Canaccord et d'avoir pleinement accès au soutien d'arrière-guichet, aux services de soutien à la conformité et aux produits et services de Canaccord, tout en conservant leur statut de mandataires indépendants de la Société. Grâce à ce modèle d'affaires, les conseillers en placement peuvent en toute liberté gérer leurs affaires courantes tout en transférant les dépenses courantes, les risques et la gestion d'une succursale en exploitation à l'équipe de conseillers de la plateforme de gestion du patrimoine indépendante. Le lancement par la Société de ce modèle d'affaires porte déjà ses fruits, puisque dix succursales de Gestion du patrimoine Canaccord exercent leurs activités sur la plateforme de GPI.

Au cours de l'exercice 2010, Canaccord a commencé à présenter les résultats de ses divisions, après imputation des frais de la fonction de soutien et des charges indirectes (aussi appelés frais intersectoriels imputés dans les informations financières additionnelles). Cette nouvelle présentation des résultats permet d'avoir une meilleure image de la rentabilité de Gestion du patrimoine Canaccord.

Profil de l'industrie

Le rendement des marchés des capitaux s'est considérablement amélioré par rapport à l'exercice précédent, les particuliers ayant fait preuve de plus de prudence. Pour cette raison, le secteur de la gestion du patrimoine canadien s'est redressé avec un certain retard au cours de l'exercice. Selon l'Association canadienne du commerce des valeurs mobilières (ACCVM), au cours de l'année civile 2009, les produits tirés des commissions ont chuté de 10,0 % dans le secteur en regard de l'année civile 2008, au cours de laquelle ils s'étaient affaiblis de 15,3 % par rapport aux sommets atteints en 2007, du fait principalement de la crise financière. Les produits tirés des comptes assortis d'honoraires ont également reculé de 10,0 % au cours de l'année civile 2009, le plus important recul enregistré par l'industrie. Selon l'ACCVM, les produits de la plupart des secteurs d'activité de gestion du patrimoine, y compris les commissions, les produits provenant des fonds communs de placement et les produits tirés des honoraires, ont commencé à croître au cours des derniers mois de 2009 (soit au troisième trimestre de l'exercice 2010 de Canaccord).

Le regroupement demeure un thème dominant étant donné que de nombreux courtiers en valeurs mobilières canadiens tentent de poursuivre leur expansion. Au cours de l'exercice 2010, deux courtiers en valeurs mobilières canadiens essentiellement axés sur les services aux particuliers ont fusionné avec de grandes maisons de courtage, ce qui a accentué la concurrence en matière de recrutement de conseillers en placement de grande qualité et fait augmenter considérablement les frais de recrutement.

Perspectives

Les investissements faits dans Gestion du patrimoine Canaccord au cours des deux dernières années commencent déjà à porter leurs fruits. La direction poursuivra ses efforts en vue d'améliorer les marges, de rehausser l'offre de nos produits et d'attirer et de retenir des conseillers en placement chevronnés.

L'expansion de notre plateforme continuera d'être une composante importante de la croissance des produits et des marges. Nous avons l'intention d'y parvenir en augmentant les actifs sous administration, en renforçant nos relations avec nos clients existants et en augmentant le nombre de nos équipes de conseillers. Le contexte de recrutement de conseillers en placement chevronnés

est devenu hautement concurrentiel et coûteux. Dans cet esprit, Canaccord s'engage à embaucher des conseillers uniquement si cela s'avère économiquement avantageux pour la Société. Nous avons de solides possibilités de recrutement et sommes optimistes quant au nombre et à la qualité des conseillers en placement qui sont intéressés à se joindre à Gestion du patrimoine Canaccord. La Société continuera d'évaluer les occasions de croissance de notre division de gestion du patrimoine à mesure qu'elles se présenteront.

Rendement financier ¹

	Exercices terminés les 31 mars			Variation 2010/2009
	2010	2009		
<i>(en milliers \$ CA, sauf les actifs sous gestion et les actifs sous administration, qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés et d'équipes de conseillers en placement et les pourcentages)</i>				
Produits	187 046 \$	172 484 \$	14 562 \$	8,4 %
Charges				
Rémunération au rendement	88 590	74 383	14 207	19,1 %
Charges de personnel	18 194	14 820	3 374	22,8 %
Autres charges indirectes	52 479	55 047	(2 568)	(4,7)%
Provision au titre du programme de secours à l'intention des clients	—	2 700	(2 700)	(100,0)%
Ajustement à la juste valeur relatif au programme de secours de Canaccord	—	2 647	(2 647)	(100,0)%
Frais de restructuration	—	180	(180)	(100,0)%
Total des charges	159 263	149 777	9 486	6,3 %
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices ²	27 783	22 707	5 076	22,4 %
Actif sous gestion (ASG)	445	393	52	13,2 %
Actif sous administration (ASA)	12 922	9 184	3 738	40,7 %
Nombre d'équipes de conseillers	303	338	(35)	(10,4)%
Nombre d'employés	680	700	(20)	(2,9)%
Exclusion faite des éléments importants ³				
Total des charges	159 263	144 250	15 013	10,4 %
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	27 783	28 234	(451)	(1,6)%

1) Les données sont considérées comme conformes aux PCGR, sauf les chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments importants, du nombre d'employés et d'équipes de conseillers en placement, ni des ASA et des ASG.

2) Voir la rubrique «Frais intersectoriels imputés».

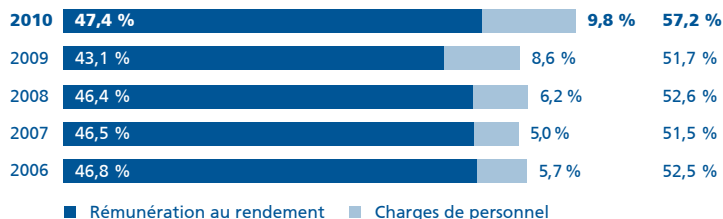
3) Les données de l'exercice 2009 ne tiennent pas compte de la provision au titre du programme de secours à l'intention des clients de 2,7 millions \$, de l'ajustement à la juste valeur relatif au programme de secours à l'intention des clients de 2,6 millions \$ ni des frais de restructuration de 0,2 million \$.

Malgré la reprise tardive, décrite ci-dessus, dans le secteur de la gestion du patrimoine au Canada, les produits que nous en avons tirés d'un exercice à l'autre ont augmenté. Les produits tirés de Gestion du patrimoine Canaccord pour l'exercice 2010 se sont établis à 187,0 millions \$, en hausse de 8,4 % ou 14,6 millions \$ par rapport à l'exercice 2009, ce qui reflète en grande partie le redressement de l'économie mondiale au cours de l'exercice 2010 de même que les initiatives stratégiques que nous avons entreprises dans ce secteur.

Les charges pour l'exercice ont atteint 159,3 millions \$, en hausse de 6,3 % ou 9,5 millions \$ par rapport à l'exercice 2009. D'un exercice à l'autre, les charges engagées par Gestion du patrimoine Canaccord ont augmenté, surtout du fait de la montée de la rémunération au rendement de 14,2 millions \$, laquelle est conforme à la croissance des produits et de la rentabilité au cours de l'exercice 2010. Un programme de maintien de l'effectif a été lancé dans cette division au cours de l'exercice 2010, ce qui a eu pour effet d'accroître la charge de rémunération au rendement de 3,7 millions \$.

La Société a recruté du personnel de gestion clé à la fin de l'exercice 2009 et a engagé des indemnités de départ dans le cadre de sa restructuration dans ce secteur, accroissant ainsi les charges de personnel de 22,8 % et les frais de développement de 31,3 % pour l'exercice 2010.

Rémunération totale en % des produits de Gestion du patrimoine Canaccord



L'augmentation de l'ensemble des charges a été compensée par une chute de 7,4 millions \$ des intérêts débiteurs découlant surtout de la baisse des taux d'intérêt au cours de l'exercice 2010 par rapport à l'exercice 2009.

Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices de Gestion du patrimoine Canaccord pour les exercices 2010 et 2009 s'est établi respectivement à 27,8 millions \$ et 22,7 millions \$. Pour l'exercice 2009, la Société avait constaté des éléments importants de 5,5 millions \$ liés au programme de secours à l'intention des clients et aux frais de restructuration. Exclusion faite des éléments importants, le bénéfice avant impôts sur les bénéfices s'est établi à 27,8 millions \$ à l'exercice 2010 comparativement à un bénéfice net de 28,2 millions \$ à l'exercice précédent. Cette baisse s'explique principalement par les charges engagées dans le cadre de la mise en œuvre du plan stratégique quinquennal de Gestion du patrimoine Canaccord.

Secteur Non sectoriel et autres

Le secteur Non sectoriel et autres comprend Pinnacle Correspondent Services (la division des services de courtage de correspondance de Canaccord), les intérêts, les produits liés au change et les charges qui ne sont pas spécifiquement attribuables à Canaccord Genuity et à Gestion du patrimoine Canaccord. Pinnacle offre des services d'exécution, de compensation, de règlement, de garde ainsi que de guichet et d'arrière-guichet à des remisiers. Le groupe commercial Pinnacle a été créé en guise de prolongement et d'application de l'investissement de taille que Canaccord a fait dans son infrastructure de technologie de l'information et d'exploitation.

Ce secteur comprend également les groupes de services d'exploitation et de soutien de Canaccord, qui sont responsables des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, de l'exploitation, des finances et de toutes les autres fonctions administratives. Canaccord compte environ 364 employés dans le secteur Non sectoriel et autres. La plupart des fonctions de soutien administratif de Canaccord sont établies à Vancouver, au Canada.

Le groupe de l'exploitation est responsable de toutes les activités liées au traitement des opérations sur titres, dont l'exécution des ordres d'achat et de vente, le règlement des opérations sur titres ainsi que la garde des titres des clients. Le service des finances s'occupe de la comptabilité et des contrôles financiers internes et de la présentation de l'information financière et réglementaire externe; quant au service de la conformité, il veille sur la solvabilité de la clientèle et est responsable de la surveillance des comptes conformément à certaines exigences réglementaires de nature juridique et financière. Les activités de gestion des risques et les activités de conformité de Canaccord incluent des procédures qui permettent de repérer, de contrôler, de mesurer et de surveiller l'exposition au risque de Canaccord à tout moment.

Rendement financier ¹

<i>(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)</i>	<i>Exercices terminés les 31 mars</i>			<i>Variation 2010/2009</i>
	<i>2010</i>	<i>2009</i>		
Produits	26 933 \$	27 886 \$	(953)\$	(3,4)%
Charges				
Rémunération au rendement	15 290	6 029	9 261	153,6 %
Charges de personnel	25 912	26 883	(971)	(3,6)%
Autres charges indirectes	32 835	35 540	(2 705)	(7,6)%
Ajustement à la juste valeur des titres de PCAA	—	6 700	(6 700)	(100,0)%
Frais de restructuration	—	1 511	(1 511)	(100,0)%
Total des charges	74 037 \$	76 663 \$	(2 626)\$	(3,4)%
Perte avant impôts sur les bénéfices ²	(47 104)	(48 777)	1 673	négl.
Nombre d'employés	364	356	8	2,2 %
Exclusion faite des éléments importants ³				
Total des charges	74 037 \$	68 452 \$	5 585 \$	8,2 %
Perte avant impôts sur les bénéfices	(47 104)	(40 566)	(6 538)	16,1 %

1) Les données sont considérées comme conformes aux PCGR, sauf les chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments importants ni du nombre d'employés.

2) Voir la rubrique «Frais intersectoriels imputés».

3) Les données de l'exercice 2009 ne tiennent pas compte de l'ajustement à la juste valeur des titres de PCAA de 6,7 millions \$ ni des frais de restructuration de 1,5 million \$.

négl. : négligeable

Les produits pour l'exercice 2010 se sont élevés à 26,9 millions \$, en légère baisse de 1,0 million \$ ou 3,4 % par rapport à l'exercice 2009. La baisse s'explique principalement par le recul de 8,7 millions \$ des intérêts créditeurs résultant de la diminution des taux d'intérêt au cours de l'exercice. Elle a toutefois été compensée par une augmentation du gain de change de 7,8 millions \$ par rapport à l'exercice 2009.

Les charges de l'exercice 2010 se sont établies à 74,0 millions \$, en baisse de 2,6 millions \$ ou 3,4 %. L'augmentation de 9,3 millions \$ de la charge de rémunération au rendement a découlé de la hausse de la rentabilité du groupe consolidé de sociétés.

Un ajustement à la juste valeur des titres de PCAA et des frais de restructuration totalisant 8,2 millions \$ représentaient un élément important à l'exercice 2009 qui n'a pas été engagé à l'exercice 2010. Le total des charges, exclusion faite des éléments importants, à l'exercice 2010 s'est établi à 74,0 millions \$ en regard de 68,5 millions \$ à l'exercice 2009, en hausse de 5,6 millions \$.

La perte avant impôts sur les bénéfices s'est élevée à 47,1 millions \$ pour l'exercice 2010 en regard d'une perte avant impôts sur les bénéfices de 48,8 millions \$ pour l'exercice précédent. Exclusion faite des éléments importants, la perte avant impôts sur les bénéfices s'est élevée à 47,1 millions \$, contre 40,6 millions \$ à l'exercice précédent.

Faits saillants de l'exploitation

La force de l'équipe d'arrière-guichet de Canaccord a été évidente au cours de l'intégration des Marchés des capitaux Genuity au début de mai. La transition sans heurt des activités de Genuity vers la plateforme de Canaccord a permis à la Société de se concentrer sur la création de valeur pour les clients et les actionnaires au moyen de l'acquisition. Toute l'intégration a été gérée en interne, et son succès est entièrement attribuable aux compétences et à l'engagement de l'équipe de soutien et d'arrière-guichet de Canaccord.

La technologie de l'information joue un rôle de premier plan dans pratiquement toutes les activités de Canaccord. Au cours de l'exercice 2010, plusieurs grandes applications ont été mises en oeuvre pour aider Canaccord à fournir un service de première classe :

- Canaccord Compass : *tableau de bord analytique qui produit des rapports détaillés sur les clients et les affaires.*
- Advent : *système de gestion de portefeuille à l'intention des gestionnaires de Gestion de patrimoine Canaccord.*
- Bond One : *système de gestion des commandes de titres à revenu fixe.*

Une équipe de soutien nouvellement créée, Soutien aux application d'affaires et formation, s'assure que nos utilisateurs sont équipés de façon à maximiser la valeur commerciale de ces applications.

Les résultats de la division Pinnacle Correspondent Services de Canaccord sont aussi présentés dans le secteur Non sectoriel et autres. Cette division nous permet d'optimiser nos investissements dans l'infrastructure et nos capacités technologiques. Grâce à son propre portail Web, Pinnacle donne accès à des services de guichet et d'arrière-guichet de pointe à ses clients du courtage

de correspondance. Canaccord a pris un engagement à long terme important envers cette ligne d'affaires et continue de la considérer comme une composante importante de nos services interentreprises.

Frais intersectoriels imputés

Le secteur Non sectoriel et autres comprend certains frais de traitement, de services de soutien et de recherche et d'autres frais qui ont été engagés pour soutenir les activités des secteurs Canaccord Genuity et Gestion du patrimoine Canaccord. Compte non tenu de la rémunération au rendement des hauts dirigeants et de certains frais de soutien administratif, des gains et pertes de change et de l'intérêt net, la direction a établi que les frais imputables par le secteur Non sectoriel et autres à Gestion du patrimoine Canaccord étaient de 35,8 millions \$ pour l'exercice terminé le 31 mars 2010 et de 9,6 millions \$, à Canaccord Genuity.

SITUATION FINANCIÈRE

Certains postes du bilan pour les cinq derniers exercices sont présentés ci-dessous.

<i>(en milliers \$ CA)</i>	<i>Données du bilan aux 31 mars</i>				
	<i>2010</i>	<i>2009</i>	<i>2008</i>	<i>2007</i>	<i>2006</i>
Actif					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	731 852 \$	701 173 \$	435 649 \$	506 640 \$	370 507 \$
Titres détenus	362 755	133 691	92 796	348 764	203 020
Débiteurs	1 972 924	1 061 161	1 422 917	1 672 035	1 539 998
Autres actifs	56 317	126 074	114 836	48 570	36 519
Écart d'acquisition et autres actifs incorporels	—	—	32 520	33 933	27 929
Total de l'actif	3 123 848	2 022 099	2 098 718	2 609 942	2 177 973
Passif et capitaux propres					
Dette bancaire	29 435	75 600	15 038	—	4 684
Titres vendus à découvert	364 137	79 426	13 757	41 176	37 169
Créditeurs et charges à payer	2 313 531	1 469 369	1 687 479	2 171 575	1 848 290
Dette subordonnée	15 000	25 000	25 000	25 000	—
Capitaux propres	401 745	372 704	357 444	372 191	287 830
Total du passif et des capitaux propres	3 123 848	2 022 099	2 098 718	2 609 942	2 177 973

Actif

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont atteint 731,9 millions \$ au 31 mars 2010, contre 701,2 millions \$ au 31 mars 2009. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique «Situation de trésorerie et sources de financement».

La valeur des titres détenus a atteint 362,8 millions \$ en comparaison de 133,7 millions \$ au 31 mars 2009. Cette augmentation est principalement attribuable à une hausse des activités du groupe Revenu fixe, à des positions dans des actions et des débetures convertibles et à des conventions de financement de sociétés par prise ferme. Cette hausse des titres à revenu fixe est le résultat d'une initiative de la Société d'élargir le groupe Revenu fixe, qui conclut des opérations dans les marchés primaires et secondaires de tous les produits à revenu fixe.

Les débiteurs ont totalisé 2,0 milliards \$ au 31 mars 2010, contre 1,1 milliard \$ au 31 mars 2009. Cette hausse est liée à l'augmentation des soldes à recevoir de clients et de courtiers en valeurs mobilières découlant d'une reprise des activités de négociation et de l'expansion du groupe Revenu fixe et à l'accroissement des activités de financement de sociétés. Les débiteurs, déduction faite des créditeurs, s'élevaient à (340,6) millions \$ au 31 mars 2010 comparativement à (408,2) millions \$ au 31 mars 2009.

Les autres actifs totalisaient 56,3 millions \$ au 31 mars 2010 contre 126,1 millions \$ au 31 mars 2009. La diminution s'explique surtout par une baisse des impôts sur les bénéficiaires à recevoir et par la cession de titres de PCAA.

Passif et capitaux propres

Les découverts bancaires et les emprunts remboursables à vue utilisés par Canaccord peuvent varier considérablement d'un jour à l'autre puisqu'ils sont liés aux opérations sur titres. Au 31 mars 2010, Canaccord disposait de facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni pour un total de 411,4 millions \$ (568,7 millions \$ au 31 mars 2009). Ces facilités de crédit, constituées de prêts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2010, la dette bancaire de la Société s'établissait à 29,4 millions \$, en comparaison de 75,6 millions \$ au 31 mars 2009.

Les crédateurs se sont élevés à 2,3 milliards \$, contre 1,5 milliard \$ au 31 mars 2009, une hausse de 0,8 milliard \$ attribuable surtout à l'augmentation des soldes à payer aux clients et aux courtiers en valeurs mobilières. Comme il est indiqué ci-dessus à la rubrique «Actif», cette augmentation est due à une reprise des activités de négociation, à l'expansion du groupe Revenu fixe et à l'accroissement des activités de financement de sociétés.

Les titres vendus à découvert se sont établis à 364,1 millions \$, une hausse de 284,7 millions \$ en comparaison de 79,4 millions \$ au 31 mars 2009. Cette augmentation résulte de l'initiative de la Société d'étendre le groupe Revenu fixe.

Le solde de la dette subordonnée, totalisant 15,0 millions \$ au 31 mars 2010, a baissé de 10,0 millions \$ du fait du remboursement de la dette subordonnée au cours de l'exercice 2010.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

Une filiale de la Société a obtenu des lettres de crédit de soutien irrévocables garanties d'une institution financière d'un total de 2,3 millions \$ (2,3 millions \$ US) [2,9 millions \$ (2,3 millions \$ US) au 31 mars 2009] à titre de garantie de location pour ses locaux loués à Boston, New York et San Francisco.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

La structure de capital de Canaccord englobe les actions ordinaires, le surplus d'apport, les bénéfices non répartis et le cumul des autres éléments du résultat étendu, auxquels vient s'ajouter la dette subordonnée.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, déduction faite de la dette bancaire, ont connu une hausse de 76,8 millions \$, passant de 625,6 millions \$ au 31 mars 2009 à 702,4 millions \$ au 31 mars 2010. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2010, 22,3 millions \$ ont été affectés aux activités de financement en raison surtout de l'acquisition de 11,7 millions \$ d'actions ordinaires dans le cadre du RILT et du remboursement de 10,0 millions \$ de la dette subordonnée. La Société a également versé 5,4 millions \$ de dividendes au cours de l'exercice. L'émission d'actions dans le cadre des régimes de rémunération à base d'actions a généré des flux de trésorerie de 5,3 millions \$. Les activités d'investissement ont généré des flux de trésorerie de 31,2 millions \$ liés surtout au produit tiré de la vente d'un placement dans des titres de PCAA, contrebalancé par des achats additionnels de placements dans des titres de PCAA. Les activités d'exploitation ont généré des flux de trésorerie de 92,4 millions \$, du fait des variations nettes des éléments hors caisse du fonds de roulement et des variations du bénéfice net, compte non tenu des éléments sans effet sur la trésorerie. Une diminution supplémentaire de la trésorerie de 24,4 millions \$ a découlé de l'incidence du change sur les soldes de trésorerie.

Les activités de Canaccord nécessitent des capitaux aux fins de l'exploitation et de la réglementation. La majeure partie des actifs à court terme figurant au bilan de Canaccord sont très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. La juste valeur de ces titres fluctue chaque jour, car des facteurs comme des changements dans la conjoncture du marché, la conjoncture économique et les perspectives de l'investisseur influent sur les prix du marché. Les débiteurs sont garantis par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des opérations ouvertes à court terme, qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de trois jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre d'opérations qui peuvent être conclues sur demande en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients.

Le tableau suivant résume les obligations contractuelles à long terme de Canaccord au 31 mars 2010.

(en milliers \$ CA)	Obligations contractuelles – paiements exigibles par période				
	Total	Exercice 2011	Exercice 2012 – exercice 2013	Exercice 2014 – exercice 2015	Par la suite
Contrats de location-exploitation relatifs aux locaux et au matériel	139 483 \$	23 849 \$	40 253 \$	32 341 \$	43 040 \$

DONNÉES SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

	Actions en circulation aux 31 mars	
	2010	2009
Actions émises et en circulation, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis ¹	48 867 709	49 343 015
Nombre d'actions émises et en circulation ²	55 571 133	55 092 844
Nombre d'actions émises et en circulation – dilué ³	57 766 970	57 250 972
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	48 698 163	48 929 259
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué ⁴	55 662 420	54 189 484

- 1) Ne tiennent pas compte de 3 502 150 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis ayant trait aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement ni de 3 201 274 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par la fiducie pour les avantages sociaux des employés dans le cadre du RILT.
- 2) Comprend 3 502 150 actions dont les droits ne sont pas acquis ayant trait aux prêts destinés à l'achat d'actions à des fins de recrutement et 3 201 274 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par la fiducie pour les avantages sociaux des employés dans le cadre du RILT.
- 3) Comprend des actions dilutives comportant des droits acquis dans le cadre des régimes de rémunération à base d'actions.
- 4) S'entend du nombre dilué d'actions utilisé pour calculer le RPA dilué.

La Société a renouvelé son offre publique de rachat (OPR) dans le cours normal des affaires et a actuellement le droit d'acquérir, du 3 septembre 2009 au 2 septembre 2010, jusqu'à 2 767 974 de ses actions, qui représentent 5 % de ses actions en circulation au 28 août 2009. Aucune action n'a été achetée dans le cadre de l'OPR dans le cours normal des affaires entre le 3 septembre 2009 et le 31 mars 2010. La Société dépose un avis auprès de la Bourse de Toronto lorsqu'elle a l'intention d'acquérir des actions. Les actionnaires peuvent obtenir gratuitement un exemplaire de cet avis à la demande de la Société.

Au 19 mai 2010, la Société comptait 82 071 133 actions ordinaires émises et en circulation, soit 26 978 289 actions ordinaires de plus qu'au 31 mars 2009, surtout en raison de l'émission d'actions dans le cadre de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity et des régimes de rémunération à base d'actions, déduction faite des actions annulées.

Le 4 mars 2010, la Société a annoncé la conclusion d'une entente définitive visant l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity. Les actionnaires ont approuvé cette opération le 22 avril 2010, et l'acquisition a été conclue le 23 avril 2010. La Société a acquis la totalité de Genuity pour une contrepartie se composant de 26,5 millions d'actions ordinaires de Canaccord et d'une somme de 30 millions \$ ainsi que d'un montant pouvant atteindre 28 millions \$ à titre de rajustement du fonds de roulement. Se reporter à la note 19 afférente aux états financiers consolidés vérifiés pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de cet événement postérieur à la date du bilan.

Émission de capital social

	Exercice 2010
Total des actions ordinaires émises et en circulation au 31 mars 2009	55 092 844
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération à base d'actions	519 725
Actions annulées	(41 436)
Total des actions ordinaires émises et en circulation au 31 mars 2010	55 571 133

RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

Options sur actions

La Société attribue des options sur ses actions ordinaires à des administrateurs indépendants et à des hauts dirigeants. Ces derniers, en vertu des options qui leur ont été attribuées, peuvent acheter jusqu'à concurrence de 2 449 993 actions ordinaires de la Société. Les droits rattachés aux options sur actions s'acquièrent sur une période de quatre à cinq ans et arrivent à échéance sept ans après la date d'attribution. Le prix d'exercice moyen pondéré des options sur actions est de 9,91 \$ l'action.

En mai 2009, la Société a attribué un total de 125 000 options sur actions à cinq administrateurs indépendants à un prix d'exercice de 7,21 \$ l'action. Les droits rattachés aux options s'acquièrent sur une période de quatre ans et arrivent à échéance sept ans après la date d'attribution.

Le 31 août 2009, les administrateurs indépendants de la Société ont approuvé l'attribution d'options sur actions à certains hauts dirigeants de la Société et de ses filiales. Un total de 2 099 993 options dont les droits s'acquièrent sur cinq ans ont été attribuées à un prix d'exercice de 9,47 \$ l'action. Les options arrivent à échéance à la première des éventualités suivantes à survenir : 1) le 31 août 2016; 2) trois ans après le décès du porteur de l'option ou tout autre événement mettant fin à son emploi; 3) après l'annulation, quelle qu'en soit la raison, des actions visées par l'option du porteur dont les droits ne sont pas encore acquis; ou 4) en cas de retraite anticipée, après qu'il ait été établi que le porteur de l'option a livré concurrence à la Société ou a violé des obligations de non-concurrence, de non-sollicitation ou de non-divulgateion.

Régime d'intéressement à long terme

En vertu du régime d'intéressement à long terme (RILT), les unités d'actions temporairement incessibles dont les droits sont acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, une fiducie pour les avantages sociaux des employés (la «fiducie») a été constituée, et soit : a) la Société y versera des fonds qu'un fiduciaire utilisera pour acheter des actions ordinaires de la Société sur le marché libre qu'il détiendra en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions temporairement incessibles; soit b) la Société émettra des actions ordinaires à même le capital autorisé aux participants à la suite de l'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions temporairement incessibles. Pour les employés des États-Unis et du Royaume-Uni, au moment de chaque attribution d'unités d'actions temporairement incessibles, la Société attribuera des actions ordinaires qu'elle émettra à même le capital autorisé au moment de l'acquisition des droits s'y rattachant pour chaque participant.

CENTRES FINANCIERS INTERNATIONAUX

Canaccord est membre du International Financial Centre British Columbia Society et exploite un centre financier international à Montréal, les deux organismes fournissant certains avantages financiers et fiscaux en vertu de l'*International Financial Activity Act* de la Colombie-Britannique et de la *Loi sur les centres financiers internationaux* du Québec. Ainsi, le taux d'imposition global de Canaccord est inférieur à celui qui s'appliquerait autrement.

CHANGE

Canaccord gère son risque de change en couvrant périodiquement ses règlements en attente par l'achat de monnaies étrangères. Les gains et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces opérations sont constatés dans les résultats au cours de l'exercice. Le 31 mars 2010, les contrats à terme de gré à gré en cours visant la vente de dollars américains avaient un notionnel de 8,3 millions \$ US, une hausse de 2,3 millions \$ US par rapport à l'exercice précédent. Les contrats à terme en cours visant l'achat de dollars américains avaient une valeur nominale de 17,0 millions \$ US, une augmentation par rapport à 4,3 millions \$ US à l'exercice précédent. La juste valeur de ces contrats était nominale. Certaines des opérations de Canaccord aux États-Unis et au Royaume-Uni sont libellées en monnaie locale; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces opérations est généralement limité, étant donné que les règlements en attente des deux côtés de l'opération sont habituellement libellés en monnaie locale.

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les opérations sur titres effectuées par la Société pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de Canaccord se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Les produits tirés des commissions sur le total de ces opérations ne sont pas importants par rapport à ceux provenant de l'ensemble des activités de Canaccord.

ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

La présente section est un sommaire des estimations comptables critiques de Canaccord. Les conventions comptables de Canaccord sont conformes aux PCGR du Canada et sont présentées à la note 1 afférente aux états financiers consolidés vérifiés pour l'exercice terminé le 31 mars 2010. Les conventions comptables décrites ci-dessous requièrent des estimations et des hypothèses qui influent sur les montants des actifs, des passifs, des produits et des charges comptabilisés aux états financiers. En raison de leur nature, les estimations nécessitent l'exercice du jugement fondé sur l'information disponible. Les résultats ou montants réels pourraient différer des estimations, et cette différence pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers.

Constataion des produits et évaluation des titres

Les titres détenus et vendus à découvert, y compris les bons de souscription d'actions et les options d'achat d'actions, sont classés comme étant détenus à des fins de transaction conformément aux recommandations du chapitre 3855, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* (ICCA), et sont comptabilisés à la juste

valeur, les gains et les pertes latents étant constatés dans le bénéfice net. En ce qui a trait aux titres cotés, la juste valeur est déterminée selon les prix du marché obtenus de sources indépendantes, comme les cours du marché ou les prix de courtiers. Des rajustements sont apportés aux prix du marché au titre de la liquidité compte tenu de l'importance de la position, des périodes de détention et d'autres restrictions de revente, le cas échéant. Les placements dans des titres non cotés ou non liquides classés comme détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur calculée selon un modèle d'évaluation. L'estimation des facteurs qui peuvent influencer sur la valeur et l'estimation des valeurs en général comporte inévitablement un degré d'incertitude et d'imprécision. L'importance des écarts entre les estimations et les résultats réels aura une incidence sur le montant des produits ou des pertes comptabilisés pour une position particulière au cours d'une période donnée. Comme le portefeuille de titres de Canaccord se compose principalement de titres cotés, et étant donné nos procédures d'obtention de cours du marché auprès de sources indépendantes, la validation des estimations au moyen du règlement réel d'opérations et l'application uniforme de notre stratégie d'une période à l'autre, nous croyons que les estimations des justes valeurs comptabilisées sont raisonnables.

Provisions

Canaccord comptabilise des provisions pour les litiges en cours ou en attente et pour les créances douteuses liées aux débiteurs, aux prêts, aux avances et autres créances. Les provisions relatives aux litiges sont établies selon le jugement de la direction en consultation avec le conseiller juridique, en tenant compte de divers facteurs comme le montant de la réclamation, la possibilité d'actes répréhensibles de la part d'un employé de Canaccord et les précédents. Habituellement, les soldes des débiteurs sont garantis par des titres et, en conséquence, toute réduction de valeur est en règle générale évaluée après avoir tenu compte de la valeur de marché de la garantie.

Les provisions relatives à d'autres créances douteuses sont généralement fondées sur l'évaluation par la direction de la probabilité du recouvrement et du montant recouvrable. Les provisions sont aussi comptabilisées à l'aide de facteurs d'actualisation dans le cadre de la participation d'un consortium.

Impôts

Pour établir les montants des passifs d'impôts, la direction doit formuler des estimations et exercer son jugement en ce qui a trait au résultat final de la production des déclarations de revenus et des cotisations. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Canaccord exerce ses activités dans différentes administrations fiscales et y est assujettie à l'impôt. La production des déclarations de revenus peut comporter des questions complexes dont le règlement peut nécessiter beaucoup de temps en cas de différend ou de nouvelles cotisations émises par les autorités fiscales. Les normes comptables exigent qu'une provision pour moins-value soit constituée lorsqu'il est plus probable qu'improbable que la totalité ou qu'une partie d'un actif d'impôts futurs ne sera pas réalisée avant son échéance. Bien que la réalisation ne soit pas garantie, Canaccord est d'avis que, selon l'ensemble des éléments probants, il est plus probable qu'improbable que la totalité des actifs d'impôts futurs, déduction faite de la provision pour moins-value, sera réalisée. Canaccord croit que des provisions pour impôts sur les bénéfices adéquates ont été comptabilisées pour tous les exercices.

Rémunération à base d'actions

La rémunération à base d'actions correspond aux coûts liés aux attributions à base d'actions octroyées aux employés. La Société utilise la méthode de la juste valeur pour comptabiliser ces attributions. Selon cette méthode, la Société évalue la juste valeur des attributions à base d'actions à la date d'attribution et comptabilise les coûts à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable avec une augmentation correspondante du surplus d'apport. Lorsque l'acquisition des droits dépend également de critères de rendement, les coûts sont comptabilisés sur la période d'acquisition des droits en fonction du taux d'atteinte des critères de rendement. Les coûts sont comptabilisés de façon graduelle. Lorsque les droits sont acquis, le surplus d'apport est réduit du montant applicable et le capital social est augmenté du même montant.

PRISES DE POSITION COMPTABLES RÉCENTES

Regroupements d'entreprises et états financiers consolidés

En janvier 2009, l'ICCA a publié une nouvelle norme comptable, soit le chapitre 1582 du *Manuel de l'ICCA*, «Regroupements d'entreprises», en remplacement de l'ancien chapitre 1581, «Regroupements d'entreprises». Cette norme harmonise les lignes directrices canadiennes avec la Norme internationale d'information financière (IFRS) 3, *Regroupements d'entreprises*. Cette norme exige que les évaluations à la juste valeur soient davantage utilisées, que les coûts de transaction soient passés en charges et que d'autres informations soient présentées dans les états financiers par voie de notes. Elle fournit également des lignes directrices sur la constatation et l'évaluation des écarts d'acquisition acquis dans le cadre du regroupement d'entreprises. Cette norme doit être appliquée prospectivement aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition est au plus tôt le 1^{er} avril 2011.

De plus, l'ICCA a publié le chapitre 1601 du *Manuel de l'ICCA*, «États financiers consolidés», et le chapitre 1602, «Participations ne donnant pas le contrôle», qui remplacent le chapitre 1600, «États financiers consolidés». Le chapitre 1601 du *Manuel de l'ICCA* reprend les lignes directrices du chapitre 1600, sauf en ce qui concerne les normes relatives à la comptabilisation des participations ne donnant pas le contrôle, lesquelles font l'objet d'un chapitre distinct, soit le chapitre 1602. Le chapitre 1602 vise à harmoniser les normes canadiennes avec la norme International Accounting Standard 27 révisée, *États financiers consolidés et individuels*. Cette norme canadienne établit les lignes directrices relatives à la comptabilisation d'une participation ne donnant pas le contrôle dans une filiale dans les états financiers consolidés par suite d'un regroupement d'entreprises. La Société devra se conformer à ces deux normes à compter du 1^{er} avril 2011.

La Société adoptera parallèlement de manière anticipée les trois normes pour l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity, à compter du 1^{er} avril 2010. L'incidence de l'adoption anticipée de ces normes ne sera pas importante pour la Société, mais elle ne pouvait être établie au 31 mars 2010.

Normes internationales d'information financière

Le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada a confirmé que l'utilisation des IFRS serait exigée à compter de 2011 pour les entreprises à but lucratif ayant une obligation publique de rendre des comptes. Les IFRS remplaceront les PCGR du Canada auxquels se conforme actuellement la Société. L'adoption de ces normes vise à améliorer la comparaison de l'information financière entre les pays et la transparence. La Société sera tenue de commencer à présenter ses informations financières selon les IFRS pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012 et devra fournir les informations selon les IFRS pour les périodes correspondantes présentées.

La Société évalue actuellement l'incidence potentielle des IFRS sur ses états financiers consolidés. Il s'agit d'un processus permanent, car le Conseil des normes comptables internationales (CNCI) et le CNC continuent d'émettre de nouvelles normes et recommandations. Le rendement financier et la situation financière consolidés de la Société présentés dans les états financiers actuels selon les PCGR du Canada peuvent différer de manière importante lorsqu'ils sont présentés conformément aux IFRS. Certaines différences notables relevées entre les IFRS et les PCGR du Canada peuvent avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Afin de se préparer à la conversion aux IFRS, la Société a mis au point un plan de conversion aux IFRS, qui comprend les trois phases suivantes :

1. Diagnostic – Cette phase consiste à effectuer une évaluation sommaire des principales différences entre les IFRS et les PCGR du Canada pouvant avoir une incidence importante sur les états financiers de la Société. Cette phase accordera la priorité aux éléments qui seront touchés.
2. Conception et planification – Cette phase consiste à identifier, à évaluer et à sélectionner les conventions comptables selon les IFRS, ainsi qu'à préparer des états financiers modèles et à déterminer les incidences quantitatives. Elle comporte également la mise au point de plans opérationnels visant à évaluer l'incidence de la conversion sur la technologie de l'information, le contrôle interne à l'égard de l'information financière, la formation et la communication aux parties prenantes à l'interne et à l'externe.
3. Mise en œuvre et analyse après mise en œuvre – Cette phase consiste à mettre en œuvre les plans élaborés au cours des phases susmentionnées. Elle consiste également à recueillir l'information requise pour dresser des états financiers selon les IFRS, à intégrer les IFRS aux processus d'affaires, à faire approuver les états financiers selon les IFRS par le comité de vérification et à offrir aux employés la formation requise à l'égard des systèmes révisés.

La Société en est à la phase de conception et de planification de son plan de conversion. Elle se concentre sur les éléments qui auront le plus de répercussions sur les états financiers consolidés. L'évaluation de l'application de la norme IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière* (IFRS 1), est aussi en cours. Dans certains domaines, l'IFRS 1 offre aux entités qui adoptent les IFRS pour la première fois certaines exemptions facultatives et prescrit certaines exceptions touchant les exigences générales d'application rétrospective complète des IFRS.

Il convient de noter que le CNC et l'IASB ont des plans de travail importants en ce qui a trait à la modification de certaines normes comptables. Le CNC modifie continuellement certaines normes afin d'assurer leur convergence avec celles de l'IASB avant la date de la conversion, alors que l'IASB modifie ses normes pour les adapter à la conjoncture économique actuelle. Par exemple, l'IASB a publié des documents de travail et des exposés-sondages qui proposent des modèles comptables considérablement différents qui pourraient avoir une incidence importante sur les éléments suivants des états financiers

consolidés de la Société : comptabilisation des contrats de location, des instruments financiers et des produits. La Société continuera de surveiller de près l'évolution de ces modifications et d'évaluer leur incidence sur le plan de la mise en œuvre de la conversion. Compte tenu des incertitudes entourant les normes proposées, la Société n'a pas été en mesure d'évaluer les répercussions quantitatives prévues sur ses états financiers consolidés.

Nous avons répertorié les domaines suivants présentant des différences importantes entre les PCGR du Canada actuels et les IFRS à la date du présent rapport de gestion.

Instruments financiers

L'IASB a récemment publié l'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui traite tout spécialement de la comptabilisation et de l'évaluation des actifs financiers. Les actifs financiers sont initialement évalués à la juste valeur puis classés dans les catégories «coût amorti» ou «juste valeur». Cette approche diffère de celle du chapitre 3855, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», du *Manuel de l'ICCA* selon lequel les actifs financiers sont initialement évalués à la juste valeur puis classés selon les catégories suivantes : détenus à des fins de transaction, détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances ou disponibles à la vente.

Selon les PCGR du Canada, tout gain ou toute perte découlant des actifs disponibles à la vente doit être constaté dans les autres éléments du résultat étendu. Toutefois, les IFRS ne comportent pas un tel classement. Les variations de la juste valeur ou la dépréciation des actifs financiers évalués au coût amorti sont directement comptabilisées dans le bénéfice net. La différence entre les PCGR du Canada et les IFRS ne devrait pas avoir une incidence quantitative importante sur les états financiers de la Société au moment de la conversion. La Société a passé en revue le mode d'évaluation de chacun des instruments financiers et n'a remarqué aucune différence significative entre les PCGR du Canada et les IFRS à l'égard du mode d'évaluation.

Les coûts de transaction doivent également être capitalisés comme faisant partie de la juste valeur de l'actif financier au moment de leur constatation initiale selon les IFRS. Il est permis, selon les PCGR du Canada, de passer les coûts de transaction en charges à mesure qu'ils sont engagés ou capitalisés comme partie de la juste valeur de l'actif financier.

Rémunération à base d'actions

L'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, exige que les paiements fondés sur des actions réglés en trésorerie aux membres du personnel soient établis en fonction de la juste valeur des attributions au moment de l'évaluation initiale et de l'évaluation ultérieure. Selon le chapitre 3870, «Rémunération et autres paiements à base d'actions», du *Manuel de l'ICCA*, les paiements à base d'actions réglés en trésorerie sont établis en fonction de la valeur intrinsèque des attributions. Étant donné que les paiements fondés sur des actions de la Société sont tous réglés en instruments de capitaux propres, cette différence n'aura pas d'incidence sur les états financiers.

Un taux d'extinction doit faire l'objet d'une estimation selon les IFRS alors que cette mesure est facultative en vertu des PCGR du Canada. Ainsi, l'amortissement des paiements fondés sur des actions sera différent selon les IFRS comparativement à la charge qui en résulterait en vertu des PCGR du Canada. Le taux d'extinction d'après les IFRS sera l'objet d'une estimation au moyen du taux d'extinction historique du régime d'intéressement à long terme depuis sa création. Nous évaluons actuellement l'incidence quantitative de cette mesure sur notre bilan d'ouverture.

Regroupements d'entreprises

L'ICCA a récemment publié le chapitre 1582, «Regroupements d'entreprises», qui aligne la directive canadienne sur l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*. Cette norme exige que les évaluations à la juste valeur soient davantage utilisées, que les coûts de transaction soient passés en charges et que d'autres informations soient présentées par voie de notes dans les états financiers. Bien que la Société ne soit pas tenue d'appliquer cette norme aux regroupements d'entreprises dont la date d'acquisition est le 1^{er} avril 2011 ou une date ultérieure, elle adoptera cette norme par anticipation afin de réduire l'incidence de la conversion aux IFRS. Cette norme a été adoptée dans le cadre de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity en avril 2010.

La Société a comptabilisé les regroupements d'entreprises passés selon le chapitre 1581, «Regroupements d'entreprises» du *Manuel de l'ICCA*, lequel diffère passablement de l'IFRS 3. Toutefois, en vertu de l'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, la Société peut choisir de ne pas appliquer l'IFRS 3 de façon rétrospective aux regroupements d'entreprises passés.

Constatation des produits

Selon le chapitre 3400, «Produits», du *Manuel de l'ICCA*, les produits sont constatés lorsque les exigences relatives à l'exécution sont satisfaites et que le recouvrement est raisonnablement sûr. L'exécution de la prestation de services et des contrats à long terme est déterminée au moyen de la méthode de l'avancement des travaux ou de la méthode de l'achèvement des travaux. Selon la Norme comptable internationale (IAS) 18, *Produit des activités ordinaires*, les produits des activités ordinaires doivent être comptabilisés en fonction du degré d'avancement de la transaction à la fin de la période de reporting lorsque les conditions suivantes sont satisfaites : le montant des produits des activités ordinaires peut être évalué de façon fiable, il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à l'entité, le degré de l'avancement de la transaction à la fin de la période de reporting peut être évalué de façon fiable et les coûts engagés pour la transaction et les coûts pour achever la transaction peuvent être évalués de façon fiable.

En matière de constatation des produits, les PCGR du Canada sont semblables aux IFRS, à l'exception de certaines différences dans la constatation des contrats à long terme, puisque, contrairement aux IFRS, les PCGR du Canada autorisent la méthode de l'achèvement des travaux. Cette différence peut avoir une incidence sur la constatation des produits tirés du financement de sociétés.

IFRS 1 – Première application

L'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, précise que les IFRS devront être appliquées de façon rétrospective, cette exigence faisant l'objet de certaines exemptions facultatives et exceptions obligatoires. La Société a passé cette norme en revue et proposera certaines exemptions facultatives pertinentes au comité de vérification à des fins d'approbation, au cours de l'exercice 2011.

Au terme de l'examen des différences importantes entre les IFRS et les PCGR du Canada, il se peut que notre technologie de l'information et nos systèmes de données, notre contrôle interne à l'égard de l'information financière ou nos contrôles et procédures de communication de l'information subissent certaines modifications. Il faudra procéder à l'évaluation de l'incidence sur notre technologie de l'information et nos systèmes de données de la capitalisation des coûts de transaction à la juste valeur des instruments financiers. Compte tenu de nos activités actuelles, la conversion aux IFRS ne devrait pas modifier considérablement la conception de nos contrôles et procédures de communication de l'information ni de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Maintenant à la phase de conception et de planification, nous évaluons l'incidence qu'auront les changements qui seront apportés aux états financiers au moment de la conversion aux IFRS sur nos activités commerciales. Nous tenons compte également de l'incidence qu'ils auront sur nos clauses restrictives, la gestion des risques, la formation, les régimes de rémunération ou d'autres contrats importants.

L'équipe de mise en œuvre des IFRS se compose de hauts dirigeants, de membres du personnel des finances et de conseillers externes. L'équipe de mise en œuvre des IFRS assiste régulièrement à des conférences et à des séances de formation et surveille continuellement les mises à jour sur les IFRS afin d'évaluer les modifications à venir qui auront une incidence sur la Société.

Le comité de vérification a reçu des mises à jour sur les IFRS chaque trimestre au cours de l'exercice 2010 et en recevra tout au long de l'exercice 2011 jusqu'à la date de la conversion. Il est au fait de la progression de la conversion à mesure qu'elle se déroule, et toutes les répercussions importantes, y compris les incidences quantitatives éventuelles, sont portées à son attention. Le comité de vérification sera appelé à donner son approbation sur le choix des conventions comptables, sur les ajustements au bilan d'ouverture et sur les modifications à apporter à la présentation et à la communication de l'information dans les états financiers au cours de l'exercice 2011.

MODIFICATION DE CONVENTIONS COMPTABLES

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

L'ICCA a publié une nouvelle norme comptable, le chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*, «Écarts d'acquisition et actifs incorporels», qui précise les critères pour la comptabilisation des dépenses à titre d'actifs incorporels et donne des directives supplémentaires sur la comptabilisation et l'évaluation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels générés en interne. La Société a adopté le chapitre 3064 en date du 1^{er} avril 2009. L'adoption de cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence sur les états financiers de la Société.

Instruments financiers – informations à fournir

Le CNC a modifié le chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA*, «Instruments financiers – informations à fournir», afin de resserrer les exigences d'information concernant les évaluations à la juste valeur des instruments financiers. La Société a adopté ces nouvelles modifications au cours de l'exercice 2010, et cette information est incluse à la note 4 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE ET CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Contrôles et procédures de communication de l'information

En date du 31 mars 2010, une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures à l'égard de la communication de l'information financière a été effectuée sous la supervision et avec la participation de la direction, dont le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, selon le Règlement 52-109. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures étaient efficaces en date du 31 mars 2010 et pendant l'exercice terminé à cette date.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction, y compris le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, a conçu le contrôle interne à l'égard de l'information financière aux termes du Règlement 52-109, qui vise à donner une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers aux fins externes selon les PCGR du Canada. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière était conçu et fonctionnait efficacement au 31 mars 2010 et pendant l'exercice terminé à cette date, et qu'il n'y avait aucune lacune importante au niveau du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Changements dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucune modification au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2010 qui ait influé de façon notable, ou qui risque d'influer de façon notable, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de Canaccord.

GESTION DES RISQUES

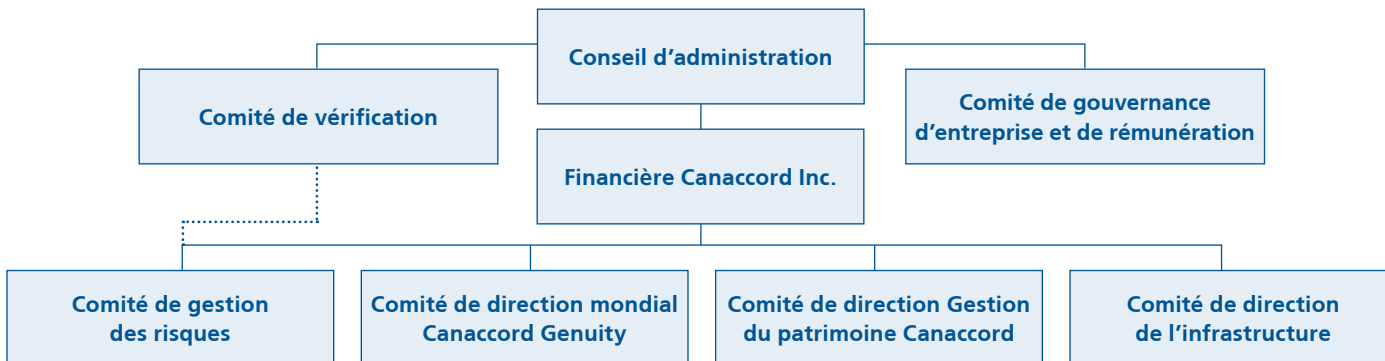
Vue d'ensemble

Canaccord continue de promouvoir son approche rigoureuse de gestion des risques. Cette rigueur s'applique à un certain nombre de secteurs fonctionnels et exige des communications fréquentes, du jugement et une bonne connaissance de l'entreprise et de ses produits et marchés. La haute direction de Canaccord participe activement à la gestion des risques et a élaboré des politiques et des rapports en vertu desquels il faut appliquer des procédures et des mesures administratives précises afin d'évaluer et de maîtriser certains risques. Ces politiques et procédures sont constamment révisées et modifiées, car les activités, les marchés et les circonstances changent.

Selon la philosophie de Canaccord en matière de risque, la première ligne de responsabilité en gestion des risques repose sur les directeurs de succursale, les chefs de service et les directeurs des bureaux de négociation (à l'intérieur de limites prescrites). La surveillance et le contrôle de l'exposition au risque de Canaccord sont menés par un large éventail de systèmes distincts, mais complémentaires, de présentation d'informations sur les finances, le crédit, l'exploitation, la conformité et l'aspect juridique. De plus, il incombe au comité de gestion des risques, figurant dans l'organigramme ci-dessous, de surveiller l'exposition au risque et, de manière générale, le processus de gestion des risques. Le comité de gestion des risques est dirigé par le chef des finances, et les membres du comité comprennent le chef de la direction, le chef de l'exploitation et des représentants de la haute direction des filiales productrices de revenus clés et des secteurs fonctionnels de Canaccord.

Gouvernance

La structure de gouvernance de Canaccord comprend ce qui suit :



La séparation des tâches et la surveillance exercée par la direction sont des aspects importants du processus de gestion des risques de Canaccord. Cette dernière compte un certain nombre de fonctions indépendantes des entreprises productrices de revenus qui effectuent des activités de gestion des risques, dont la surveillance, l'évaluation et l'analyse des risques. Ces fonctions comprennent la gestion des risques d'entreprise, la conformité, l'exploitation, la vérification interne et l'analyse financière, la trésorerie, les finances de même que les questions juridiques. Le comité de vérification de Canaccord reçoit diverses mises à jour trimestrielles et annuelles ainsi que des rapports sur les facteurs de risque importants et le programme général de gestion des risques.

Cadre de gestion des risques d'entreprise

Pour une description du processus de gestion des risques d'entreprise, de ses modalités de mise en œuvre et de sa progression au sein de Canaccord, se reporter à la rubrique «Cadre de gestion des risques d'entreprise» dans la notice annuelle de Canaccord de l'exercice 2010.

FACTEURS DE RISQUE

Vue d'ensemble

Le secteur des valeurs mobilières et les activités de Canaccord sont, de par leur nature, assujettis à de nombreux risques inhérents. La conjoncture économique, la concurrence et les facteurs du marché, comme la volatilité des marchés canadiens et internationaux, les taux d'intérêt, le prix des marchandises, les cours du marché, les volumes de négociation et la liquidité auront une incidence importante sur la rentabilité de Canaccord. Les produits tirés de Gestion du patrimoine Canaccord sont liés aux volumes de négociation et, par conséquent, à l'importance de l'activité sur les marchés et au degré de confiance des investisseurs. Les produits tirés de Canaccord Genuity tiennent aux activités de financement par les émetteurs et à la volonté des clients institutionnels de négocier activement et de participer aux opérations sur les marchés des capitaux. Il peut également y avoir un décalage entre les fluctuations du marché et le niveau d'activité sur le marché de Canaccord, et l'incidence que ces facteurs ont sur les résultats d'exploitation et la situation financière de Canaccord. De plus, les activités de Canaccord sont cycliques et sont donc assujetties à d'importantes variations des produits et du bénéfice d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison des facteurs dont il est question ci-dessus. Ces facteurs sont indépendants de la volonté de Canaccord et, par conséquent, les produits et le bénéfice net fluctueront, comme ils l'ont fait par le passé.

Un placement dans les actions ordinaires de Canaccord comporte plusieurs risques. Certains de ces risques, y compris le risque de marché, le risque de crédit, le risque opérationnel et d'autres risques peuvent être importants et sont inhérents aux activités de Canaccord. La gestion des risques chez Canaccord constitue une grande priorité en raison de l'importance de son efficacité pour les activités de Canaccord. Pour en savoir plus sur la gestion des risques, se reporter à la page 47 du présent rapport de gestion.

Risques liés à l'acquisition de Genuity

Le 23 avril 2010, la Société a conclu l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity. Les risques liés à cette acquisition sont les suivants :

Intégration de l'entreprise issue du regroupement

La capacité de la Société de maintenir et d'exercer ses activités avec succès est tributaire de la réputation personnelle de ses employés cadres, de leur jugement, de leur aptitude à développer les affaires et de leur compétence en matière de réalisation de projet. Toute perturbation dans la gestion ou difficulté dans l'intégration des professionnels de Canaccord et de Genuity pourrait se traduire par la perte de clients ou de revenus tirés de clients et pourrait avoir une incidence considérable sur les affaires et les résultats d'exploitation de la Société. La réussite de l'acquisition dépendra, dans une large mesure, de la capacité de la direction de la Société de réaliser les avantages et les économies prévus dans le cadre de l'intégration des activités de Canaccord et de Genuity. L'intégration des activités de Canaccord et de Genuity pourrait donner lieu à des défis de taille. Il pourrait s'avérer difficile pour la direction de la Société de réaliser l'intégration en douceur, en temps opportun ou sans avoir à engager des sommes importantes, ou même de la réussir. Il est possible que le processus d'intégration entraîne le départ d'employés clés, l'interruption des activités en cours respectives ou des incohérences dans les normes, les contrôles, les procédures et les politiques, chacun de ces facteurs pouvant mettre en péril la capacité de la direction de la Société à maintenir les relations avec les clients, les fournisseurs et (ou) les employés ou de tirer de cette acquisition les avantages prévus.

Principaux dirigeants

Une fois l'acquisition achevée, la Société dépendra largement des membres de son équipe de direction, et le départ de l'un ou l'autre de ces derniers pourrait avoir des conséquences fâcheuses sur les résultats d'exploitation de la Société. Plus précisément, la Société dépend des membres de la direction de Genuity pour continuer l'exploitation réussie que connaît Genuity. Le succès futur de la Société est tributaire, entre autres, de sa capacité de retenir les services de ces dirigeants et de recruter d'autres employés hautement qualifiés à tous les échelons.

Les autres facteurs de risque auxquels la Société est confrontée sont présentés ci-après. Ces risques englobent, sans s'y restreindre nécessairement, ceux qui sont décrits ci-dessous. Les investisseurs devraient examiner attentivement les renseignements présentés ci-dessous et ailleurs dans le présent document avant de prendre des décisions de placement. Il convient de noter que la liste n'est pas exhaustive, mais elle répertorie les risques que Canaccord juge d'une pertinence particulière. D'autres facteurs de risque peuvent exister.

Sommaire des facteurs de risque

1. Risques associés au secteur des services financiers en général
2. Fluctuations des cours du marché des actions de Canaccord sans rapport avec le rendement d'exploitation
3. La réglementation poussée – assujettie à des modifications à court ou sans préavis – du secteur des services financiers qui pose un certain nombre de risques, tels que des amendes, des suspensions et des litiges
4. Risque de diminution des produits découlant d'une baisse du volume des opérations, des cours ou de la liquidité
5. Risque de diminution des produits pendant des périodes de fléchissement des prix ou de faible activité dans des secteurs ou marchés géographiques ciblés
6. Des fluctuations importantes des résultats trimestriels peuvent entraîner des pertes provisoires
7. Risques de fluctuation des taux de change entraînant la volatilité des produits et des revenus de la Société
8. Le risque de taux d'intérêt peut influencer sur la valeur des instruments financiers détenus par la Société
9. Les effets de l'inflation peuvent influencer sur les coûts, la rentabilité et la valeur des instruments financiers
10. L'accès limité au financement et les problèmes perçus de liquidité pourraient limiter la capacité de la Société à verser des dividendes, à rembourser une dette ou à poursuivre son exploitation
11. Les risques inhérents aux activités de prise ferme pourraient entraîner des pertes, des sanctions réglementaires ou des litiges
12. Risque de crédit et possibilité de pertes découlant de contreparties, de clients, de chambres de compensation, d'émetteurs de titres ou d'intermédiaires du secteur financier
13. L'inconduite d'employés pourrait entraîner des pertes, des sanctions réglementaires ou nuire à la réputation de la Société
14. Risque de diminution des produits découlant de la situation économique et politique ou des conditions du marché
15. Les politiques et procédures de gestion des risques peuvent ne pas atténuer de manière adéquate ou efficace l'exposition aux risques

16. Dépendance à l'égard des systèmes d'information et de communication, dont la défaillance ou l'interruption pourrait entraîner des pertes ou des litiges
17. L'incapacité de recruter du personnel hautement compétent et spécialisé et de le maintenir en poste pourrait considérablement nuire aux résultats d'exploitation de la Société
18. Conflits d'intérêts éventuels entre la Société et ses hauts dirigeants, ses administrateurs ou ses employés
19. Poursuites et responsabilité potentielle en vertu des lois sur les valeurs mobilières en raison de la nature des activités de la Société
20. Des poursuites judiciaires pourraient entraîner une perte financière importante
21. Les produits tirés de la gestion d'actifs peuvent varier selon les facteurs du marché et économiques et le montant des actifs sous gestion
22. Une concurrence intense peut nuire aux produits et aux profits
23. Les activités commerciales de la Société dépendent de la disponibilité du financement ou du capital réglementaire
24. Une gestion insuffisante de la croissance pourrait nuire aux activités de la Société

Pour plus de renseignements sur chacun des facteurs de risque ci-dessus qui s'applique aux activités de Canaccord et au secteur dans lequel elle exerce ses activités, se reporter à la rubrique «Facteurs de risque» dans la notice annuelle de Canaccord de l'exercice 2010.

Risques de contrôle

En date du 31 mars 2010, les cadres supérieurs et les administrateurs de Canaccord étaient propriétaires, dans l'ensemble, d'environ 18,05 % des actions ordinaires de Financière Canaccord Inc. Après l'acquisition de Genuity, le 23 avril 2010, les cadres supérieurs et les administrateurs de Canaccord détenaient, collectivement, environ 29,9 % des actions ordinaires de Financière Canaccord Inc. Si un nombre suffisant de ces actionnaires agissent ou votent ensemble, ils pourront exercer une influence importante sur toute question qui nécessite l'approbation des actionnaires, y compris l'élection des administrateurs de la Société, les modifications à ses statuts, les fusions et les plans d'arrangement en vertu des lois canadiennes, et les fusions et la vente d'une partie importante de ses actifs. Cela pourrait empêcher Canaccord de conclure des opérations qui pourraient être bénéfiques à la Société ou à ses autres actionnaires. De plus, des tierces parties pourraient ne pas être intéressées à présenter une offre publique d'achat visant l'acquisition d'une partie ou de la totalité des actions ordinaires en circulation de la Société. En outre, en date du 31 mars 2010, l'actionnaire le plus important connu de la direction était Franklin Templeton Investments Corp., par le biais d'un ou de plusieurs de ses fonds communs de placement ou autres comptes sous gestion. La déclaration selon le système d'alerte déposée par Franklin Templeton Investments Corp. indique que, en date du 30 novembre 2008, l'actionnaire détenait 6 176 873 actions ordinaires de la Société. Cela représente 11,1 % des actions ordinaires en circulation le 31 mars 2010 et 7,5 % des actions ordinaires par suite de l'acquisition de Genuity, le 23 avril 2010. Tout changement marqué de ces participations par suite de la vente ou d'une autre cession, ou toute acquisition importante par d'autres, des actions ordinaires sur le marché libre ou dans le cadre d'opérations de gré à gré pourrait entraîner un changement de contrôle et des modifications dans les objectifs ou les pratiques commerciaux, ce qui pourrait influencer sur la rentabilité de Canaccord.

Restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires

Les restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires énoncées dans les statuts de Canaccord pour empêcher des changements de contrôle non autorisés sans le consentement des autorités de réglementation pourraient, dans certains cas, influencer sur la négociabilité et la liquidité des actions ordinaires.

POLITIQUE EN MATIÈRE DE DIVIDENDES

Le conseil d'administration déterminera le montant des dividendes et le moment de leur versement à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de Canaccord, ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

DÉCLARATION DE DIVIDENDES

Le 18 mai 2010, le conseil d'administration a examiné la politique relative aux dividendes et a approuvé un dividende trimestriel de 0,05 \$ par action payable le 15 juin 2010 aux actionnaires inscrits le 4 juin 2010.

INFORMATION ADDITIONNELLE

Des informations additionnelles sur Canaccord, y compris la notice annuelle de Canaccord, ont été déposées sur le site Web de SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux actionnaires de **Financière Canaccord Inc. (auparavant Canaccord Capital Inc.)**

Nous avons vérifié les bilans consolidés de **Financière Canaccord Inc. (anciennement Canaccord Capital Inc.)** aux 31 mars 2010 et 2009 ainsi que les états consolidés des résultats, du résultat étendu, de la variation des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 mars 2010 et 2009 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Vancouver, Canada

Le 7 mai 2010 (le 18 mai 2010 pour la note 19 ii)

Ernst & Young S.N.L./S.E.N.C.R.L.

Comptables agréés

BILANS CONSOLIDÉS

Aux 31 mars (en milliers de dollars)

2010

2009

Actif		
À court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	731 852 \$	701 173 \$
Titres détenus [note 3]	362 755	133 691
Débiteurs [notes 5 et 13]	1 972 924	1 061 161
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	—	23 771
Impôts futurs [note 9]	13 190	15 680
Total de l'actif à court terme	3 080 721	1 935 476
Placement [note 6]	5 000	5 000
Placement dans des titres de papier commercial adossé à des actifs [note 7]	—	35 312
Matériel et améliorations locatives [note 8]	38 127	46 311
	3 123 848 \$	2 022 099 \$
Passif et capitaux propres		
À court terme		
Dette bancaire [note 4]	29 435 \$	75 600 \$
Titres vendus à découvert [note 3]	364 137	79 426
Créditeurs et charges à payer [notes 5 et 13]	2 308 146	1 469 369
Impôts sur les bénéfices à payer	5 385	—
Dette subordonnée [note 10]	15 000	25 000
Total du passif à court terme	2 722 103	1 649 395
Engagements et éventualités [note 16]		
Capitaux propres		
Actions ordinaires [note 11]	185 691	183 619
Surplus d'apport	57 351	44 383
Bénéfices non répartis	194 007	160 868
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(35 304)	(16 166)
Total des capitaux propres	401 745	372 704
	3 123 848 \$	2 022 099 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration,



Paul D. Reynolds
Administrateur



Terrence A. Lyons
Administrateur

ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 mars (en milliers de dollars, sauf les montants par action)

2010

2009

Produits

Commissions	235 606 \$	233 104 \$
Financement de sociétés	254 437	169 369
Négociation à titre de contrepartiste	45 982	18 319
Intérêts	12 965	38 287
Divers	28 547	18 642
	577 537	477 721

Charges

Rémunération au rendement	299 084	222 006
Charges de personnel	59 415	56 771
Frais de négociation	28 884	26 311
Locaux et matériel	24 402	24 695
Communications et technologie	21 868	25 228
Intérêts	2 581	11 220
Frais d'administration	52 153	69 689
Amortissement	7 609	8 994
Frais de développement	24 900	28 773
Coûts liés aux acquisitions [note 19 i]	5 000	—
Ajustement à la juste valeur de titres de papier commercial adossé à des actifs [note 7]	—	6 700
Programme de secours de Canaccord	—	5 347
Dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels	—	31 524
Frais de restructuration	—	7 662

525 896 **524 920**

Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	51 641	(47 199)
Impôts sur les bénéfices (à recouvrer) [note 9]		
Exigibles	10 533	(12 805)
Futurs	2 611	13 257

13 144 **452**

Bénéfice net (perte nette) de l'exercice **38 497 \$** **(47 651)\$**

Résultat de base par action [note 11 v]] **0,79 \$** **(0,97)\$**

Résultat dilué par action [note 11 v]] **0,69 \$** **(0,97)\$**

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS DU RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 mars (en milliers de dollars)

	2010	2009
Bénéfice net (perte nette) de l'exercice	38 497 \$	(47 651)\$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts et taxes		
Variation nette des pertes latentes à la conversion des comptes des établissements étrangers autonomes	(19 138)	(5 847)
Résultat étendu de l'exercice	19 359 \$	(53 498)\$

ÉTATS DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Aux 31 mars et pour les exercices terminés à ces dates (en milliers de dollars)

	2010	2009
Actions ordinaires au début de l'exercice	183 619 \$	111 142 \$
Actions émises [note 11]	5 306	77 080
Actions annulées [note 11]	(171)	(1 461)
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme [note 12]	(11 691)	(15 027)
Libération d'actions ordinaires dont les droits sont acquis, achetées par le fonds de fiducie pour les avantages sociaux des employés [note 12]	12 997	7 386
Prêts nets destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	(4 369)	4 499
Actions ordinaires à la fin de l'exercice	185 691	183 619
Surplus d'apport au début de l'exercice	44 383	34 024
Prime au rachat d'actions ordinaires [note 11]	(240)	(2 466)
Rémunération à base d'actions [note 12]	8 958	11 506
Prêts nets destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	4 250	1 319
Surplus d'apport à la fin de l'exercice	57 351	44 383
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	160 868	222 597
Bénéfice net (perte nette) de l'exercice	38 497	(47 651)
Dividendes	(5 358)	(14 078)
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	194 007	160 868
Cumul des autres éléments du résultat étendu au début de l'exercice	(16 166)	(10 319)
Autres éléments du résultat étendu	(19 138)	(5 847)
Cumul des autres éléments du résultat étendu à la fin de l'exercice	(35 304)	(16 166)
Capitaux propres	401 745 \$	372 704 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 mars (en milliers de dollars)

2010

2009

Activités d'exploitation

Bénéfice net (perte nette) de l'exercice	38 497 \$	(47 651)\$
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement	7 609	8 994
Charge d'impôts futurs	2 611	13 257
Charge de rémunération à base d'actions	23 986	17 465
Gain découlant de la cession de titres de papier commercial adossé à des actifs et rajustements à la juste valeur [note 7]	(5 481)	6 700
Dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels	—	31 524
Variations des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Augmentation des titres détenus	(230 407)	(41 688)
(Augmentation) diminution des débiteurs	(950 349)	347 389
Juste valeur de l'actif net d'Intelli [note 17]	5 837	—
Augmentation (diminution) des impôts sur les bénéfices à payer	27 842	(9 515)
Augmentation des titres vendus à découvert	285 809	65 417
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	886 425	(219 132)
Flux de trésorerie d'exploitation	92 379	172 760

Activités de financement

Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme	(11 691)	(15 027)
Remboursement d'une dette subordonnée	(10 000)	—
Dividendes versés en espèces	(5 358)	(13 457)
Émission d'actions dans le cadre des régimes de rémunération à base d'actions	5 306	12 945
Augmentation des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	(119)	5 818
Rachat de capital social	(411)	(3 927)
Émission d'actions au comptant	—	66 462
Flux de trésorerie de financement	(22 273)	52 814

Activités d'investissement

Achat de matériel et améliorations locatives	(1 737)	(13 024)
Acquisition d'Intelli [note 17]	(7 036)	—
Produit tiré de la cession d'un placement dans des titres de papier commercial adossé à des actifs [note 7]	54 413	(12 152)
Achat d'un placement dans des titres de papier commercial adossé à des actifs [note 7]	(14 470)	—
Flux de trésorerie d'investissement	31 170	(25 176)

Incidence du change sur les soldes de trésorerie (24 432) 4 564

Augmentation de la situation de trésorerie	76 844	204 962
Situation de trésorerie au début de l'exercice	625 573	420 611
Situation de trésorerie à la fin de l'exercice	702 417 \$	625 573 \$

La situation de trésorerie comprend les éléments suivants :

Trésorerie et équivalents de trésorerie	731 852 \$	701 173 \$
Dette bancaire	(29 435)	(75 600)
	702 417 \$	625 573 \$

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

Intérêts payés	2 331 \$	11 039 \$
Impôts sur les bénéfices payés	3 603	6 112

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

AUX 31 MARS 2010 ET 2009 ET POUR LES EXERCICES TERMINÉS À CES DATES (EN MILLIERS DE DOLLARS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)

Par l'entremise de ses principales filiales, Financière Canaccord Inc. (auparavant Canaccord Capital Inc.) (la Société), courtier en valeurs mobilières de plein exercice indépendant et de premier plan au Canada, mène des activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et aux États-Unis. La Société exerce ses activités dans les deux principaux secteurs de l'industrie des valeurs mobilières : les Marchés des capitaux et les Services aux particuliers. Ensemble, ces activités offrent une vaste gamme de produits de placement complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés à la clientèle de la Société composée de particuliers, d'institutions et de sociétés.

Les activités de la Société sont cycliques, et les produits et le bénéfice connaissent de grandes variations d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les activités de la Société sont touchées par la situation générale sur les marchés des actions et des obligations nord-américains et européens, y compris les variations saisonnières.

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Mode de présentation et périmètre de consolidation

Les présents états financiers consolidés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Les états financiers consolidés incluent les comptes de la Société, de ses filiales et des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) dont la Société est le principal bénéficiaire.

La Société consolide les EDDV conformément aux directives de la note d'orientation concernant la comptabilité 15 (NOC-15), *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables*, de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA). La NOC-15 définit une EDDV comme une entité dont les investissements en instruments de capitaux propres à risque ne sont pas suffisants pour lui permettre de financer ses activités sans un soutien financier subordonné additionnel ou dont les détenteurs des investissements en instruments de capitaux propres à risque ne réunissent pas les caractéristiques d'une participation financière conférant le contrôle. L'entreprise qui consolide une EDDV est appelée le principal bénéficiaire de cette dernière. Une entreprise doit consolider une EDDV lorsqu'elle détient un droit variable qui l'amènera à assumer la majorité des pertes prévues de l'entité ou à recevoir la majorité des rendements résiduels prévus de l'entité.

La Société a constitué un fonds de fiducie pour les avantages sociaux des employés [note 12] afin de remplir ses obligations envers ses employés, qui découlent du régime de rémunération à base d'actions. Le fonds de fiducie pour les avantages sociaux des employés a été consolidé conformément à la NOC-15, puisqu'il satisfait à la définition d'une EDDV et qu'une filiale de la Société est le principal bénéficiaire du fonds de fiducie.

Toutes les opérations et tous les soldes intersociétés importants ont été éliminés.

Utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation des états financiers selon les PCGR du Canada exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants constatés des actifs et des passifs et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date du bilan, ainsi que sur les montants constatés des produits et des charges de la période. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les estimations importantes comprennent les impôts sur les bénéfices, les pertes fiscales disponibles pour les reports en avant, les passifs éventuels, la juste valeur des placements dans des titres de papier commercial adossé à des actifs (PCAA), la rémunération à base d'actions, la provision pour créances douteuses et la juste valeur des instruments financiers.

Instruments financiers

La Société classe les instruments financiers dans l'une des catégories suivantes selon le chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation» : détenus à des fins de transaction, détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances, disponibles à la vente et autres passifs financiers.

Les actifs et passifs financiers classés comme détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur, les gains et pertes latents en découlant étant constatés dans le bénéfice net. Selon le chapitre 3855, une entité peut désigner tout instrument financier comme détenu à des fins de transaction au moment de la comptabilisation initiale ou de l'adoption de cette norme, même si cet instrument ne répondait pas autrement à la définition d'instrument détenu à des fins de transaction, comme le précise le chapitre 3855, pourvu que la juste valeur puisse être établie de façon fiable. Les instruments financiers de la Société

classés comme détenus à des fins de transaction comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les titres détenus et vendus à découvert, les placements dans des titres de PCAA, les contrats de change à terme et les bons de souscription de courtiers.

Les actifs disponibles à la vente sont généralement évalués à la juste valeur, et la différence entre la juste valeur et le coût après amortissement est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts et taxes, jusqu'à ce que les actifs soient vendus, auquel moment la différence est comptabilisée dans le bénéfice net de l'exercice. Les placements dans des instruments de capitaux propres classés comme disponibles à la vente qui n'ont pas de valeur à la cote sur un marché actif sont évalués au coût. Les baisses de valeur durables des actifs financiers disponibles à la vente sont constatées dans le bénéfice net. Le placement de la Société décrit à la note 6 est classé comme disponible à la vente et est évalué au coût.

Les actifs et passifs financiers classés comme prêts et créances, détenus jusqu'à leur échéance, et les autres passifs financiers sont évalués au coût après amortissement. La Société classe les débiteurs comme prêts et créances, et la dette bancaire, les créditeurs et charges à payer et la dette subordonnée, comme autres passifs financiers. La valeur comptable des prêts et créances et des autres passifs financiers se rapproche de leur juste valeur.

Les instruments financiers de la Société sont comptabilisés à la date de transaction. Les coûts de transaction relatifs aux instruments financiers de la Société sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les dépôts en espèces, les titres de papier commercial et les acceptations bancaires ayant une échéance de moins de trois mois à partir de la date d'achat.

Titres détenus et titres vendus à découvert

Les titres détenus et les titres vendus à découvert sont constatés à la juste valeur d'après le cours du marché sur un marché actif ou selon un modèle d'évaluation s'il n'y a pas de cours disponible. Les gains et pertes latents sont présentés dans les résultats. Certains titres détenus ont été donnés en garantie pour les opérations d'emprunt de titres.

Prêt et emprunt de titres

Les titres empruntés et les titres prêtés sont comptabilisés au montant des garanties au comptant livrées et reçues dans le cadre des opérations. Les opérations d'emprunt de titres exigent que la Société dépose une somme au comptant, des lettres de crédit ou une autre garantie auprès du prêteur. Pour les titres prêtés, la Société reçoit une garantie sous la forme d'une somme au comptant ou sous une autre forme dont le montant est généralement supérieur à la valeur du marché des titres prêtés. La Société surveille chaque jour la juste valeur des titres empruntés et prêtés par rapport à la garantie au comptant et, le cas échéant, elle peut exiger que les contreparties déposent une garantie additionnelle ou elle peut remettre une partie de la garantie déposée pour s'assurer que ces opérations sont assorties d'une sûreté suffisante.

Constataion des produits

Les produits des commissions se composent de produits générés par les services de courtage à commission, constatés à la date de l'opération, et la vente de produits et services tarifés, constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les gains et les pertes réalisés et latents sur les valeurs achetées aux fins des opérations liées aux clients sont présentés comme des pertes de facilitation nettes et comptabilisés déduction faite des produits des commissions.

Les produits tirés des services de financement des sociétés comprennent les honoraires de prise ferme, les honoraires de gestion et de consultation, et les commissions gagnées sur les opérations de financement de sociétés. Les produits tirés des prises fermes, des fusions et des acquisitions et des autres opérations de financement de sociétés sont comptabilisés lorsque l'opération sous-jacente est pratiquement terminée aux termes du mandat et que les produits correspondants peuvent être raisonnablement établis. Les honoraires de gestion et de consultation sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste consistent en produits gagnés dans le cadre des opérations de négociation de capital et sont constatés à la date de l'opération.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les intérêts créditeurs sont constitués de l'intérêt gagné sur les comptes sur marge des particuliers, de l'intérêt gagné sur les soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de la Société et de l'intérêt net gagné sur les espèces livrées à l'appui des activités d'emprunt de titres. Les intérêts créditeurs sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

La Société a introduit des frais d'administration pour le régime enregistré au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2010. Le revenu tiré de ces frais est reçu d'avance pour une période d'un an et est reporté et constaté dans les produits lorsqu'il est gagné selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Matériel et améliorations locatives

Le matériel et les améliorations locatives sont comptabilisés au coût moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est comptabilisé comme suit :

Matériel informatique	30 %, solde dégressif
Mobilier et matériel	20 %, solde dégressif
Améliorations locatives	Méthode linéaire, sur la durée des baux respectifs

Conversion des opérations en devises et des comptes des filiales étrangères

La monnaie de fonctionnement de la Société est le dollar canadien. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les actifs et les passifs non monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens aux taux historiques.

Les actifs et les passifs des filiales étrangères autonomes ayant une autre monnaie de fonctionnement que le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur à la date du bilan, et les produits et charges sont convertis aux taux de change moyens en vigueur pendant la période. Les gains latents ou pertes latentes découlant de la conversion des filiales étrangères sont constatés dans le cumul des autres éléments du résultat étendu.

Les produits et les charges sont convertis au taux de change moyen en vigueur durant la période. Les gains et les pertes de change sont inclus dans les résultats de la période où ils surviennent.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices sont comptabilisés selon la méthode axée sur le bilan. Cette méthode exige que les impôts sur les bénéfices reflètent l'incidence fiscale future prévue des écarts temporaires entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur valeur fiscale. Les actifs et passifs d'impôts futurs sont calculés pour chaque écart temporaire aux taux censés être en vigueur lorsque les actifs ou passifs seront réglés. Une provision pour moins-value est établie, au besoin, pour ramener l'actif d'impôts futurs à un montant dont la réalisation est jugée plus probable qu'improbable.

Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net (la perte nette) de l'exercice par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation. Le résultat dilué par action reflète l'effet dilutif des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis, l'engagement à l'égard de l'émission d'actions en rapport avec les régimes de rémunération à base d'actions, les actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par le fonds de fiducie pour les avantages sociaux des employés, et l'engagement à l'égard de l'émission d'actions dans le cadre du régime d'intéressement à long terme basé sur la méthode du rachat d'actions. La méthode du rachat d'actions détermine le nombre d'actions ordinaires additionnelles en supposant que le nombre d'actions que la Société a attribué aux employés a été émis.

Régime de retraite

La Société offre à ses employés actifs un régime de retraite à cotisations déterminées. Ce régime est offert à certains employés administratifs après une période déterminée de service. La Société est tenue de verser une contribution égale aux cotisations des employés jusqu'à concurrence d'un certain pourcentage maximal du salaire de base des employés. Les coûts du régime à cotisations déterminées représentant la contribution obligatoire de la Société sont imputés aux résultats de l'exercice. La charge pour l'exercice s'est établie à 0,4 million \$ (0,8 million \$ en 2009).

La Société offrait auparavant un régime fin de carrière à prestations déterminées à certains membres du personnel administratif. Le régime est fermé et compte 22 membres actifs et à la retraite. L'actif du régime, les obligations au titre des prestations constituées et la charge de retraite correspondante de la Société n'ont pas une incidence importante sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

Régimes de rémunération à base d'actions

La rémunération à base d'actions correspond aux coûts liés aux attributions à base d'actions octroyées aux employés. La Société utilise la méthode de la juste valeur pour comptabiliser ces attributions. Selon cette méthode, la Société évalue la juste valeur des attributions à base d'actions à la date d'attribution et comptabilise les coûts à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable avec une augmentation correspondante du surplus d'apport. Lorsque l'acquisition des droits dépend également de critères de rendement, les coûts sont comptabilisés sur la période d'acquisition des droits en fonction du taux d'atteinte des critères de rendement. Les coûts sont comptabilisés de façon graduelle. Lorsque les droits sont acquis, le surplus d'apport est réduit du montant applicable et le capital social est augmenté du même montant.

Prises de position comptables récentes

Regroupements d'entreprises et états financiers consolidés

En janvier 2009, l'ICCA a publié une nouvelle norme comptable, soit le chapitre 1582 du *Manuel de l'ICCA*, «Regroupements d'entreprises», en remplacement de l'ancien chapitre 1581, «Regroupements d'entreprises». Cette norme harmonise les lignes directrices canadiennes avec la Norme internationale d'information financière (IFRS) 3, «Regroupements d'entreprises». Elle exige que les évaluations à la juste valeur soient davantage utilisées, que les coûts de transaction soient passés en charges et que d'autres informations soient présentées par voie de notes dans les états financiers. Elle fournit également des lignes directrices sur la constatation et l'évaluation des écarts d'acquisition acquis dans le cadre du regroupement d'entreprises. La Société doit appliquer cette norme de manière prospective pour les regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition sera le 1^{er} avril 2011 ou une date ultérieure.

De plus, l'ICCA a publié le chapitre 1601 du *Manuel de l'ICCA*, «États financiers consolidés», et le chapitre 1602, «Participations ne donnant pas le contrôle», qui remplacent le chapitre 1600, «États financiers consolidés». Le chapitre 1601 du *Manuel de l'ICCA* reprend les lignes directrices du chapitre 1600, sauf en ce qui concerne les normes relatives à la comptabilisation des participations de donnant pas le contrôle, qui font l'objet d'un chapitre distinct, soit le chapitre 1602. Le chapitre 1602 vise essentiellement à harmoniser les normes canadiennes avec la norme International Accounting Standard (IAS) 27 révisée, *États financiers consolidés et individuels*. Cette norme canadienne établit les lignes directrices relatives à la comptabilisation d'une participation ne donnant pas le contrôle dans une filiale dans les états financiers consolidés par suite d'un regroupement d'entreprises. La Société devra se conformer à ces deux normes à compter du 1^{er} avril 2011.

La Société a adopté de manière anticipée les trois normes également pour l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity (Genuity) [note 19 i)], à compter du 1^{er} avril 2010. On s'attend à ce que l'incidence de l'adoption de ces normes soit importante pour la Société, mais elle ne pouvait être établie au 31 mars 2010.

Normes internationales d'information financière

Le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada a confirmé que l'utilisation des IFRS serait exigée à compter de 2011 pour les entreprises à but lucratif ayant une obligation publique de rendre des comptes. Les IFRS remplaceront les PCGR du Canada auxquels se conforme actuellement la Société. L'adoption de ces normes vise à améliorer la comparaison de l'information financière entre les pays et la transparence. La Société sera tenue de commencer à présenter ses informations financières selon les IFRS pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012 et devra fournir les informations selon les IFRS pour les périodes correspondantes présentées.

La Société évalue actuellement l'incidence potentielle des IFRS sur ses états financiers consolidés. Il s'agit d'un processus permanent car le Conseil des normes comptables internationales (CNCI) et le CNC continuent d'émettre de nouvelles normes et recommandations. Le rendement financier et la situation financière consolidés de la Société présentés dans les états financiers actuels selon les PCGR du Canada peuvent différer de manière importante lorsqu'ils sont présentés conformément aux IFRS. Certaines différences notables relevées entre les IFRS et les PCGR du Canada auront une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

2. MODIFICATION DE CONVENTIONS COMPTABLES

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

L'ICCA a publié une nouvelle norme comptable, soit le chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*, «Écarts d'acquisition et actifs incorporels», qui précise les critères pour la comptabilisation des dépenses à titre d'actifs incorporels et donne des directives supplémentaires sur la comptabilisation et l'évaluation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels générés en interne. La Société a adopté le chapitre 3064 en date du 1^{er} avril 2009. L'adoption de cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés.

Instruments financiers – informations à fournir

Le CNC a modifié le chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA*, «Instruments financiers – informations à fournir», afin d'accroître les exigences d'information concernant les évaluations à la juste valeur et la liquidité des instruments financiers. La Société a adopté ces nouvelles modifications au cours de l'exercice 2010 et cette information est incluse à la note 4.

Constataion des produits

La Société a introduit des frais d'administration pour le régime enregistré au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2010. Le revenu tiré de ces frais est reçu d'avance pour une période d'un an et est reporté et constaté dans les produits lorsqu'il est gagné selon la méthode de l'amortissement linéaire.

3. TITRES DÉTENUS ET TITRES VENDUS À DÉCOUVERT

	2010		2009	
	Titres détenus	Titres vendus à découvert	Titres détenus	Titres vendus à découvert
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	282 686 \$	342 916 \$	86 069 \$	72 315 \$
Actions et débetures convertibles	79 098	21 221	47 622	7 111
Placement dans des titres de PCAA [note 7]	971	—	—	—
	362 755 \$	364 137 \$	133 691 \$	79 426 \$

Au 31 mars 2010, les titres de créance de sociétés et de gouvernements arrivaient à échéance de 2010 à 2060 (de 2009 à 2049 au 31 mars 2009) et portaient intérêt à des taux allant de 0,50 % à 14,00 % (de 3,00 % à 10,75 % au 31 mars 2009).

4. INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cours normal des affaires, la Société est exposée au risque de crédit, au risque d'illiquidité et au risque de marché, qui comprend le risque de juste valeur, le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte associé à l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Le risque de crédit est lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux montants nets à recevoir des clients et des courtiers en valeurs mobilières et aux autres débiteurs. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit, compte non tenu de toute garantie détenue ou de tout rehaussement de crédit, correspond à la valeur comptable des instruments financiers présentée dans les états financiers consolidés aux 31 mars 2010 et 2009.

Le risque de crédit découle surtout des activités de négociation pour les particuliers et des comptes sur marge des particuliers. Afin de réduire au minimum son exposition, la Société applique certaines normes en matière de solvabilité et certaines limites quant aux opérations, et elle exige le règlement au comptant des opérations sur titres ou le règlement à la livraison. Les opérations sur marge sont garanties par les titres dans les comptes de clients conformément aux limites établies par les organismes de réglementation pertinents et sont soumises aux procédés d'examen du crédit et de contrôle quotidien de la Société. La direction surveille la recouvrabilité des débiteurs et évalue le montant de la provision pour créances douteuses. La politique de la Société exige qu'elle établisse une provision à l'égard des soldes non garantis réputés irrécouvrables. Au 31 mars 2010, la provision pour créances douteuses était de 11,6 millions \$ (13,6 millions \$ au 31 mars 2009).

La Société court aussi le risque que les contreparties aux opérations ne remplissent pas leurs obligations. Les contreparties sont composées surtout de courtiers en valeurs mobilières, d'agences de compensation, de banques et d'autres institutions financières. La Société ne se fie pas entièrement aux notes attribuées par les agences de notation de crédit pour évaluer les risques de contrepartie. La Société atténue le risque de crédit en effectuant ses propres évaluations diligentes des contreparties, en obtenant et en analysant l'information concernant la structure des instruments financiers, et en demeurant au fait des nouveautés dans le marché. La Société gère également ce risque en imposant à chaque contrepartie des limites de position individuelle et de position collective, en surveillant le respect de ces limites, en effectuant des examens de crédit réguliers afin d'évaluer la solvabilité, en examinant la concentration des titres et des emprunts, en détenant et en évaluant à la valeur du marché la garantie de certaines opérations et en agissant par l'entremise d'organismes de compensation offrant des garanties d'exécution.

Aux 31 mars 2010 et 2009, la concentration la plus importante de la Société par type de contrepartie était auprès d'institutions financières et de clients institutionnels. La direction est d'avis que cette concentration se fait dans le cours normal des affaires et elle ne prévoit aucune perte pour non-exécution.

Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité représente le risque que la Société ne puisse satisfaire à la demande de liquidités ou s'acquitter de ses obligations à mesure qu'elles arrivent à échéance. La direction de la Société est responsable de passer en revue les sources de liquidités afin de s'assurer que les fonds sont rapidement disponibles pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles arrivent à échéance, et de s'assurer qu'elle dispose de fonds suffisants pour soutenir ses stratégies commerciales et la croissance de ses activités. En raison de ses activités, la Société est tenue de détenir des capitaux aux fins de l'exploitation et de la réglementation. Les actifs à court terme figurant au bilan de la Société sont très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les débiteurs sont garantis par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et des agents et à payer à ceux-ci ont trait à des opérations ouvertes à court terme, qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de trois jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre d'opérations qui peuvent être conclues sur demande en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients. Des renseignements supplémentaires sur les objectifs de la direction en matière de structure du capital et de gestion du capital figurent à la note 15.

Le tableau ci-après présente les échéances contractuelles des passifs financiers détenus par la Société au 31 mars 2010.

<i>Passif financier</i>	<i>Valeur comptable</i>	<i>Échéance contractuelle</i>
Dette bancaire	29 435 \$	Remboursable à vue
Créditeurs et charges à payer	2 308 146	Remboursable à moins d'un an
Impôts sur les bénéfices à payer	5 385	Remboursable à moins d'un an
Dette subordonnée	15 000	Remboursable à vue*

* Sous réserve de l'approbation de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur des instruments financiers fluctue en raison des variations des cours du marché. La Société répartit le risque de marché entre trois catégories : le risque lié à la juste valeur, le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

Risque lié à la juste valeur

Lorsqu'elle participe à des activités de prise ferme, la Société peut subir des pertes si elle ne réussit pas à revendre les titres qu'elle s'est engagée à acheter ou si elle est forcée de liquider son engagement en dessous du prix d'achat convenu. La Société est également exposée au risque lié à la juste valeur du fait de ses activités de négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe à titre de contrepartiste. Les titres détenus à des fins de transaction sont évalués aux cours du marché, et les variations de la juste valeur influent sur les résultats au fur et à mesure qu'elles surviennent. Le risque lié à la juste valeur

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

découle également de la possibilité que les fluctuations des prix du marché influent sur la valeur des titres que la Société détient à titre de garanties des comptes sur marge de particuliers. La Société réduit son exposition au risque lié à la juste valeur au moyen de contrôles visant à limiter les niveaux de concentration et l'utilisation de capitaux dans ses comptes de négociation de stocks, ainsi que de procédés de contrôle des comptes sur marge.

Le tableau ci-après présente l'incidence des variations de la juste valeur des instruments financiers sur le bénéfice net (la perte nette) au 31 mars 2010. Cette analyse suppose que toutes les autres variables demeurent constantes. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité à la juste valeur correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

Instrument financier	31 mars 2010			31 mars 2009		
	Valeur comptable	Incidence d'une augmentation de 10 % de la juste valeur sur le bénéfice net	Incidence d'une diminution de 10 % de la juste valeur sur le bénéfice net	Valeur comptable	Incidence d'une augmentation de 10 % de la juste valeur sur le bénéfice net	Incidence d'une diminution de 10 % de la juste valeur sur le bénéfice net
Actions et débetures convertibles détenues	80 069 \$	2 100 \$	(2 100)\$	47 622 \$	1 356 \$	(1 356)\$
Actions et débetures convertibles vendues à découvert	21 221	(557)	557	7 111	(202)	202
Placement ¹	5 000	s. o.	(262)	5 000	s. o.	(285)

1) Le placement [note 6] est classé comme disponible à la vente et est comptabilisé au coût puisque le cours de marché n'est pas disponible, de sorte que les variations temporaires du cours du marché du placement n'ont pas d'incidence sur les autres éléments du résultat étendu. Toute diminution durable de la valeur du placement est constatée dans le bénéfice net (la perte nette). Le tableau présente l'incidence qu'une réduction de 10 % de la valeur du placement aurait sur le bénéfice net (la perte nette).

Une hiérarchie des justes valeurs qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations à la juste valeur de divers instruments financiers est présentée ci-dessous. La hiérarchie se compose des niveaux suivants : le niveau 1 fait appel à des données fondées sur les cours; le niveau 2, à des données observables autres que les cours; et le niveau 3, à des données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

	Juste valeur estimative			
	31 mars 2010	31 mars 2010		
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	731 852 \$	731 852 \$	— \$	— \$
Titres détenus ¹	362 755	358 621	3 163	971
Titres vendus à découvert	364 137	364 137	—	—

1) Les titres détenus comprennent un placement dans des titres de PCAA de 971 \$ et des bons de souscription de courtiers de 3 163 \$.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt découle de la possibilité que des variations de taux d'intérêt influent sur la juste valeur ou sur les flux de trésorerie futurs des instruments financiers détenus par la Société. La Société est exposée au risque de taux d'intérêt associé à ses propres soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à sa dette bancaire, au montant net des soldes de clients et aux montants nets des soldes des courtiers en valeurs mobilières, ainsi qu'à sa dette subordonnée. La Société tente de limiter et de surveiller son exposition au risque de taux d'intérêt au moyen d'une analyse quantitative de ses positions nettes dans des titres à revenu fixe, des soldes de clients, de ses activités de prêt et d'emprunt de titres et des emprunts à court terme. La Société ne couvre pas son exposition au risque de taux d'intérêt parce qu'elle est d'avis qu'il est minime.

L'échéance de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est inférieure à trois mois. Les soldes nets des débiteurs (créditeurs) des clients donnent lieu à un produit (une charge) au titre des intérêts fondé sur un taux d'intérêt variable. La dette subordonnée porte intérêt au taux préférentiel majoré de 4 %, payable mensuellement.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Le tableau suivant présente l'incidence qu'une augmentation ou une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur les soldes au 31 mars 2010 aurait sur le bénéfice net pour l'exercice terminé à cette date. Les fluctuations de taux d'intérêt n'ont pas d'incidence sur les autres éléments du résultat étendu. Cette analyse de sensibilité suppose que toutes les autres variables sont constantes. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité aux taux d'intérêt correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

	31 mars 2010			31 mars 2009		
	Valeur comptable	Incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le bénéfice net	Incidence d'une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur le bénéfice net	Valeur comptable	Incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le bénéfice net	Incidence d'une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur le bénéfice net
Trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite de la dette bancaire	702 417 \$	3 686 \$	(3 686)\$	625 573 \$	3 563 \$	(3 563)\$
Titres de créance de sociétés et de gouvernements détenus	282 686	1 483	(1 483)	86 069	490	(490)
Titres de créance de sociétés et de gouvernements vendus à découvert	(342 916)	(1 799)	1 799	(72 315)	(411)	411
Créditeurs des clients, montant net	(684 812)	(3 593)	(2 331)	635 025	(3 617)	(592)
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	475 220	2 493	(2 493)	397 011	2 261	(2 261)
Montant à payer aux courtiers en valeurs mobilières, montant net	(17 187)	(1 002)	50	87 507	(889)	177
Dette subordonnée	(15 000)	(79)	79	25 000	(142)	142

Risque de change

Le risque de change découle de la possibilité que toute fluctuation du cours des monnaies étrangères entraîne des pertes. Le principal risque de change auquel la Société est exposée découle de son placement dans ses filiales des États-Unis et du Royaume-Uni. Ces filiales sont considérées comme autonomes et, par conséquent, leurs comptes sont convertis selon la méthode du cours de clôture. Toute fluctuation du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la livre sterling entraînera une variation des gains latents (pertes latentes) à la conversion des comptes des établissements étrangers autonomes, constatée dans le cumul des autres éléments du résultat étendu.

L'ensemble des filiales peuvent aussi détenir des instruments financiers en monnaies autres que leur monnaie de fonctionnement, et, par conséquent, toute fluctuation des taux de change aura une incidence sur les gains et les pertes de change.

Le tableau ci-dessous présente l'incidence qu'une variation de 10 % de la valeur des monnaies étrangères aurait sur le bénéfice net (la perte nette) et sur les autres éléments du résultat étendu, si l'exposition à ces monnaies étrangères était importante. L'analyse suppose que toutes les autres variables demeurent constantes. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité aux taux de change correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

Au 31 mars 2010 :

Monnaie	Incidence d'une augmentation de 10 % du taux de change sur le bénéfice net	Incidence d'une diminution de 10 % du taux de change sur le bénéfice net	Incidence d'une augmentation de 10 % du taux de change sur les autres éléments du résultat étendu	Incidence d'une diminution de 10 % du taux de change sur les autres éléments du résultat étendu
Dollar américain	(3 611)\$	3 611 \$	8 737 \$	(8 737)\$
Livre sterling	(275)	275	6 320	(6 320)

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Au 31 mars 2009 :

<i>Monnaie</i>	<i>Incidence d'une augmentation de 10 % du taux de change sur le bénéfice net</i>	<i>Incidence d'une diminution de 10 % du taux de change sur le bénéfice net</i>	<i>Incidence d'une augmentation de 10 % du taux de change sur les autres éléments du résultat étendu</i>	<i>Incidence d'une diminution de 10 % du taux de change sur les autres éléments du résultat étendu</i>
Dollar américain	(5 521)\$	5 521 \$	2 029 \$	(2 029)\$
Livre sterling	57	(57)	14 644	(14 644)

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est dérivée de la valeur des actifs sous-jacents, des taux d'intérêt, des indices ou des taux de change.

Contrats de change à terme

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer le risque de change lié aux règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est minime en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance. Les gains et les pertes réalisés et latents qui ont trait à ces contrats sont constatés dans le bénéfice net (la perte nette) au cours de la période visée.

Les contrats à terme en cours au 31 mars 2010 étaient les suivants :

	<i>Notionnel (en millions \$ US)</i>	<i>Cours moyen (\$ CA / \$ US)</i>	<i>Échéance</i>	<i>Juste valeur (en millions \$ US)</i>
Pour vendre des dollars américains	8,3 \$	1,02 \$	6 avril 2010	0,0 \$
Pour acheter des dollars américains	17,0	1,02	6 avril 2010	0,0

Les contrats à terme en cours au 31 mars 2009 étaient les suivants :

	<i>Notionnel (en millions \$ US)</i>	<i>Cours moyen (\$ CA / \$ US)</i>	<i>Échéance</i>	<i>Juste valeur (en millions \$ US)</i>
Pour vendre des dollars américains	6,00 \$	1,26 \$	3 avril 2009	0,0 \$
Pour acheter des dollars américains	4,30	1,26	3 avril 2009	0,0

Contrats à terme sur obligations

La Société est partie à des contrats à terme standardisés qui sont des contrats d'achat ou de vente de montants standardisés d'indices obligataires, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles d'appel de marge au comptant quotidiens. La Société négocie des contrats à terme standardisés afin d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque de courbe de rendement et le risque d'illiquidité. Le notionnel des contrats à terme standardisés en cours au 31 mars 2010 s'élevait à 96,9 millions \$ (néant en 2009). La juste valeur de ces contrats à terme sur obligations est négligeable.

Le risque de crédit des contrats à terme sur obligations est minime car la contrepartie de chaque contrat négocié est une chambre de compensation qui agit à titre de tiers qui apparie les opérations et recouvre et maintient les marges.

Prêt et emprunt de titres

La Société exerce des activités de prêt et d'emprunt de titres principalement pour faciliter le processus de règlement des titres. Ces arrangements sont généralement à court terme, des intérêts étant reçus lorsque les espèces sont livrées et des intérêts étant versés lorsque les espèces sont reçues. Ces opérations sont entièrement garanties et sont assujetties quotidiennement à des appels de marge pour combler toute insuffisance entre la valeur marchande du titre donné et la somme reçue en garantie. Ces

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

opérations sont garanties par des espèces ou des titres, y compris des bons du Trésor et des obligations gouvernementales, et sont constatées dans les débiteurs et les créditeurs. La Société gère son risque de crédit en établissant des limites globales par client pour ces opérations et en surveillant le respect de ces limites. L'intérêt gagné sur les garanties en espèces est fondé sur un taux variable. Au 31 mars 2010, les taux variables sur les actions et les obligations étaient respectivement de 0,00 % à 0,049 % et de 0,00 % (respectivement de 0,18 % et 0,30 % au 31 mars 2009).

	<i>Espèces</i>		<i>Titres</i>	
	<i>Prêtées ou livrées en garantie</i>	<i>Empruntées ou reçues en garantie</i>	<i>Prêtés ou livrés en garantie</i>	<i>Empruntés ou reçus en garantie</i>
2010	135 690 \$	45 575 \$	50 703 \$	140 124 \$
2009	86 291	19 629	2 581	107 494

Facilités de crédit

Les filiales de la Société disposent de facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni pour un total de 411,4 millions \$. Ces facilités de crédit, constituées de prêts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2010, aucun solde n'était impayé sur les facilités de crédit.

Une filiale de la Société a également obtenu des lettres de crédit de soutien irrévocables garanties d'une institution financière d'un total de 2,3 millions \$ (2,3 millions \$ US) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à Boston, à New York et à San Francisco. En date des 31 mars 2010 et 2009, aucun solde n'était impayé en vertu de ces lettres de crédit de soutien.

Dette bancaire

La Société contracte des emprunts à vue ou des positions à découvert surtout pour faciliter le processus de règlement des titres pour ses propres opérations sur titres et pour celles des clients. La dette bancaire est garantie par des titres non réglés des clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2010, la Société avait un solde impayé de 29,4 millions \$ (75,6 millions \$ au 31 mars 2009). Le taux d'intérêt sur la dette bancaire est à un taux variable de 1,70 % au 31 mars 2010 (1,70 % au 31 mars 2009).

5. DÉBITEURS ET CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

Débiteurs

	<i>2010</i>	<i>2009</i>
Courtiers en valeurs mobilières	932 408 \$	331 930 \$
Clients	503 733	288 877
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	475 220	397 011
Divers	61 536	43 343
	1 972 924 \$	1 061 161 \$

Créditeurs et charges à payer

	<i>2010</i>	<i>2009</i>
Courtiers en valeurs mobilières	949 595 \$	419 437 \$
Clients	1 188 545	923 902
Divers	170 006	126 030
	2 308 146 \$	1 469 369 \$

Les créditeurs comprennent une somme de 475,2 millions \$ (397,0 millions \$ en 2009) due à des clients pour des soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie.

Les achats de titres des clients se font au comptant ou sur marge. Dans le cas des titres achetés sur marge, la Société accorde un prêt au client pour l'achat de titres, en prenant en garantie les titres achetés ou d'autres titres dans le compte du client. Les montants des prêts aux clients sont limités par les règlements sur les marges de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) et d'autres organismes de réglementation, et sont soumis aux procédés d'examen de crédit et de contrôle quotidien de la Société.

Les sommes à recevoir des clients ou à verser à ces derniers sont exigibles à la date de règlement de l'opération de négociation. Les prêts sur marge sont remboursables à vue et sont garantis par les actifs dans les comptes des clients. L'intérêt sur les prêts sur marge et sur les sommes dues aux clients est fondé sur un taux variable (respectivement de 5,25 % à 6,25 % et de 0,05 % à 0,00 % au 31 mars 2010, et respectivement de 5,50 % à 6,25 % et de 0,20 % à 0,00 % au 31 mars 2009).

6. PLACEMENT

	2010	2009
Disponible à la vente	5 000 \$	5 000 \$

La Société a investi 5 millions \$ dans une société en commandite dans le cadre de son initiative visant la mise en place d'un nouveau système de négociation parallèle. Le placement est comptabilisé au coût, car il n'a pas de valeur à la cote sur un marché actif.

7. PLACEMENT DANS DES TITRES DE PAPIER COMMERCIAL ADOSSÉ À DES ACTIFS

	2010	2009
Placement dans des titres de papier commercial adossé à des actifs	— \$	35 312 \$

En janvier 2009, la Société a reçu des billets de PCAA restructurés après la publication par la Cour supérieure de l'Ontario de l'ordonnance finale visant un plan d'arrangement en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada) (LACC) (le plan).

Dans sa version modifiée, le plan prévoyait une décharge déclaratoire qui est entrée en vigueur au moment de la mise en œuvre du plan et qui, au moment de la clôture du programme de secours de Canaccord, s'est traduite par l'abandon de toute réclamation existante ou à venir contre la Société à l'égard des titres de PCAA. Cette décharge est entrée en vigueur aux États-Unis en vertu du chapitre 15 du *Bankruptcy Code* des États-Unis.

Rien ne garantit que la validité ou l'efficacité de la décharge déclaratoire ne sera pas contestée dans le cadre de poursuites entamées contre la Société et des tiers. Si la décharge déclaratoire est considérée non valide ou inefficace, cela pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Le 21 décembre 2009, un jury d'audition de l'OCRCVM a accepté une entente de règlement entre le personnel de l'OCRCVM et Financière Canaccord Ltée concernant des questions entourant les titres de PCAA, qui a donné lieu à un règlement de 3,1 millions \$. Ce montant a été versé et passé en charges intégralement par la Société avant le 31 mars 2010.

La Société estime la juste valeur des titres de PCAA qu'elle détient en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus selon une approche fondée sur des pondérations probabilistes et selon les meilleures données disponibles à la date de présentation.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Au cours de l'exercice 2010, la Société a soit cédé son placement dans des titres de PCAA d'une valeur comptable de 49,1 millions \$, soit tiré un produit du remboursement de celui-ci pour un produit de 54,4 millions \$, ce qui s'est traduit par un gain de 5,3 millions \$, lequel est inclus dans les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste. Un ajustement à la juste valeur de 0,3 million \$ a aussi été inclus dans les produits tirés des activités de négociation.

Les hypothèses utilisées dans le cadre du modèle d'évaluation comprennent :

	<i>31 mars 2010</i>	<i>31 mars 2009</i>
Taux d'intérêt moyen pondéré	2,29 %	4,72 %
Taux d'actualisation moyen pondéré	6,08 %	6,83 %
Échéance des billets	18 ans	de 8 à 19 ans
Mauvaises créances	0 %	de 25 % à 100 %

Le tableau qui suit présente le sommaire des transactions touchant les titres de PCAA pendant l'exercice terminé le 31 mars 2010 :

	<i>Montant</i>
Solde au 31 mars 2009	35 312 \$
Achats dans le cadre du programme de secours à l'intention des clients	14 470
Remboursements, montant net	(2 366)
Cession d'un placement	(46 743)
Rajustement à la juste valeur	298
Solde au 31 mars 2010	971 \$

Le solde résiduel de 971 \$ du placement dans des titres de PCAA a été inclus dans les titres détenus au 31 mars 2010.

8. MATÉRIEL ET AMÉLIORATIONS LOCATIVES

	<i>Coût</i>	<i>Amortissement cumulé</i>	<i>Valeur comptable nette</i>
<i>2010</i>			
Matériel informatique	5 550 \$	4 676 \$	874 \$
Mobilier et matériel	26 490	16 014	10 476
Améliorations locatives	53 278	26 501	26 777
	85 318 \$	47 191 \$	38 127 \$
<i>2009</i>			
Matériel informatique	5 635 \$	4 155 \$	1 480 \$
Mobilier et matériel	26 805	14 094	12 711
Améliorations locatives	55 064	22 944	32 120
	87 504 \$	41 193 \$	46 311 \$

9. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Les actifs (passifs) d'impôts futurs se composent de ce qui suit :

	2010	2009
Actif :		
Règlements judiciaires	1 239 \$	1 845 \$
Produit constaté d'avance	452	—
Rémunération impayée	—	87
Prêts-subventions non amortis	4 907	4 040
Fraction non amortie du coût en capital du matériel et des améliorations locatives sur leur valeur comptable nette	1 559	1 671
Reports de pertes en avant	5 204	14 072
Frais d'émission d'actions	8	13
Régime d'intéressement à long terme	8 336	8 811
Dépréciation locative et loyer reporté	2 585	3 684
Divers	1 015	3 738
	25 305	37 961
Passif :		
Gain latent sur titres négociables	(866)	22
Charges reportées	(171)	(315)
Autres actifs incorporels	(321)	(321)
Placement dans une société en commandite	(268)	—
	(1 626)	(614)
Provision pour moins-value	(10 489)	(21 667)
Actifs d'impôts futurs	13 190 \$	15 680 \$

Les actifs d'impôts futurs sont constatés uniquement dans la mesure où, de l'avis de la direction, il est plus probable qu'improbable qu'ils se réaliseront.

Des filiales de la Société ont accumulé des pertes autres qu'en capital aux fins des impôts sur les bénéfices d'un total de 12,6 millions \$ (19,1 millions \$ en 2009). Ces pertes sont disponibles pour réduire le bénéfice imposable des exercices futurs. Ces pertes arrivent à échéance en 2023.

La charge d'impôts sur les bénéfices de la Société diffère du montant qui serait obtenu en appliquant le taux d'imposition fédéral et provincial combiné ou le taux d'imposition de l'État du fait des éléments qui suivent :

	2010	2009
Impôts sur les bénéfices au taux prévu par la loi	15 529 \$	(14 729)\$
Moins : recouvrement d'impôts provinciaux en vertu de l'International Finance Business Tax Refund Program	(371)	53
Moins : différence des taux d'imposition des administrations étrangères	295	(2 686)
Éléments non déductibles influant sur le calcul du revenu imposable	2 674	12 581
Divers	851	—
Variation de la provision pour moins-value	(5 834)	5 233
Charge d'impôts sur les bénéfices – exigibles et futurs	13 144 \$	452 \$

10. DETTE SUBORDONNÉE

2010 2009

Emprunt, intérêt payable mensuellement au taux préférentiel majoré de 4 % par année, remboursable à vue	15 000 \$	25 000 \$
---	-----------	-----------

L'emprunt est assujéti à un contrat de subordination et peut être remboursé uniquement avec l'autorisation préalable de l'OCRCVM. Au 31 mars 2010, la dette subordonnée portait intérêt au taux de 6,25 %.

11. ACTIONS ORDINAIRES

	2010		2009	
	Nombre d'actions		Nombre d'actions	
Capital social				
Actions ordinaires [note 19 i)]	254 553 \$	55 571 133	249 418 \$	55 092 844
Prêts destinés à l'achat d'actions dont les droits ne sont pas acquis	(35 280)	(4 475 468)	(30 911)	(2 674 529)
Actions détenues par le fonds de fiducie pour les avantages sociaux des employés	(33 582)	(3 201 274)	(34 888)	(3 075 300)
	185 691 \$	47 894 391	183 619 \$	49 343 015

Le capital social de Financière Canaccord Inc. se compose de ce qui suit :

i] Autorisé

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale

Nombre illimité d'actions privilégiées sans valeur nominale

ii] Émis et entièrement libéré

Actions ordinaires	Nombre d'actions	Montant
Solde au 31 mars 2008	47 835 051	173 799 \$
Actions émises au comptant	6 733 250	67 341
Actions émises dans le cadre du régime de rémunération à base d'actions [note 12]	849 615	9 739
Actions annulées	(325 072)	(1 461)
Solde au 31 mars 2009	55 092 844	249 418
Actions émises dans le cadre du régime de rémunération à base d'actions [note 12]	519 725	5 306
Actions annulées	(41 436)	(171)
Solde au 31 mars 2010	55 571 133	254 553 \$

Le 2 mai 2008, la Société a conclu un financement entièrement souscrit de 5 855 000 actions ordinaires à un prix de 10,25 \$ l'action pour un produit brut total de 60,0 millions \$. Le 22 mai 2008, les preneurs fermes ont exercé une option pour attribution excédentaire relative au financement en vue de l'achat d'un nombre additionnel de 878 250 actions ordinaires à un prix de 10,25 \$ l'action pour un produit brut de 9,0 millions \$. Les frais d'émission d'actions, déduction faite des impôts et des taxes, ont totalisé 1,6 million \$, ce qui est reflété dans le produit net ajouté au capital social.

Le 4 mars 2010, la Société a annoncé la conclusion d'une entente définitive visant l'acquisition de Genuity. Les actionnaires ont approuvé cette opération le 22 avril 2010, et l'acquisition a été conclue de 23 avril 2010. La Société a acquis la totalité de Genuity pour une contrepartie se composant de 26,5 millions d'actions ordinaires de Canaccord et d'une somme de 30 millions \$. Se reporter à la note 19 i] pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de cet événement postérieur à la date du bilan.

iii] Prime au rachat d'actions ordinaires

La prime au rachat d'actions ordinaires représente l'excédent du montant payé par la Société et ses filiales aux actionnaires au rachat de leurs actions sur la valeur comptable de ces actions au moment du rachat. La prime au rachat d'actions ordinaires a été imputée au surplus d'apport.

	<i>2010</i>	<i>2009</i>
Prix de rachat	411 \$	3 927 \$
Valeur comptable	(171)	(1 461)
Prime au rachat d'actions ordinaires	240 \$	2 466 \$

iv] Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires

La Société offre aux employés des prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires. Le solde des droits non acquis des prêts-subventions est présenté en réduction du capital social. Les prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires sont amortis sur la durée d'acquisition des droits. La différence entre les valeurs non acquises et non amorties est incluse dans le surplus d'apport.

v] Résultat par action

	<i>2010</i>	<i>2009</i>
Résultat de base par action		
Bénéfice net (perte nette) de l'exercice	38 497 \$	(47 651)\$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	48 698 163	48 929 259
Résultat de base par action	0,79 \$	(0,97)\$
Résultat dilué par action		
Bénéfice net (perte nette) de l'exercice	38 497 \$	(47 651)\$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	48 698 163	48 929 259
Effet dilutif des actions dont les droits ne sont pas acquis (nombre)	3 502 150	2 674 529
Effet dilutif des options sur actions (nombre)	29 855	—
Effet dilutif des actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par le fonds de fiducie pour les avantages sociaux des employés (nombre) [note 12]	3 137 411	2 416 746
Effet dilutif de l'engagement à l'égard de l'émission d'actions dans le cadre du régime d'intéressement à long terme (nombre) [note 12]	294 841	168 950
Nombre moyen pondéré rajusté d'actions ordinaires	55 662 420	54 189 484
Résultat dilué par action	0,69 \$	(0,97)\$

12. RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

Options sur actions

La Société attribue des options sur actions ordinaires de la Société à des administrateurs indépendants et à des hauts dirigeants. Les droits rattachés aux options sur actions attribuées à des administrateurs indépendants s'acquièrent sur une période de quatre ans et arrivent à échéance sept ans après la date d'attribution ou 30 jours après que le participant cesse d'être administrateur. Les droits rattachés aux options sur actions attribuées à des hauts dirigeants s'acquièrent sur une période de cinq ans et arrivent à échéance à la première des éventualités suivantes à survenir : a) sept ans après la date d'attribution; b) trois ans après le décès du porteur de l'option ou de tout autre événement mettant fin à son emploi; c) après l'annulation des actions visées par l'option du porteur dont les droits ne sont pas encore acquis, quelle qu'en soit la raison (à l'exception d'une retraite anticipée, mais y compris une démission sans qu'une entente de sortie officielle ne soit conclue ainsi qu'un congédiement); ou d) en cas de retraite anticipée, après qu'il ait été établi que le porteur de l'option a livré concurrence à la Société ou a violé des obligations de non-concurrence, de non-sollicitation ou de non-divulgateion. Le prix d'exercice est fondé sur la juste valeur marchande des actions ordinaires à la date d'attribution. Le prix d'exercice moyen pondéré des options sur actions était de 9,91 \$ au 31 mars 2010.

En mai 2009, la Société a attribué un total de 125 000 options sur actions à cinq administrateurs indépendants à un prix d'exercice de 7,21 \$ l'action. Les droits rattachés aux options sur actions s'acquièrent sur une période de quatre ans et arrivent à échéance sept ans après la date d'attribution ou 30 jours après que le participant cesse d'être administrateur.

En août 2009, les administrateurs indépendants de la Société ont approuvé l'attribution d'options sur actions à certains hauts dirigeants de la Société et de ses filiales. Un total de 2 099 993 options dont les droits s'acquièrent sur cinq ans ont été attribuées à un prix d'exercice de 9,47 \$ l'action.

Le tableau ci-dessous présente le sommaire des options sur actions de la Société aux 31 mars 2010 et 2009 et les variations survenues au cours des périodes terminées à ces dates.

	<i>Nombre d'options</i>	<i>Prix d'exercice moyen pondéré</i>
Solde au 31 mars 2008	125 000	23,13 \$
Attribuées	150 000	9,21
Échues	(50 000)	16,31
Solde au 31 mars 2009	225 000	15,37
Attribuées	2 224 993	9,34
Solde au 31 mars 2010	2 449 993	9,91 \$

Le tableau suivant présente le sommaire des options sur actions en cours au 31 mars 2010 :

<i>Options en cours</i>				<i>Options exerçables</i>	
<i>Fourchette des prix d'exercice</i>	<i>Nombre d'actions ordinaires</i>	<i>Durée contractuelle restante moyenne pondérée</i>	<i>Prix d'exercice moyen pondéré</i>	<i>Nombre d'options exerçables</i>	<i>Prix d'exercice moyen pondéré</i>
23,13 \$	100 000	1 an	23,13 \$	75 000	23,13 \$
7,21 – 9,48	2 349 993	3,84 ans	9,33	93 750	8,51
7,21 – 23,13 \$	2 449 993	3,72 ans	9,91 \$	168 750	15,01 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

La juste valeur de chaque option sur actions attribuée à l'exercice considéré a été évaluée à la date d'attribution au moyen du modèle de Black et Scholes selon les hypothèses suivantes :

	<i>Attribution – août 2009</i>	<i>Attribution – mai 2009</i>
Rendement de l'action	2,00 %	2,30 %
Volatilité prévue	44,00 %	44,00 %
Taux d'intérêt sans risque	2,45 %	2,45 %
Durée prévue	5 ans	5 ans

Le modèle d'évaluation des options exige le recours à des hypothèses hautement subjectives, y compris la volatilité prévue des cours. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Par conséquent, les modèles existants ne fournissent pas nécessairement une mesure unique fiable de la juste valeur des options sur actions de la Société.

Des charges de rémunération de 1,1 million \$ ont été constatées pour l'exercice terminé le 31 mars 2010 (0,2 million \$ pour l'exercice terminé le 31 mars 2009) relativement aux options sur actions susmentionnées.

Régime d'intéressement à long terme

En vertu du régime d'intéressement à long terme (RILT), les unités d'actions temporairement incessibles dont les droits sont acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, une fiducie pour les avantages sociaux des employés (la fiducie) a été constituée et : a) la Société y versera des fonds qu'un fiduciaire utilisera pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires de la Société qu'il détiendra en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions temporairement incessibles; ou b) la Société émettra des actions ordinaires à même le capital autorisé aux participants à la suite de l'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions temporairement incessibles. Pour les employés des États-Unis et du Royaume-Uni, au moment de chaque attribution d'unités d'actions temporairement incessibles, la Société attribuera des actions ordinaires qu'elle émettra à même le capital autorisé au moment de l'acquisition des droits s'y rattachant pour chaque participant.

Il y a eu 2 649 832 unités d'actions temporairement incessibles (3 078 551 unités d'actions temporairement incessibles le 31 mars 2009) attribuées en remplacement de la rémunération en espèces versée aux employés au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2010. La fiducie a acquis 11,7 millions \$ (15,0 millions \$ pour l'exercice terminé le 31 mars 2009) d'actions ordinaires au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2010.

Le coût des unités d'actions temporairement incessibles est amorti de façon graduelle sur la période d'acquisition des droits de trois ans. Une charge de rémunération de 22,7 millions \$ a été comptabilisée pour l'exercice terminé le 31 mars 2010 (14,8 millions \$ pour l'exercice terminé le 31 mars 2009).

	<i>2010</i>	<i>2009</i>
Attributions en cours au début de l'exercice	4 602 385	2 221 578
Attributions	2 649 832	3 078 551
Actions dont les droits sont acquis	(1 711 779)	(697 744)
Frappées d'extinction	(222 493)	—
Attributions en cours à la fin de l'exercice	5 317 945	4 602 385
	<i>2010</i>	<i>2009</i>
Actions ordinaires détenues par la fiducie au début de l'exercice	3 075 300	1 621 895
Actions acquises	1 328 700	1 984 711
Actions libérées à l'acquisition des droits	(1 202 726)	(531 306)
Actions ordinaires détenues par la fiducie à la fin de l'exercice	3 201 274	3 075 300

13. OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les opérations sur titres effectuées par la Société pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Le revenu de commissions sur l'ensemble de ces opérations n'est pas important par rapport à l'ensemble des activités de la Société.

Les débiteurs et les créditeurs et charges à payer comprenaient les soldes suivants avec les parties liées :

	2010	2009
Débiteurs	39 534 \$	38 733 \$
Créditeurs et charges à payer	82 299	77 334

14. INFORMATION SECTORIELLE

La Société exerce ses activités dans deux secteurs :

Le secteur Canaccord Adams inclut les services de financement de sociétés, les activités de recherche et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements ainsi que les activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, au Royaume-Uni et à l'autre établissement étranger, et aux États-Unis. Par suite de l'acquisition de Genuity [note 19 i)], le nom de ce secteur sera changé pour celui de Canaccord Genuity.

Le secteur Gestion du patrimoine Canaccord offre des services de courtage et des conseils en placement aux clients de détail et aux particuliers au Canada et aux États-Unis. Canaccord a changé le nom du secteur Services aux particuliers pour celui de Gestion du patrimoine Canaccord, comme elle l'avait annoncé en septembre 2009.

Non sectoriel et autres inclut les services de courtage de correspondance, les intérêts, les produits et les charges libellés en devises qui ne sont pas précisément attribuables à Canaccord Adams ou à Gestion du patrimoine Canaccord.

Les segments d'activité de la Société sont gérés de façon distincte parce que chaque secteur offre des services différents et fait appel à des stratégies différentes en matière de personnel et de marketing. La Société évalue le rendement de chaque secteur d'activité d'après les résultats d'exploitation.

La Société ne répartit pas le total des actifs ni le matériel et les améliorations locatives entre les secteurs. L'amortissement est réparti entre les secteurs d'après la superficie en pieds carrés occupée. Les conventions comptables des secteurs sont les mêmes que celles décrites dans le sommaire des principales conventions comptables. Il n'y a pas de produits intersectoriels importants.

	<i>Canaccord Adams</i>	<i>Gestion du patrimoine Canaccord</i>	<i>Non sectoriel et autres</i>	<i>Total</i>
2010				
Produits	363 558 \$	187 046 \$	26 933 \$	577 537 \$
Charges, à l'exception des éléments ci-dessous	278 663	146 449	68 275	493 387
Amortissement	3 633	2 506	1 470	7 609
Frais de développement	10 300	10 308	4 292	24 900
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	70 962 \$	27 783 \$	(47 104)\$	51 641 \$
2009				
Produits	277 351 \$	172 484 \$	27 886 \$	477 721 \$
Charges, à l'exception des éléments ci-dessous	247 255	139 986	68 388	455 629
Amortissement	4 433	1 938	2 623	8 994
Frais de développement	15 268	7 853	5 652	28 773
Dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels	31 524	—	—	31 524
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	(21 129)\$	22 707 \$	(48 777)\$	(47 199)\$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les activités de la Société sont réparties selon les segments géographiques suivants (les produits sont attribués aux régions géographiques selon les résultats d'exploitation non sectoriels sous-jacents) :

	2010	2009
Canada		
Produits	388 772 \$	320 364 \$
Matériel et améliorations locatives	27 712	31 694
Royaume-Uni		
Produits	82 454 \$	72 927 \$
Matériel et améliorations locatives	4 936	6 840
États-Unis		
Produits	100 417 \$	77 650 \$
Matériel et améliorations locatives	5 479	7 777
Autre établissement étranger		
Produits	5 894 \$	6 780 \$

15. GESTION DU CAPITAL

L'entreprise a besoin de capitaux aux fins de l'exploitation et de la réglementation, y compris le financement de ses activités actuelles et futures. La Société a une structure du capital fondée sur les capitaux propres, qui englobent les actions ordinaires, le surplus d'apport, les bénéfices non répartis, le cumul des autres éléments du résultat étendu ainsi que la dette subordonnée. Les tableaux ci-dessous présentent le sommaire de notre capital aux 31 mars 2010 et 2009.

<i>Type de capital</i>	<i>Valeur comptable</i>	<i>Pourcentage du capital</i>
2010		
Actions ordinaires	185 691 \$	44,6 %
Surplus d'apport	57 351	13,8 %
Bénéfices non répartis	194 007	46,6 %
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(35 304)	(8,5)%
Capitaux propres	401 745	96,5 %
Dette subordonnée	15 000	3,5 %
	416 745 \$	100,0 %
2009		
Actions ordinaires	183 619 \$	46,2 %
Surplus d'apport	44 383	11,1 %
Bénéfices non répartis	160 868	40,5 %
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(16 166)	(4,1)%
Capitaux propres	372 704	93,7 %
Dette subordonnée	25 000	6,3 %
	397 704 \$	100,0 %

Le cadre de la gestion du capital de la Société est conçu pour maintenir le capital à un niveau qui :

- respecte les ratios cibles des filiales réglementées de la Société, fixés par les organismes de réglementation respectifs;
- permet de financer les activités actuelles et futures;
- permet d'assurer que la Société peut s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles arrivent à échéance;
- génère de la valeur pour les actionnaires.

Les filiales suivantes sont assujetties aux exigences en matière de capital réglementaire des organismes de réglementation de leur territoire respectif :

- Financière Canaccord Ltée est assujettie à la réglementation canadienne, principalement celle de l'OCRCVM.
- Canaccord Adams Limited est réglementée par la Financial Services Authority du Royaume-Uni et est membre de la Bourse de Londres.
- Canaccord Adams Inc. est un courtier en valeurs mobilières inscrit aux États-Unis et est assujettie principalement à la réglementation de la Financial Industry Regulatory Authority.
- Canaccord Financial (USA), Inc. est un courtier en valeurs mobilières inscrit aux États-Unis et est assujettie principalement à la réglementation de la Financial Industry Regulatory Authority.
- Canaccord International Ltd. est assujettie à la réglementation de la Banque centrale de la Barbade.

Les exigences en matière de capital réglementaire peuvent varier quotidiennement en raison des dépôts de garantie obligatoires à l'égard des opérations en cours et des exigences en matière de prise ferme et de fonds de roulement. En vue de se conformer à ces exigences, la Société pourrait être tenue de maintenir les liquidités et les autres actifs liquides disponibles à un niveau suffisant pour satisfaire aux exigences en matière de capital réglementaire, et ne pas pouvoir utiliser ces actifs liquides dans le cadre de ses activités ou à des fins de décaissement. Au cours de l'exercice considéré, il n'y a eu aucun changement notable apporté à la politique de gestion du capital de la Société. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2010, les filiales de la Société se sont conformées à toutes les exigences minimales en matière de capital réglementaire.

16. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

Engagements

Les filiales de la Société se sont engagées à verser les loyers minimaux approximatifs suivants pour des locaux et du matériel au cours des cinq prochains exercices et par la suite :

2011	23 849 \$
2012	21 311
2013	18 942
2014	16 689
2015	15 652
Par la suite	43 040
	<hr/>
	139 483 \$

Éventualités

Dans le cours normal des affaires, la Société, à titre de maison de courtage, est partie à des litiges et, au 31 mars 2010, elle était défenderesse dans diverses poursuites judiciaires. La Société a inscrit des charges à payer pour les affaires en litige lorsque les paiements sont probables et peuvent raisonnablement être estimés. Même si l'issue de ces poursuites dépend d'une résolution future, l'évaluation et l'analyse de ces poursuites par la direction indiquent que la résolution ultime probable de ces poursuites, prises isolément ou dans leur ensemble, n'aura pas d'effet important sur la situation financière de la Société. Les poursuites décrites ci-dessous ont été intentées contre la Société et, bien que celle-ci ait nié les allégations et ait l'intention de se défendre avec vigueur dans chaque cas, l'issue de chaque poursuite ne peut être prédite avec certitude. Les sommes réclamées à l'égard des poursuites, ou qui pourraient être réclamées, sont importantes et, par conséquent, ces poursuites sont décrites dans les présents états financiers consolidés.

ij En 2002, deux poursuites ont été intentées devant la Cour supérieure du Québec contre la Société et d'autres défenderesses, y compris un autre courtier en valeurs mobilières. Dans les deux cas, il s'agit de recours collectifs qui comportent des allégations de pratiques illicites de négociation et de déclaration par la Société et un autre défendeur et des allégations que la Société a fait preuve de négligence dans le cadre d'un placement privé en 2000. Le nombre des demandeurs et le quantum des dommages-intérêts n'ont pas été déterminés.

ii] Financière Canaccord Ltée a été l'un des preneurs fermes d'un appel public à l'épargne de billets garantis de premier rang à 13 % de Redcorp Ventures Ltd. aux termes d'un prospectus daté du 5 juillet 2007. Le placement était pour un total de 142,0 millions \$, et Canaccord a participé à hauteur de 12,5 % de ce montant (17,8 millions \$). Un certain nombre d'entités ont donné avis aux preneurs fermes (y compris Canaccord) alléguant que les énoncés dans le prospectus qui décrivaient la sûreté relative aux obligations de Redcorp en vertu des billets étaient incorrects et constituaient, entre autres, des déclarations inexacts négligentes, auxquelles ces entités s'étaient raisonnablement fiées à leur détriment en décidant d'acheter les billets et que, par conséquent, les preneurs fermes (y compris Canaccord) étaient responsables de dédommager ces entités pour toutes les pertes ayant découlé de ces déclarations inexacts. Les arguments de défense opposables à ces allégations, à ces mises en cause et à la détermination du montant des dommages-intérêts restent à établir. Canaccord entend contester vigoureusement ces allégations.

iii] Financière Canaccord Ltée, entre autres, est codéfenderesse désignée dans un recours collectif présenté à la Cour supérieure de justice de l'Ontario. La demanderesse réclame, entre autres, des dommages-intérêts en vertu de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario) s'élevant à 50 millions \$ ainsi que des dommages-intérêts punitifs d'un montant de 5 millions \$, alléguant certaines informations trompeuses présentées dans un prospectus déposé par Allen-Vanguard Inc., dans le cadre duquel Canaccord, parmi d'autres, a agi à titre de preneur ferme. Les arguments de défense opposables à ces allégations, à ces mises en cause et à la détermination du montant des dommages-intérêts restent à établir. Canaccord entend contester vigoureusement ces allégations.

17. REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

Le 1^{er} octobre 2009, Canaccord Adams Limited, filiale en propriété exclusive de la Société, a fait l'acquisition d'Intelli Partners Limited et de sa filiale en propriété exclusive, Intelli Corporate Finance Limited, société de courtage et de conseil aux entreprises située à Édimbourg, en Écosse, ayant des actifs corporels nets à la juste valeur d'environ 5,8 millions \$, pour une contrepartie au comptant de 7,0 millions \$, ce qui a résulté en un écart d'acquisition de 1,2 million \$. Intelli cible les sociétés de placement et les sociétés du secteur de la gestion d'actifs.

18. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour les états financiers consolidés de l'exercice 2010.

19. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN

i] Regroupements d'entreprises

Le 4 mars 2010, la Société a annoncé la conclusion d'une entente définitive visant l'acquisition de Genuity. Les actionnaires ont approuvé l'opération lors de l'assemblée extraordinaire tenue le 22 avril 2010, et l'acquisition a été réalisée le 23 avril 2010. Canaccord a acquis la totalité de Genuity pour une contrepartie se composant de 26,5 millions d'actions ordinaires de Canaccord d'une valeur attribuée de 291,5 millions \$ et d'une somme de 30 millions \$. En outre, les vendeurs recevront jusqu'à 28 millions \$ à titre de rajustement du fonds de roulement par suite de la réalisation de l'opération. La totalité des actions ordinaires de Canaccord émises dans le cadre du prix d'achat ont été placées en main tierce à la réalisation et seront libérées au prorata sur cinq ans.

La Société a passé en charge des coûts liés aux acquisitions d'un montant de 5,0 millions \$ au 31 mars 2010. Ces coûts comprennent des honoraires de conseil et des honoraires professionnels engagés à l'égard de cette acquisition. Ils comprennent également des frais liés à la restructuration du personnel qui a résulté de cette acquisition.

La Société est en train de terminer la répartition du prix d'acquisition à l'égard de cette acquisition. Cette information sera présentée dans les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Société pour la période de trois mois se terminant le 30 juin 2010.

ii] Dividendes

Le 18 mai 2010, le conseil d'administration a examiné la politique relative aux dividendes et a approuvé un dividende trimestriel de 0,05 \$ par action payable le 15 juin 2010 aux actionnaires inscrits le 4 juin 2010.

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES ¹

NOTA : LES PRÉSENTES INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES NE SONT PAS VÉRIFIÉES ET DOIVENT ÊTRE LUES AVEC LES ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS CONTENUS DANS LE PRÉSENT RAPPORT.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

	<i>Pour les exercices terminés les 31 mars</i>				
<i>(en milliers \$ CA, sauf les actifs sous gestion, les actifs sous administration, l'information sur les actions ordinaires et les ratios financiers)</i>	<i>2010</i>	<i>2009</i>	<i>2008</i>	<i>2007</i>	<i>2006</i>
Résultats financiers					
Produits	577 537 \$	477 721 \$	731 539 \$	756 914 \$	583 415 \$
Charges	525 896	524 920	680 008	618 717	464 385
Impôts sur les bénéfices (à recouvrer)	13 144	452	20 197	44 741	37 880
Bénéfice net (perte nette)	38 497	(47 651)	31 334	93 456	81 150
Secteur d'activité					
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices (à recouvrer)					
Canaccord Genuity ²	70 962	(21 129)	88 575	111 270	101 983
Gestion du patrimoine Canaccord	27 783	22 707	1 205	70 529	61 218
Divers	(47 104)	(48 777)	(38 249)	(43 602)	(44 171)
Région géographique					
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices (à recouvrer)					
Canada ³	30 036	(9 799)	24 846	99 218	74 012
Royaume-Uni et autre établissement étranger ⁴	12 974	4 600	34 044	42 609	41 937
États-Unis ⁵	8 631	(42 000)	(7 359)	(3 630)	3 081
Information sur les actifs des clients (en millions \$)					
Actifs sous gestion	445	393	730	807	613
Actifs sous administration	12 922	9 184	14 295	15 014	14 310
Information sur les actions ordinaires					
Par action					
Résultat de base	0,79 \$	(0,97)\$	0,70 \$	2,03 \$	1,82 \$
Résultat dilué	0,69	(0,97)	0,64	1,94	1,74
Valeur comptable par action diluée ⁶	6,96	6,51	7,21	7,74	5,99
Cours de l'action (en \$)					
Haut	11,87 \$	11,75 \$	25,92 \$	27,50 \$	21,25 \$
Bas	5,30	2,87	8,60	15,80	9,00
Clôture	11,10	5,40	9,80	22,12	20,80
Actions en circulation (en milliers)					
De base	48 868	49 343	43 873	45 973	45 746
De base, plus les actions dont les droits ne sont pas acquis	55 571	55 093	47 835	47 832	47 827
Dilué	57 767	57 251	49 556	48 084	48 017
Nombre moyen de base	48 698	48 929	44 778	45 969	44 606
Nombre moyen dilué	55 662	54 189	48 727	48 081	46 699
Capitalisation boursière (en milliers)	640 259	309 155	485 649	1 063 625	998 762
Mesures financières					
Dividendes par action	0,15 \$	0,125 \$	0,50 \$	0,36 \$	0,28 \$
Rendement des actions (cours de clôture)	0,3 %	2,3 %	5,1 %	1,6 %	1,3 %
Ratio dividendes/bénéfice	22,4 %	(15,1)%	78,3 %	18,5 %	16,2 %
Rendement total des capitaux propres ⁷	108,3 %	(44,2)%	(55,5)%	8,3 %	103,4 %
RCP	9,8 %	(12,4)%	7,9 %	28,4 %	33,6 %
Multiple cours-bénéfice ⁸	16,1	5,7	15,8	11,4	12,0
Ratio cours/valeur comptable ⁹	1,6	0,8	1,4	2,9	3,5

1) Certaines mesures non conformes aux PCGR sont utilisées par la Société comme mesures du rendement financier. Les mesures non conformes aux PCGR n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Parmi les mesures non conformes aux PCGR, on note le rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP), la charge de rémunération en % des produits, la valeur comptable par action diluée, les charges autres que de rémunération en % des produits, le rendement de l'action, le rendement dividendes/bénéfice, le rendement total des capitaux propres, le multiple cours-bénéfice et le ratio cours/valeur comptable.

2) Inclut la division internationale des marchés des capitaux de La Corporation Canaccord Genuity au Canada, Canaccord Genuity Limited au Royaume-Uni, de même que Canaccord Genuity Inc. aux États-Unis.

3) La région géographique du Canada inclut les activités de Canaccord Genuity (division de La Corporation Canaccord Genuity) et des secteurs Gestion du patrimoine Canaccord et Non sectoriel et autres.

4) Les activités d'exploitation de Canaccord au Royaume-Uni comprennent les activités liées à Canaccord Adams Limited, qui s'ouvre sur les marchés des capitaux du Royaume-Uni. Les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux à l'extérieur du Canada, des États-Unis et du Royaume-Uni sont présentés dans le segment Autre établissement étranger, qui comprend les activités de Canaccord International Ltd.

5) Les activités d'exploitation de Canaccord aux États-Unis comprennent les activités des marchés des capitaux aux États-Unis, qui sont menées par Canaccord Genuity Inc., les activités de gestion du patrimoine et les activités du secteur Autres aux États-Unis, qui sont fournies par Canaccord Wealth Management (USA), Inc. Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices inclut les produits et les charges qui ne sont pas précisément attribuables aux divisions Gestion du patrimoine Canaccord et Canaccord Genuity Inc.

6) La valeur comptable par action diluée, mesure non conforme aux PCGR, correspond au total des capitaux propres divisé par le nombre d'actions diluées en circulation à la fin de l'exercice.

7) Le rendement total des capitaux propres correspond à la variation du cours de l'action, y compris l'incidence du réinvestissement des dividendes et les distributions spéciales à leur date de versement.

8) Le multiple cours-bénéfice est calculé en tenant compte du cours de l'action à la fin de la période et du résultat dilué par action des 12 derniers mois.

9) Le ratio cours/valeur comptable est calculé en tenant compte du cours de l'action à la fin de l'exercice et de la valeur comptable par action diluée.

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

ÉTATS DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS CONSOLIDÉS CONDENSÉS ¹

Pour les exercices terminés les 31 mars

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les mesures financières)

	2010	2009	2008	2007	2006
Produits					
Commissions	235 606 \$	233 104 \$	296 047 \$	303 672 \$	239 461 \$
Financement de sociétés	254 437	169 369	336 874	350 273	266 206
Négociation à titre de contrepartiste	45 982	18 319	7 443	31 638	27 388
Intérêts	12 965	38 287	63 168	57 908	36 914
Divers	28 547	18 642	28 007	13 423	13 446
	577 537	477 721	731 539	756 914	583 415
Charges					
Rémunération au rendement ²	299 084	222 006	347 079	382 897	299 188
Charges de personnel	59 415	56 771	54 294	47 608	42 019
Frais de négociation	28 884	26 311	27 090	27 452	20 615
Locaux et matériel	24 402	24 695	22 745	25 173	15 843
Communications et technologie	21 868	25 228	23 228	21 472	16 598
Intérêts	2 581	11 220	24 527	20 538	10 914
Frais d'administration	52 153	69 689	69 463	64 182	46 227
Amortissement	7 609	8 994	8 536	8 151	4 817
Frais de développement	24 900	28 773	32 049	21 244	9 797
Gain à la cession d'un placement et réclamations	—	—	—	—	(1 633)
Ajustement à la juste valeur des titres de PCAA	—	6 700	12 797	—	—
Programme de secours de Canaccord	—	5 347	54 200	—	—
Dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels	—	31 524	—	—	—
Coûts liés aux acquisitions	5 000	—	—	—	—
Frais de restructuration	—	7 662	4 000	—	—
	525 896	524 920	680 008	618 717	464 385
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices (à recouvrer)	51 641	(47 199)	51 531	138 197	138 197
Impôts sur les bénéfices (à recouvrer)	13 144	452	20 197	44 741	44 741
Bénéfice net (perte nette) de l'exercice	38 497	(47 651)	31 334	93 456	81 150
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	160 868	222 597	213 659	136 463	72 564
Dividendes	(5 358)	(14 078)	(16 260)	(14 455)	(13 835)
Excédent au rachat d'actions ordinaires	—	—	—	—	(2 796)
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	194 007 \$	160 868 \$	222 597 \$	213 659 \$	136 463 \$
Charges de la rémunération au rendement en % des produits	51,8 %	46,5 %	47,4 %	50,6 %	51,3 %
Total des charges de rémunération en % des produits ³	62,1 %	58,4 %	54,9 %	56,9 %	58,5 %
Charges autres que de rémunération en % des produits	29,0 %	51,5 %	38,1 %	24,8 %	21,1 %
Charges totales en % des produits	91,1 %	109,9 %	93,0 %	81,7 %	79,6 %
Marge bénéficiaire avant impôts	8,9 %	(9,9)%	7,0 %	18,3 %	20,4 %
Taux d'imposition réel	25,5 %	(1,0)%	39,2 %	32,4 %	31,8 %
Marge bénéficiaire nette	6,7 %	(10,0)%	4,3 %	12,3 %	13,9 %
Résultat de base par action	0,79 \$	(0,97)\$	0,70 \$	2,03 \$	1,82 \$
Résultat dilué par action	0,69	(0,97)	0,64	1,94	1,74
Valeur comptable par action diluée ⁴	6,96	6,51	7,21	7,74	5,99
Informations sectorielles supplémentaires					
Canaccord Genuity	363 558 \$	277 351 \$	431 642 \$	449 717 \$	333 666 \$
Gestion du patrimoine Canaccord	187 046	172 484	249 127	272 619	225 194
Non sectoriel et autres	26 933	27 886	50 770	34 578	24 555
	577 537 \$	477 721 \$	731 539 \$	756 914 \$	583 415 \$

1) Certaines mesures non conformes aux PCGR sont utilisées par la Société comme mesures du rendement financier. Les mesures non conformes aux PCGR n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Parmi les mesures non conformes aux PCGR, on note la charge de rémunération en % des produits, la valeur comptable par action diluée, la charge autre que de rémunération en % des produits, le total des charges en % des produits, la marge bénéficiaire avant impôts, la marge bénéficiaire nette et la valeur comptable par action diluée.

2) La charge de rémunération au rendement comprend la taxe pour le régime national d'assurance-maladie applicable au Royaume-Uni.

3) Le total des charges de rémunération comprend la rémunération au rendement et les charges de personnel, à l'exception des primes à l'embauche et des charges de personnel liées au groupe du développement qui sont incluses dans les frais de développement.

4) La valeur comptable par action diluée, mesure non conforme aux PCGR, correspond au total des capitaux propres divisé par le nombre d'actions diluées en circulation à la fin de l'exercice.

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

BILANS CONSOLIDÉS CONDENSÉS

(en milliers \$ CA)	Aux 31 mars				
	2010	2009	2008	2007	2006
Actif					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	731 852 \$	701 173 \$	435 649 \$	506 640 \$	370 507 \$
Titres détenus à la valeur du marché	362 755	133 691	92 796	348 764	203 020
Débiteurs ¹	1 972 924	1 061 161	1 422 917	1 672 035	1 539 998
Impôts sur les bénéficiaires à recouvrer	—	23 771	11 083	—	—
Impôts futurs	13 190	15 680	28 207	11 021	10 769
Placements	5 000	5 000	5 000	—	—
Placement dans des titres de PCAA	—	35 312	29 860	—	—
Matériel et améliorations locatives	38 127	46 311	40 686	37 549	25 750
Écart d'acquisition et autres actifs incorporels	—	—	32 520	33 933	27 929
	3 123 848 \$	2 022 099 \$	2 098 718 \$	2 098 718 \$	2 609 942 \$
Passif et capitaux propres					
Dette bancaire	29 435 \$	75 600 \$	15 038 \$	— \$	4 684 \$
Titres vendus à découvert à la valeur du marché	364 137	79 426	13 757	41 176	37 169
Créditeurs et charges à payer	2 308 146	1 469 369	1 687 479	2 156 540	1 832 956
Impôts sur les bénéfices à payer	5 385	—	—	15 035	15 334
Dette subordonnée	15 000	25 000	25 000	25 000	—
Capitaux propres	401 745	372 704	357 444	372 191	287 830
	3 123 848 \$	2 022 099 \$	2 098 718 \$	2 609 942 \$	2 177 973 \$

1) Au cours de l'exercice 2006, les charges reportées ont été combinées aux débiteurs.

STATISTIQUES OPÉRATIONNELLES DIVERSES ¹

	Aux 31 mars				
	2010	2009	2008	2007	2006
Nombre d'employés au Canada					
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	203	209	253	246	233
Nombre d'employés chez Gestion du patrimoine Canaccord	680	700	762	728	689
Nombre d'employés dans le secteur Autres	364	356	380	360	335
Total au Canada	1 247	1 265	1 395	1 334	1 257
Nombre d'employés au Royaume-Uni					
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	139	114	125	93	81
Nombre d'employés aux États-Unis					
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	163	151	163	163	150
Nombre d'employés dans l'ensemble de la Société	1 549	1 530	1 683	1 590	1 488
Nombre d'équipes de conseillers en placement ²	303	338	354	368	365
Nombre de spécialistes autorisés	718	790	852	817	763
Nombre de clients chez Gestion du patrimoine Canaccord	162 546	167 659	175 570	156 003	155 404
Actif sous gestion (en millions \$)	445 \$	393 \$	730 \$	807 \$	613 \$
Actif sous administration (ASA) (en millions \$)	12 922	9 184	14 925	15 014	14 310
ASA par équipe de conseillers en placement (en millions \$) ²	43	27	40	41	39
Nombre de sociétés ayant Canaccord Genuity Limited comme courtier					
London Stock Exchange (LSE)	23	9	5	1	1
Alternative Investment Market (AIM)	43	51	60	58	53
Total comme courtier	66	60	65	59	54
Nombre de sociétés ayant Canaccord Genuity Limited comme conseiller financier/Nomad ³					
LSE	1	—	1	—	1
AIM	35	42	51	50	49
Total comme conseiller financier/Nomad	36	43	52	50	50

1) Ces statistiques opérationnelles diverses sont des mesures non conformes aux PCGR.

2) Les conseillers en placement sont désignés par les équipes de conseillers en placement, à l'exclusion des conseillers en placement exerçant leur profession depuis trois ans ou moins. Les statistiques historiques ont donc été reclassées.

3) Une société inscrite à l'AIM est tenue de retenir les services d'un conseiller désigné (appelé communément «Nomad») durant la vie de la société sur le marché. Le Nomad a notamment pour tâche de garantir qu'une société répond aux critères d'admissibilité à l'AIM. Le Nomad est à l'AIM ce que le conseiller financier est à la LSE.

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

FAITS SAILLANTS FINANCIERS TRIMESTRIELS ¹

(en milliers \$ CA, sauf les actifs sous gestion, les actifs sous administration, l'information sur les actions ordinaires et les ratios financiers)

	Exercice 2010				Exercice 2009			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Résultats financiers								
Produits	143 133 \$	173 197 \$	123 744 \$	137 463 \$	106 996 \$	87 188 \$	110 829 \$	172 708 \$
Charges	137 658	150 887	115 883	121 468	100 311	159 625	115 805	149 179
Impôts sur les bénéfices (à recouvrer)	(2 051)	7 197	1 115	6 883	3 019	(10 059)	422	7 070
Bénéfice net (perte nette)	7 526	15 113	6 746	9 112	3 666	(62 378)	(5 398)	16 459
Secteur d'activité								
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices								
Canaccord Genuity ²	9 460	27 980	14 457	16 365	10 432	(46 520)	(4 814)	19 773
Gestion du patrimoine Canaccord	(1 070)	9 686	4 925	5 017	8 288	(6 684)	7 933	13 170
Divers	(2 915)	(15 356)	(11 521)	(5 387)	(12 035)	(19 233)	(8 095)	(9 414)
Région géographique								
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices								
Canada ³	245	17 106	3 518	9 167	6 761	(32 776)	4 047	12 169
Royaume-Uni et autre établissement étranger ⁴	3 882	4 612	(107)	4 587	3 094	(3 694)	(5 142)	10 342
États-Unis ⁵	1 348	592	4 450	2 241	(3 170)	(35 967)	(3 881)	1 018
Actifs des clients (en millions \$)								
Actifs sous gestion	445	423	453	443	393	454	609	747
Actifs sous administration	12 922	12 210	11 386	10 341	9 184	9 030	11 584	14 695
Information sur les actions ordinaires								
Par action (en \$)								
Résultat de base	0,15	0,31	0,14	0,19	0,07	(1,27)	(0,11)	0,35
Résultat dilué	0,14	0,27	0,12	0,16	0,07	(1,27)	(0,11)	0,31
Valeur comptable par action diluée ⁶	6,96	7,00	6,78	6,73	6,51	6,37	7,15	7,66
Cours de l'action (en \$)								
Haut	11,34	11,87	10,71	8,41	5,53	8,19	9,33	11,75
Bas	8,27	9,50	6,70	5,30	3,50	2,87	6,68	7,60
Clôture	11,10	10,37	10,20	6,95	5,40	4,04	7,98	7,95
Actions en circulation (en milliers)								
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis	48 868	48 106	48 681	49 118	49 343	49 108	48 274	50 069
Nombre d'actions émises et en circulation	55 571	55 405	55 359	55 234	55 093	54 636	54 553	54 591
Dilué	57 681	57 267	57 226	57 245	57 251	56 210	57 981	57 466
Nombre moyen de base	48 697	48 147	48 536	48 165	49 352	49 073	49 021	47 519
Nombre moyen dilué	56 071	56 274	55 590	55 331	54 748	55 219	55 139	52 720
Capitalisation boursière (en milliers)	640 259	593 859	583 705	397 853	309 155	227 088	462 688	456 855
Mesures financières								
Dividendes par action	0,05 \$	0,05 \$	0,05 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	0,125 \$
Rendement des actions (cours de clôture) ⁶	1,8 %	1,9 %	2,0 %	—	—	—	—	6,3 %
Ratio dividendes/bénéfice ⁶	38,4 %	18,9 %	42,4 %	—	—	—	—	43,6 %
Rendement total des capitaux propres ⁷	7,5 %	1,7 %	46,8 %	28,7 %	33,7 %	(49,4)%	0,4 %	(17,8)%
RCP annualisé	7,6 %	15,2 %	6,9 %	9,7 %	4,0 %	(64,3)%	(5,0)%	15,7 %
Multiple cours-bénéfice ⁸	16,1	16,7	(11,1)	(6,0)	5,7	(10,9)	8,1	7,3
Ratio cours/valeur comptable ⁹	1,6	1,5	1,5	1,0	0,8	0,6	1,1	1,0

1) Certaines mesures non conformes aux PCGR sont utilisées par la Société comme mesures du rendement financier. Les mesures non conformes aux PCGR n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Parmi les mesures non conformes aux PCGR, mentionnons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP). Les actifs sous administration, les actifs sous gestion, les charges de rémunération en % des produits, la valeur comptable par action diluée, les charges autres que de rémunération en % des produits, le rendement des actions, le rendement dividendes/bénéfice, le rendement des capitaux propres, la marge bénéficiaire avant impôts, le multiple cours-bénéfice et le ratio cours/valeur comptable.

2) Inclut la division internationale des marchés des capitaux de La Corporation Canaccord Genuity au Canada, Canaccord Genuity Limited au Royaume-Uni, de même que Canaccord Genuity Inc. aux États-Unis.

3) La région géographique du Canada inclut les activités de Canaccord Genuity (division de La Corporation Canaccord Genuity) et des secteurs Gestion du patrimoine Canaccord et Non sectoriel et autres.

4) Les activités d'exploitation de Canaccord au Royaume-Uni comprennent les activités liées à Canaccord Genuity Limited, qui s'ouvre sur les marchés des capitaux du Royaume-Uni. Les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux à l'extérieur du Canada, des États-Unis et du Royaume-Uni sont présentés dans le segment Autre établissement étranger, qui comprend les activités de Canaccord International Ltd.

5) Les activités d'exploitation de Canaccord aux États-Unis comprennent les activités des marchés des capitaux aux États-Unis, qui sont menées par Canaccord Genuity Inc., les activités de gestion du patrimoine et les activités du secteur Autres aux États-Unis, qui sont fournies par Canaccord Wealth Management (USA), Inc. Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices inclut les produits et les charges qui ne sont pas précisément attribuables aux divisions Canaccord Wealth Management (USA), Inc. et Canaccord Genuity Inc.

6) La valeur comptable par action diluée, mesure non conforme aux PCGR, correspond au total des capitaux propres divisé par le nombre d'actions diluées en circulation à la fin de l'exercice.

7) Le rendement total des capitaux propres correspond à la variation du cours de l'action, y compris l'incidence du réinvestissement des dividendes et les distributions spéciales à leur date de versement.

8) Le multiple cours-bénéfice est calculé en tenant compte du cours de l'action à la fin de la période et du résultat dilué par action des 12 derniers mois.

9) Le ratio cours/valeur comptable est calculé en tenant compte du cours de l'action à la fin de l'exercice et de la valeur comptable par action diluée.

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS CONDENSÉS ¹

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les mesures financières)	Exercice 2010				Exercice 2009			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits								
Commissions	62 826 \$	60 696 \$	56 628 \$	55 456 \$	49 005 \$	51 473 \$	60 630 \$	71 996 \$
Financement de sociétés	62 514	88 417	47 620	55 886	39 000	20 198	34 024	76 147
Négociation à titre de contrepartiste	7 278	15 645	11 589	11 470	8 540	3 781	87	5 911
Intérêts	3 269	3 099	3 121	3 476	5 116	9 108	11 734	12 329
Divers	7 246	5 340	4 786	11 175	5 335	2 628	4 354	6 325
	143 133	173 197	123 744	137 463	106 996	87 188	110 829	172 708
Charges								
Rémunération au rendement ²	72 783	93 872	63 966	68 463	45 003	43 299	50 977	82 727
Charges de personnel	16 685	14 945	13 983	13 802	14 316	12 817	14 195	15 443
Frais de négociation	7 418	7 140	7 002	7 324	6 565	6 708	6 717	6 321
Locaux et matériel	6 188	6 228	6 104	5 882	6 404	6 549	5 957	5 785
Communications et technologie	5 296	5 838	5 245	5 489	6 249	6 277	6 539	6 163
Intérêts	613	631	492	845	1 339	2 568	3 354	3 959
Frais d'administration	14 958	13 609	11 698	11 888	10 974	19 827	19 611	19 277
Amortissement	1 878	1 904	1 906	1 921	2 129	2 751	2 072	2 042
Frais de développement	6 839	6 720	5 487	5 854	7 190	7 738	6 383	7 462
Ajustement à la juste valeur des titres de PCAA	—	—	—	—	—	6 700	—	—
Programme de secours de Canaccord	—	—	—	—	—	5 347	—	—
Dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels	—	—	—	—	—	31 524	—	—
Coûts liés aux acquisitions	5 000	—	—	—	—	—	—	—
Frais de restructuration	—	—	—	—	142	7 520	—	—
	137 658	150 887	115 883	121 468	100 311	159 625	115 805	149 179
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	5 475	22 310	7 861	15 995	6 685	(72 437)	(4 976)	23 529
Impôts sur les bénéfices (à recouvrer)	(2 051)	7 197	1 115	6 883	3 019	(10 059)	422	7 070
Bénéfice net (perte nette) de la période	7 526 \$	15 113 \$	6 746 \$	9 112 \$	3 666 \$	(62 378) \$	(5 398) \$	16 459 \$
Charges de la rémunération au rendement								
en % des produits	50,8 %	54,2 %	51,7 %	49,8 %	42,1 %	49,7 %	46,0 %	47,9 %
Total des charges de rémunération								
en % des produits ³	62,5 %	62,8 %	63,0 %	59,8 %	55,4 %	64,4 %	58,8 %	56,8 %
Charges autres que de rémunération								
en % des produits	33,7 %	24,3 %	30,7 %	28,5 %	38,3 %	118,7 %	45,7 %	29,6 %
Charges totales en % des produits	96,2 %	87,1 %	93,7 %	88,3 %	93,8 %	183,1 %	104,5 %	86,4 %
Marge bénéficiaire avant impôts	3,8 %	12,9 %	6,4 %	11,6 %	6,2 %	(83,1)%	(4,5)%	13,6 %
Taux d'imposition réel	(37,5)%	32,3 %	14,2 %	43,0 %	45,2 %	13,9 %	(8,5)%	30,0 %
Marge bénéficiaire nette	5,3 %	8,7 %	5,5 %	6,6 %	3,4 %	(71,5)%	(4,9)%	9,5 %
Résultat de base par action	0,15 \$	0,31 \$	0,14 \$	0,19 \$	0,07 \$	(1,27)\$	(0,11)\$	0,35 \$
Résultat dilué par action	0,14	0,27	0,12	0,16	0,07	(1,27)	(0,11)	0,31
Valeur comptable par action diluée ⁴	6,96	7,00	6,78	6,73	6,51	6,37	7,15	7,66
Informations sectorielles supplémentaires								
Canaccord Genuity	83 496 \$	116 090 \$	78 475 \$	85 492 \$	64 972 \$	49 250 \$	58 336 \$	104 793 \$
Gestion du patrimoine Canaccord	54 990	51 733	40 138	40 185	37 255	33 532	43 844	57 853
Non sectoriel et autres	4 647	5 374	5 131	11 781	4 769	4 406	8 649	10 062
	143 133 \$	173 197 \$	123 744 \$	137 463 \$	106 996 \$	87 188 \$	110 829 \$	172 708 \$

1) Certaines mesures non conformes aux PCGR sont utilisées par la Société comme mesures du rendement financier. Les mesures non conformes aux PCGR n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Parmi les mesures non conformes aux PCGR, on note la charge de rémunération en % des produits, la charge autre que de rémunération en % des produits, le total des charges en % des produits, la marge bénéficiaire avant impôts, la marge bénéficiaire nette et la valeur comptable par action diluée.

2) La charge de rémunération au rendement comprend la taxe pour le régime national d'assurance-maladie applicable au Royaume-Uni.

3) Le total des charges de rémunération comprend la rémunération au rendement et les charges de personnel, à l'exception des primes à l'embauche et des charges de personnel liées au groupe de développement qui sont incluses dans les frais de développement.

4) La valeur comptable par action diluée, mesure non conforme aux PCGR, correspond au total des capitaux propres divisé par le nombre d'actions diluées en circulation à la fin de l'exercice.

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

BILANS CONSOLIDÉS CONDENSÉS

(en milliers \$ CA)	Exercice 2010				Exercice 2009			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Actif								
Trésorerie et équivalents de trésorerie	731 852 \$	782 576 \$	709 455 \$	734 268 \$	701 173 \$	684 463 \$	521 322 \$	555 017 \$
Titres détenus à la valeur du marché	362 755	404 537	517 070	169 030	133 691	72 938	56 055	117 013
Débiteurs	1 972 924	1 311 144	2 085 356	1 166 610	1 061 161	806 402	1 227 426	1 525 096
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	—	—	2 107	17 740	23 771	29 887	19 772	19 040
Impôts futurs	13 190	11 890	12 019	13 358	15 680	13 657	11 566	10 725
Placements	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Placement dans des titres de PCAA	—	28 239	34 280	34 418	35 312	23 160	29 860	29 860
Matériel et améliorations locatives	38 127	40 471	41 718	44 366	46 311	44 178	39 254	39 575
Écart d'acquisition et autres actifs incorporels	—	—	—	—	—	—	31 815	32 167
	3 123 848 \$	2 583 857 \$	3 407 005 \$	2 184 790 \$	2 022 099 \$	1 679 685 \$	1 942 070 \$	2 333 893 \$
Passif et capitaux propres								
Dette bancaire	29 435 \$	44 600 \$	85 600 \$	105 788 \$	75 600 \$	39 040 \$	6 854 \$	— \$
Titres vendus à découvert à la valeur du marché	364 137	324 877	382 209	56 318	79 426	62 151	15 194	32 227
Créditeurs et charges à payer	2 308 146	1 794 123	2 535 971	1 622 288	1 469 369	1 195 533	1 480 714	1 836 764
Impôts sur les bénéfices à payer	5 385	4 590	—	—	—	—	—	—
Dette subordonnée	15 000	15 000	15 000	15 000	25 000	25 000	25 000	25 000
Capitaux propres	401 745	400 667	388 225	385 396	372 704	357 961	414 308	439 902
	3 123 848 \$	2 583 857 \$	3 407 005 \$	2 184 790 \$	2 022 099 \$	1 679 685 \$	1 942 070 \$	2 333 893 \$

STATISTIQUES OPÉRATIONNELLES DIVERSES ¹

	Exercice 2010				Exercice 2009			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Nombre d'employés au Canada								
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	203	204	200	204	209	211	248	251
Nombre d'employés chez Gestion du patrimoine Canaccord	680	707	698	688	700	725	744	760
Nombre d'employés dans le secteur Autres	364	360	359	352	356	365	393	393
Total au Canada	1 247	1 271	1 257	1 244	1 265	1 301	1 385	1 404
Nombre d'employés au Royaume-Uni								
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	139	137	125	118	114	117	127	125
Nombre d'employés aux États-Unis								
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	163	162	157	152	151	152	176	169
Nombre d'employés dans l'ensemble de la Société	1 549	1 570	1 539	1 514	1 530	1 570	1 688	1 698
Nombre d'équipes de conseillers en placement ²	303	327	334	335	338	347	341	354
Nombre de spécialistes autorisés	718	753	763	773	790	809	818	832
Nombre de clients chez Gestion du patrimoine Canaccord	162 546	162 934	163 197	166 747	167 659	171 199	173 949	175 976
Actif sous gestion (en millions \$)	445 \$	423 \$	453 \$	443 \$	393 \$	454 \$	609 \$	747 \$
Actif sous administration (en millions \$)	12 992	12 210	11 386	10 341	9 184	9 030	11 584	14 695
ASA par équipe de conseillers en placement (en millions \$) ²	43	37	34	31	27	26	34	42
Nombre de sociétés ayant Canaccord Genuity Limited comme courtier								
London Stock Exchange (LSE)	23	23	9	9	9	7	5	5
Alternative Investment Market (AIM)	43	45	44	49	51	55	55	58
Total comme courtier	66	68	53	58	60	62	60	63
Nombre de sociétés ayant Canaccord Genuity Limited comme conseiller financier/Nomad ³								
LSE	1	—	—	—	—	—	—	—
AIM	35	37	36	41	42	46	45	48
Total comme conseiller financier/Nomad	36	37	36	41	42	46	45	48

1) Ces statistiques opérationnelles diverses sont des mesures non conformes aux PCGR.

2) Les conseillers en placement sont désignés par les équipes de conseillers en placement, à l'exclusion des conseillers en placement exerçant leur profession depuis trois ans ou moins. Les statistiques historiques ont donc été reclassées.

3) Une société inscrite à l'AIM est tenue de retenir les services d'un conseiller désigné (appelé communément «Nomad») durant la vie de la société sur le marché. Le Nomad a notamment pour tâche de garantir qu'une société répond aux critères d'admissibilité à l'AIM. Le Nomad est à l'AIM ce que le conseiller financier est à la LSE.

GLOSSAIRE

Actif sous administration (ASA)

Les ASA représentent la valeur marchande des biens du client qui sont administrés par Canaccord et dont celle-ci tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans des comptes clients de même que la valeur marchande globale de positions acheteurs et vendeurs sur titres. La direction utilise cette mesure pour évaluer le rendement opérationnel du secteur Gestion du patrimoine Canaccord. Il s'agit d'une mesure non conforme aux PCGR.

Actif sous gestion (ASG)

Les ASG englobent les actifs qui sont la propriété effective de clients et qui sont gérés de manière discrétionnaire par Canaccord, dans le cadre du Programme de conseils en placement CC et du programme Compte géré CC. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. Les ASG sont aussi administrés par Canaccord et sont donc inclus dans les ASA. Il s'agit d'une mesure non conforme aux PCGR.

Action ordinaire

Type d'action le plus couramment et généralement détenu dans une société. Les dividendes doivent tout d'abord être versés aux actionnaires privilégiés avant de pouvoir être versés aux actionnaires ordinaires.

Alternative Investment Market (AIM)

Branche de la Bourse de Londres (LSE), l'AIM assure un marché mondial pour les petites sociétés émergentes.

Bâle II

Bâle II est le deuxième des Accords de Bâle, qui sont des recommandations sur les lois et règlements bancaires publiées par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire. Bâle II entreprend d'élaborer des normes internationales sur les exigences de fonds propres des institutions financières en établissant des exigences rigoureuses en matière de gestion des risques et des fonds propres conçues de manière à s'assurer qu'une institution financière détient des réserves de fonds propres appropriées pour couvrir les risques auxquels elle s'expose dans le cadre de ses activités. Bâle II comprend un cadre exhaustif de réglementation des fonds propres qui repose sur «trois piliers» : pilier 1 – exigences de fonds propres minimales; pilier 2 – surveillance prudentielle; pilier 3 – discipline de marché (qui porte surtout sur la transparence et la communication de l'information).

Billets restructurés (aussi appelés «PCAA restructuré»)

Billets fournis aux investisseurs et à la Société à l'issue de la restructuration du papier commercial adossé à des actifs non bancaire canadien en contrepartie de leur investissement initial dans des titres de PCAA.

Canaccord Adams

La division des marchés des capitaux de Canaccord a changé le nom de Canaccord Adams pour celui de Canaccord Genuity le 10 mai 2010, par suite de l'acquisition de Marchés des Capitaux Genuity. L'ensemble des opérations réalisées par la division des marchés des capitaux de Canaccord au cours de l'exercice 2010 l'ont été sous le nom de Canaccord Adams.

Canaccord Genuity

Se reporter à Canaccord Adams.

Centre financier international Montréal

Centre dont les membres bénéficient de certains avantages fiscaux et financiers, comme une réduction du taux d'imposition des sociétés global, en vertu des lois du Québec.

Charges hors caisse

Charges comptabilisées par une société qui n'ont pas d'incidence sur le solde de sa trésorerie ou son fonds de roulement.

Comptes en gestion distincte (CGD)

Portefeuilles de placement offerts aux clients qui sont gérés par un gestionnaire de portefeuille principal. Les CGD permettent aux clients de détenir des titres individuels composant le portefeuille, plutôt qu'une partie d'un fonds commun.

Comptes intégrés

Type de compte de courtage dont les charges administratives, de recherche, de conseil et de gestion sont réglées par un montant forfaitaire.

Conseiller désigné (Nomad)

Société ayant obtenu l'autorisation de la LSE d'agir comme conseiller auprès d'entreprises qui désirent être admises à l'AIM. Un Nomad garanti à la LSE que l'entreprise répond aux critères d'admissibilité et, une fois qu'elle est admise, l'aide, de façon permanente, en ce qui a trait à la présentation de l'information et à d'autres questions touchant les marchés.

Dilution

Variation dans les résultats et la valeur comptable par action résultant de l'exercice de tous les bons de souscription et options et de la conversion des titres convertibles.

Éléments importants

Charges qui ne sont pas considérées comme étant récurrentes ou représentatives du bénéfice d'exploitation. Pour Canaccord, elles comprennent les coûts liés à l'acquisition de Genuity, l'ajustement à la juste valeur des titres de PCAA, les charges du programme de secours à l'intention des clients, l'ajustement à la juste valeur des titres de PCAA acheté par la Société en vertu du programme de secours à l'intention des clients, la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels ainsi que les frais de restructuration.

Équipes de conseillers en placement

Les équipes de conseillers comprennent généralement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints, qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement qui détient son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut

habituellement trois ans environ à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne. Comme les succursales de gestion du patrimoine indépendante sont dirigées par un conseiller en placement (avec une équipe), chacune d'entre elles représente une équipe de conseillers.

Financement de sociétés

Aide fournie aux sociétés, fermées et ouvertes, et aux gouvernements en vue de l'obtention de financement sur les marchés des capitaux au moyen de l'émission de titres d'emprunt, de titres de participation et de titres dérivés, que ce soit par prise ferme ou par placement pour compte.

International Financial Centre Vancouver

Centre dont les membres bénéficient de certains avantages fiscaux et financiers, comme une réduction du taux d'imposition des sociétés global, en vertu des lois de la Colombie-Britannique.

Liquidité

Total des éléments de trésorerie et des équivalents de trésorerie constituant les capitaux dont dispose la Société aux fins de l'exploitation et de la réglementation.

London Stock Exchange (LSE)

L'un des marchés boursiers les plus importants du monde, existant depuis plus de 300 ans et comptant plus de 3 000 sociétés inscrites. La Bourse de Londres se divise en quatre principaux marchés, notamment : le Main Market, l'AIM Market, le Professional Securities Market et le Specialist Fund Market.

Négociation à titre de contrepartiste

Négociation de titres de participation des comptes de capital et des comptes de stock. Les produits d'exploitation proviennent des gains et des pertes découlant de la négociation de stocks.

Négociation à titre de négociateur inscrit

Négociation de titres de participation des comptes de capital et des comptes de stock par l'intermédiaire de négociateurs inscrits qui consiste à prendre des positions sur des titres de participation, y compris des actions de sociétés de petite et moyenne capitalisation. Les produits d'exploitation proviennent des gains et des pertes découlant de la négociation.

Opérations internationales

Exécution d'ordres sur des titres canadiens pour le compte de maisons de courtage américaines.

Opérations sur titres à revenu fixe

Opérations visant de nouvelles émissions, des obligations d'État et de sociétés, des bons du Trésor, des effets de commerce, des obligations à coupons détachés, des titres d'emprunt à haut rendement et des débetures convertibles.

Papier commercial adossé à des actifs (PCAA)

Véhicule de placement à court terme dont l'échéance varie généralement entre 90 et 180 jours. Les billets sont adossés à des actifs corporels, tels que des créances commerciales, et servent généralement à combler des besoins de financement à court terme. Voir aussi «Billets restructurés» et «Programme de secours de Canaccord».

Participation syndicataire

Groupe de maisons de financement de sociétés coordonnant la commercialisation, la distribution, l'établissement des prix et la stabilisation des opérations de financement en actions.

Preneur ferme – financement de sociétés

Achète des titres ou d'autres instruments auprès d'une société émettrice à des fins de revente aux épargnants.

Programme de secours de Canaccord

Le programme de secours de Canaccord a été lancé en avril 2008; il visait le rachat d'un maximum de 152 millions \$ de titres de PCAA restructurés, à la valeur nominale, auprès de clients qui en détenaient 1 million \$ ou moins. Il comprenait une offre provenant de tierces parties pour les titres de PCAA admissible des clients et un complément monétaire financé par Canaccord pour atteindre la valeur nominale de leurs billets restructurés. Le programme de secours de Canaccord a permis aux clients de recevoir leur part proportionnelle des intérêts courus sur leur placement en titres de PCAA ainsi qu'un dédommagement pour les frais qui leur ont été imputés dans le cadre du processus de restructuration. La restructuration du papier commercial non bancaire concerné a été menée à terme le 21 janvier 2009. Le programme de secours de Canaccord a pris fin le 30 janvier 2009.

Rajustement à la juste valeur

Rajustement afin de refléter la juste valeur estimative d'un actif (ou d'un passif) dont la valeur de marché ne peut être déterminée, habituellement en raison de l'absence d'un marché établi pour l'actif. Chez Canaccord, des ajustements ont été effectués pour refléter notre estimation de la valeur des billets de PCAA restructurés d'après l'actualisation des flux de trésorerie futurs prévus selon une approche fondée sur des pondérations probabilistiques et selon les meilleures données disponibles au moment de l'évaluation.

Régime d'actionariat des employés

Régime facultatif qui offre aux employés admissibles la possibilité d'acheter des actions de la Société au moyen de déductions à la source, avec contribution additionnelle de la Société.

Régime d'intéressement à long terme (RILT)

Système de récompense conçu pour harmoniser les intérêts des employés et ceux des actionnaires externes. En vertu du RILT de Canaccord, une partie de la rémunération annuelle admissible des employés est payée sous forme d'unités d'actions temporairement incessibles, lesquelles représentent le droit de recevoir des actions de la Société au cours d'une période d'acquisition des droits. Les unités d'actions temporairement incessibles sont bonifiées par la Société, et leurs droits sont acquis sur trois ans.

Rendement de l'action

Ratio financier établi entre le montant des dividendes versés chaque année par la Société et le cours de l'action. Le rendement de l'action est égal au montant total annuel des dividendes par action divisé par le cours de l'action de la Société.

Rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP)

Bénéfice net exprimé en pourcentage de l'avoir moyen en actions ordinaires. Il s'agit d'une mesure non conforme aux PCGR.

Résultat par action (RPA), dilué

Résultat net divisé par le nombre moyen d'actions en circulation ajusté pour tenir compte de l'effet dilutif des options sur actions et d'autres titres convertibles.

Risque

Les institutions financières sont confrontées à divers risques qui peuvent les exposer à des pertes, y compris le risque de marché, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque réglementaire et le risque juridique.

Services de courtage de correspondance

Fourniture, en toute sécurité, de services, notamment administratifs, de compensation, de garde, d'exécution d'ordres en Bourse et de recherche à d'autres entreprises de courtage à partir de l'infrastructure de technologie et d'exploitation existante de la Société (*Pinnacle Correspondent Services*).

Services de négociation

Services de cotation, de rapprochement des opérations et de gestion pour l'exécution des opérations, la gestion des registres des ordres et la communication de l'information sur les portefeuilles.

Taxe pour le régime national d'assurance-maladie (RNAM)

Charge sociale imposée aux employés du Royaume-Uni représentant un pourcentage de la rémunération au rendement.

Titres bloqués

Actions ordinaires de la Société qui sont assujetties à des conditions de libération particulières.

Valeur comptable par action ordinaire

Mesure des capitaux propres par action calculés en soustrayant les passifs des actifs et en divisant le montant obtenu par le nombre d'actions en circulation. Il s'agit d'une mesure non conforme aux PCGR.

Ventes et opérations institutionnelles

Secteur d'activité du groupe Marchés des capitaux fournissant des services de recherche et d'information sur les marchés et d'exécution d'ordres en Bourse, ainsi que des conseils aux clients institutionnels.

GOVERNANCE D'ENTREPRISE

Le conseil d'administration (le «conseil»), dans son ensemble ou par l'intermédiaire de ses comités, assume la responsabilité de la gestion de la Société et a approuvé un manuel officiel sur la gouvernance à l'intention du conseil (le «mandat») renfermant un cadre de référence pour le conseil, énonçant ses responsabilités en matière de gestion ainsi que ses autres responsabilités et devoirs. Les responsabilités du conseil sont également régies par :

- la loi intitulée *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique)
- les statuts constitutifs de la Société
- la charte de ses comités
- les autres politiques d'entreprise et lois applicables

Communication avec les administrateurs indépendants

Terence Lyons a été nommé par le conseil de Financière Canaccord Inc. à titre d'administrateur principal. L'une de ses responsabilités est de recevoir les communications adressées par des parties intéressées aux administrateurs indépendants du conseil et de déterminer la suite appropriée à donner à ces communications. Ces communications peuvent être envoyées par écrit par la poste à M. Lyons à l'adresse 406 – 815 Hornby Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V6Z 2E6.

Processus de planification stratégique

Le mandat du conseil prévoit que le conseil est responsable de veiller à ce que la Société soit dotée d'un processus de planification stratégique efficace. Ainsi, le conseil revoit et approuve le plan stratégique de la Société, en surveille l'application et émet des lignes directrices à cet égard.

Identification et gestion des risques

Le mandat du conseil comprend :

- l'assistance à la direction pour l'identification des principaux risques liés à l'entreprise de la Société;
- la prise de mesures raisonnables pour assurer la mise en œuvre de systèmes appropriés permettant la gestion et la surveillance de ces risques;
- l'examen des plans pour l'évaluation des contrôles financiers internes de la Société et les tests à leur égard;
- la supervision des vérificateurs externes, y compris l'approbation de leur cadre de référence.

Planification et évaluation de la relève

Le mandat du conseil comprend le maintien de plans de relève adéquats et efficaces pour le chef de la direction ainsi que pour les membres de la haute direction.

- Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération («CGER») reçoit des mises à jour périodiques du plan de relève de la Société à l'échelon des hauts dirigeants, et assure le suivi du processus de planification de la relève.
- Le plan de relève est revu au moins annuellement par le CGER.
- Suivant la recommandation du président et chef de la direction, le conseil nomme les hauts dirigeants de la Société.

Communication et information publique

Les contrôles et politiques en matière de communication («CPC») de la Société portent sur la communication fidèle et en temps opportun de tous les renseignements importants se rapportant à la Société ainsi que de l'interaction de la Société avec les actionnaires, les analystes en placements, les autres parties intéressées et le public en général.

- Les CPC sont revus annuellement par le conseil.
- Les CPC, les dépôts auprès d'autorités de réglementation en valeurs mobilières, les communiqués de presse et les présentations aux investisseurs sont affichés dans le site Internet de la Société.
- Le conseil examine tous les états financiers consolidés trimestriels et annuels ainsi que les rapports de gestion s'y rapportant, les communiqués de presse sur le bénéfice de la Société, les circulaires d'information de la direction, les notices annuelles ainsi que les documents de financement.

Contrôles internes

Le conseil exige de la direction le maintien de systèmes de contrôle interne et d'information efficaces. Le conseil, assisté du comité de vérification, supervise l'intégrité des systèmes de contrôle interne et d'information de la Société.

- Le comité de vérification se réunit au moins quatre fois par année avec le chef des finances et les cadres supérieurs des finances de la Société afin d'examiner les contrôles internes à l'égard de l'information financière et les systèmes d'information connexes.
- Les vérificateurs externes de la Société formulent chaque année au comité de vérification des recommandations relatives aux systèmes de contrôle interne et d'information de la Société.

En date du 31 mars 2010, il y a eu une évaluation, sous la supervision et avec la participation de la direction, dont le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, de l'efficacité des contrôles et procédures à l'égard de la communication de l'information financière selon le Règlement 52-109. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures répondaient aux normes d'efficacité en date du 31 mars 2010.

Gouvernance

Le conseil reconnaît la tendance actuelle à nommer une majorité d'administrateurs indépendants. Comme la Société reste en grande partie détenue par les employés, le conseil est d'avis que le nombre de ses membres qui sont des administrateurs indépendants cadre adéquatement avec les perspectives et intérêts des actionnaires sans contrôle.

- Le conseil compte actuellement 13 membres, dont 6 sont des administrateurs indépendants de la direction au sens prévu par les lois applicables sur les valeurs mobilières.
- Le CGER est responsable de l'examen périodique de la composition du conseil et de ses comités.
- Une marche à suivre annuelle a été officiellement établie pour, entre autres, obtenir une rétroaction de tous les administrateurs à l'intention du conseil dans son ensemble.
- Les nouveaux membres du conseil reçoivent des documents de référence volumineux au sujet de l'orientation stratégique de la Société, de son historique sur le plan des finances et de l'exploitation, des pratiques en matière de gouvernance d'entreprise et de la vision de l'entreprise.

SOMMAIRE DES CHARTES ET DES ACTIVITÉS DES COMITÉS

Le conseil a délégué certaines de ses responsabilités à deux comités, chacun ayant des rôles et responsabilités particuliers définis par le conseil. Tous les comités du conseil sont composés exclusivement d'administrateurs qui ne sont pas membres de la direction, dont une majorité sont des administrateurs indépendants.

Comité de vérification

Le comité de vérification assiste le conseil d'administration dans l'accomplissement de ses fonctions de supervision en assurant la surveillance des pratiques de la Société en matière de présentation de l'information financière ainsi que des communications financières. Il est composé de trois administrateurs indépendants. Tous les membres du comité de vérification ont des compétences financières, ce qui signifie qu'ils ont la capacité de lire et de comprendre un jeu d'états financiers qui présentent des questions comptables d'une ampleur et d'un degré de complexité comparables, dans l'ensemble, à celles dont on peut raisonnablement croire qu'elles seront soulevées lors de la lecture des états financiers de la Société. Les membres du comité de vérification sont MM. Lyons (président), Eeuwes et Carello.

Le comité de vérification a adopté une charte qui définit expressément ses fonctions et responsabilités. La charte du comité de vérification peut être consultée dans la notice annuelle de la Société déposée dans SEDAR. Le comité de vérification dispose de voies de communication directe avec les vérificateurs externes et le chef des finances ainsi que les cadres supérieurs des finances, avec lesquels il discute et examine certaines questions de façon régulière.

Le comité de vérification est chargé de s'assurer que la direction a conçu et mis en œuvre un système de contrôle interne efficace. Les vérificateurs externes sont embauchés par le comité de vérification dont ils relèvent directement. Après consultation avec la direction, le comité de vérification est responsable de fixer la rémunération des vérificateurs externes. Les vérificateurs externes assistent à chaque réunion du comité de vérification, dont une partie est tenue hors la présence de la direction. Le comité de vérification revoit et approuve annuellement le plan de vérification des vérificateurs externes. Il doit aussi approuver tous travaux autres que de vérification par les vérificateurs externes. Le chef des finances et les cadres supérieurs des finances assistent à chaque réunion du comité de vérification mis à part la partie de la réunion à laquelle les membres de la direction ne sont pas présents pour favoriser des échanges plus ouverts. Le comité de vérification revoit et approuve chaque année le plan de vérification interne.

Comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération

Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération est chargé d'élaborer la démarche de la Société en ce qui concerne les questions de gouvernance d'entreprise, de revoir les principes généraux de la Société en matière de gouvernance d'entreprise et d'y recommander des changements, le cas échéant. Il est composé de trois administrateurs non reliés, MM. Harris (président), Euwens et Lyons. Le comité a libre accès au personnel et aux ressources. Une partie de chacune des réunions régulières du comité au cours de l'année est tenue hors de la présence des membres de la direction afin de favoriser des discussions plus ouvertes.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Charles Bralver (2010)

M. Bralver compte plus de 30 ans d'expérience dans le secteur mondial des services financiers. À titre d'associé fondateur et de vice-président du conseil d'Oliver Wyman & Company, il a dirigé les activités de cette société sur le marché des capitaux mondiaux en se concentrant sur la Bourse des produits, la stratégie de l'infrastructure des marchés et le développement de produits. M. Bralver agit présentement à titre d'adjoint principal au doyen de la faculté des Affaires et de la finance internationales de l'Université Tufts et de directeur général du Center for Emerging Market Enterprises.

Peter M. Brown, O.B.C., LL.D. (1997)

M. Brown est président et fondateur de Financière Canaccord Inc. ainsi qu'administrateur de Financière Canaccord Inc. et de La Corporation Canaccord Genuity. En 1968, il s'est joint à Hemsworth, Turton & Co., Ltd., qui est ensuite devenue La Corporation Canaccord Genuity.

Depuis 1968, M. Brown joue un rôle actif dans les marchés financiers canadiens. M. Brown est actuellement membre du conseil d'administration de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières («OCRCVM»), et est un ancien membre du conseil et du comité de direction de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières. Il a déjà été président du conseil d'administration de l'Université de Colombie-Britannique, de la Bourse de Vancouver, de BC Place Corporation et de BC Enterprise Corporation. Il a aussi été vice-président du conseil d'administration d'Expo '86 Corporation.

Il siège actuellement au conseil des fiduciaires du Fraser Institute, organisme canadien voué à la recherche. Ancien membre de la Chief Executives Organization et de la Young Presidents Organization, du conseil des gouverneurs de l'Institut atlantique des affaires internationales, du Conseil consultatif de recherche comptable de l'ICCA et du Conseil pour le Monde des affaires et des arts du Canada.

M. Brown a déjà reçu le prix de l'homme d'affaires de l'année de la BC Chamber of Commerce. Parmi les autres distinctions qui lui ont été accordées, mentionnons le BC & Yukon Chamber of Mines Financier Award en 2000, le Grand Prix de l'Entrepreneur 2001 d'Ernst & Young dans la région du Pacifique et le Distinguished Service Award de l'Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs en 2002.

En janvier 2003, on a remis à M. Brown une Médaille commémorative du jubilé de Sa Majesté la reine Elizabeth II en reconnaissance de son apport à la communauté. En juin 2003,

on lui a décerné l'Order of British Columbia en reconnaissance de son travail de financement au profit de divers organismes de bienfaisance de la Colombie-Britannique ainsi que de son rôle crucial dans la mobilisation de capitaux pour des centaines d'entreprises de cette province.

En février 2004, M. Brown a été nommé personnalité de l'année par le Brotherhood Inter-Faith Society of British Columbia et, en 2007, il a reçu le Distinguished Graduate Award de St. George's Private School. Il a reçu en 2005 un doctorat honorifique en droit de l'Université de Colombie-Britannique. Il a aussi siégé au conseil d'administration du Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver (COVAN).

Massimo Carello (2008)

COMITÉ DE VÉRIFICATION

M. Carello a été président du conseil et chef de la direction du comité de vérification de Fiat UK Ltd, de 1990 à 2001, et de Diners Club UK Ltd., de 2001 à 2004. Il a été membre du comité des présidents de la Confederation of British Industry (CBI) de 1998 à 2003 et a été membre du comité européen de CBI. Il a été vice-président de la chambre de commerce italienne au R.-U. de 1998 à 2005. Outre Financière Canaccord Inc., M. Carello est administrateur de Uranium One Inc. et de Orsu Metals Corporation.

William J. Eeuwes (2002)

COMITÉ DE VÉRIFICATION

COMITÉ DE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE ET DE RÉMUNÉRATION

M. Eeuwes est vice-président de Manulife Capital et compte plus de 29 ans d'expérience à titre de preneur ferme et de gestionnaire d'une vaste gamme de catégories d'actifs, notamment les titres de société fermée, les prêts mezzanine, le financement structuré et le financement de projets ainsi que les prêts à des sociétés. M. Eeuwes est titulaire d'un brevet de l'Institut des banquiers canadiens et d'un baccalauréat spécialisé en administration des affaires de l'Université Western Ontario. Il est également administrateur de Seamark Asset Management Limited.

Philip Evershed (2010)

M. Evershed était contrepartiste au sein de Marchés des capitaux Genuity, banque d'investissement canadienne acquise par Financière Canaccord Inc. en avril 2010. Avant de cofonder Genuity, il a passé 14 ans au sein de Marchés mondiaux CIBC, plus récemment à titre de co-chef des Services bancaires d'investissement et chef du groupe des fusions et acquisitions. Avant de rejoindre les rangs de CIBC, M. Evershed agissait à titre de chef de cabinet du vice-premier ministre du Canada. Il siège au conseil d'administration de la Canadian Satellite Radio

Holdings Inc. et d'Iogen Corporation. M. Evershed détient une maîtrise en sciences économiques de l'Université de Toronto et un baccalauréat décerné par l'école de gestion et des sciences économiques (School of Business and Economics) de l'Université Wilfrid-Laurier.

Michael D. Harris (2004)

COMITÉ DE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE ET DE RÉMUNÉRATION

M. Harris est conseiller au sein du cabinet d'avocats Cassels Brock & Blackwell LLP et président de Steane Consulting Ltd., sa propre société d'experts-conseils. Auparavant, il était conseiller d'affaires principal au sein du cabinet d'avocats Goodmans LLP. De 1995 à 2002, il a été premier ministre de l'Ontario. M. Harris est aussi administrateur d'un certain nombre d'autres sociétés ouvertes et siège au conseil d'administration de la Fondation Tim Horton pour les enfants et de la Mount Royal College Foundation. Il est titulaire d'une accréditation à titre d'ISA.A de l'Institut des administrateurs de sociétés.

Timothy J.D. Hoare (2005)

M. Hoare est président du conseil et chef de la direction de Canaccord Genuity Limited. En 1990, M. Hoare est devenu administrateur de Crédit Lyonnais Laing International. En 1993, il a fondé T. Hoare & Co. Limited, maison de courtage dont le siège est situé à Londres (Angleterre). Canaccord a acquis une participation minoritaire dans T. Hoare & Co. Limited en 1996 qui est devenue une filiale en propriété exclusive de Canaccord Genuity Limited en 1999.

David Kassie (2010)

David Kassie est le président du conseil du Groupe Financière Canaccord Inc. Il était contrepartiste, président du conseil et chef de l'exploitation de Marchés des capitaux Genuity, banque d'investissement canadienne acquise par Financière Canaccord Inc. en avril 2010. Avant 2004, il était président du conseil et chef de la direction de Marchés mondiaux CIBC ainsi que vice-président du conseil de CIBC. M. Kassie possède une vaste expérience à titre de conseiller, de preneur ferme et de contrepartiste. Il siège à de nombreux conseils d'administration, notamment ceux d'ACE Aviation Holdings Inc. et d'AIM Health Group Inc., et il a été administrateur d'Alliance Atlantis Communications Inc. de 1992 à 2007. Il participe activement à des organismes communautaires et caritatifs en plus de siéger au conseil d'administration du Hospital for Sick Children, de l'Ivey School of Business et du Groupe Festival international du film de Toronto. M. Kassie détient un baccalauréat en commerce avec spécialisation en économie de l'Université McGill, ainsi qu'un MBA de l'Université Western Ontario.

Terrence A. Lyons (2004)

COMITÉ DE VÉRIFICATION

COMITÉ DE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE ET DE RÉMUNÉRATION

M. Lyons compte plus de 36 ans d'expérience dans le secteur du financement, de la mise en valeur et de la gestion de sociétés canadiennes œuvrant dans les secteurs des ressources naturelles, de la fabrication, de l'immobilier et des services de financement de sociétés, dont de solides compétences en restructuration d'entreprises. M. Lyons détient un baccalauréat ès sciences appliquées en génie civil de l'Université de Colombie-Britannique ainsi qu'une maîtrise en administration des affaires de l'Université Western Ontario. Il est actuellement président du conseil de Northgate Minerals Corporation ainsi que administrateur et dirigeant de plusieurs sociétés ouvertes et fermées. En 1986, il est devenu vice-président principal de Versatile Corporation et a dirigé la restructuration de la société désormais connue sous le nom de B.C. Pacific Capital Corporation, grande société de services de financement de sociétés faisant partie de Brookfield Asset Management. En 2004, M. Lyons a pris sa retraite de Brookfield Asset Management afin d'explorer d'autres avenues. Il a été actif au sein de Jeunes Entreprises, Centraide, les Jeux Olympiques spéciaux ainsi que d'autres organismes caritatifs et sportifs. Il a de plus été président du conseil de la Mining Association de la Colombie-Britannique, gouverneur de la Fondation olympique canadienne, président du conseil de Sport B.C., président du Shaughnessy Golf and Country Club, et a siégé au conseil consultatif de la Richard Ivey School of Business de l'Université Western Ontario. En 2007, M. Lyons a reçu la médaille Inco de l'Institut canadien des mines, de la métallurgie et du pétrole en reconnaissance de ses efforts méritoires au sein du secteur minier.

Mark G. Maybank (2006)

M. Maybank est chef de l'exploitation de Financière Canaccord Inc. et président et chef de l'exploitation de La Corporation Canaccord Genuity. Il s'est joint à Canaccord en 2001 à titre de responsable des activités de recherche. Avant de se joindre à Canaccord, M. Maybank était premier vice-président d'une société de développement de logiciels et de services technologiques. Auparavant, il a été analyste technique pour Yorkton Securities et chef des finances d'une société de téléphonie cellulaire basée aux États-Unis. Il avait aussi déjà occupé divers postes au sein d'un grand cabinet multinational de services-conseils et d'experts-comptables. M. Maybank détient les titres de comptable agréé et d'expert en évaluation d'entreprise.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Paul D. Reynolds (2005)

Paul Reynolds a été nommé président de Financière Canaccord Inc. en août 2006, et chef de la direction en août 2007.

M. Reynolds est également vice-président du conseil et chef à l'échelle mondiale de Canaccord Genuity depuis avril 2005. Il est très actif au sein des services de financement de sociétés et dirige la Société depuis les bureaux de Canaccord situés à Toronto et à Vancouver.

M. Reynolds compte plus de 25 ans d'expérience dans le secteur des valeurs mobilières après avoir commencé comme négociateur sur le parquet d'une Bourse. Il s'est joint à Financière Canaccord Inc. en 1985 à titre de conseiller en placement au bureau de Vancouver. Il s'est spécialisé dans le financement des sociétés émergentes et en développement dans les secteurs des ressources, de la technologie et de la biotechnologie.

De 1999 à 2008, M. Reynolds a dirigé le bureau de Canaccord situé à Londres (Angleterre) à titre de président et de chef de l'exploitation des activités européennes. Il a été un élément clé du développement de l'entreprise de Canaccord en Europe et un artisan d'avant-plan du succès de Canaccord qui s'est positionnée comme un participant actif sur les marchés boursiers européens, spécialisé dans les petites et moyennes entreprises émergentes.

Michael A. Walker (2006)

M. Walker est Senior Fellow au Fraser Institute et président de The Fraser Institute Foundation. Depuis sa création en 1974 jusqu'en septembre 2005, M. Walker a dirigé les activités du Fraser Institute, organisme indépendant de politique publique. Auparavant, il a enseigné à l'Université de Carleton et à l'Université Western Ontario. Il a aussi déjà travaillé à la Banque du Canada avant d'être embauché au ministère des Finances du gouvernement fédéral. M. Walker est titulaire d'un doctorat de l'Université Western Ontario et d'un baccalauréat de l'Université St. Francis Xavier, en Nouvelle-Écosse.

John B. Zaozirny, c.r. (2004)

M. Zaozirny a joint les rangs de La Corporation Canaccord Genuity en janvier 1996 à titre d'administrateur et de vice-président du conseil. Il fait actuellement partie du groupe Marchés des capitaux. Avant de prendre sa retraite en décembre 2008, il était également avocat au sein du cabinet McCarthy Tétrault s.r.l. et membre de la Law Society of Alberta et de la Law Society of British Columbia. M. Zaozirny a siégé à l'Assemblée législative de l'Alberta, à titre de ministre de l'Énergie, de 1982 à 1986. Il est également administrateur d'un certain nombre d'autres sociétés ouvertes.

La date figurant après le nom de chaque administrateur indique l'année où il a joint les rangs du conseil d'administration. Le mandat des administrateurs sera assujéti à un vote lors de la prochaine assemblée générale annuelle en 2010.

BUREAUX

CANACCORD GENUITY

Canada

Toronto

P.O. Box 516
Brookfield Place
Suite 3000
161 Bay Street
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2S1
Téléphone : (416) 869-7368
Sans frais (Canada) : 1-800-382-9280
Sans frais (É.-U.) : 1-800-896-1058

Calgary

TransCanada Tower
Suite 2200
450 – 1st Street SW
Calgary (Alberta)
Canada T2P 5P8
Téléphone : (403) 508-3800
Sans frais : 1-800-818-4119

Montréal

Bureau 2000
1250, boulevard René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec)
Canada H3B 4W8
Téléphone : (514) 844-5443
Sans frais : 1-800-361-4805

Vancouver

P.O. Box 10337
Pacific Centre
Suite 2200
609 Granville Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V7Y 1H2
Téléphone : (604) 643-7300
Sans frais (Canada) : 1-800-663-1899
Sans frais (É.-U.) : 1-800-663-8061

Royaume-Uni

Londres

7th Floor, Cardinal Place
80 Victoria Street
Londres, Royaume-Uni
SW1E 5JL
Téléphone : 44 20 7050 6500

Édimbourg

29 Rutland Square
Édimbourg, Royaume-Uni
EH1 2BW
Téléphone : 44 0 131 222 9400

Barbade

26 Cassia Heights
Royal Westmoreland
St. James, Barbade BB 24023
Téléphone : (246) 419-0466

États-Unis

Boston

Suite 1200
99 High Street
Boston, MA
USA 02110
Téléphone : (617) 371-3900
Sans frais : 1-800-225-6201

New York

2nd Floor
535 Madison Avenue
New York, NY
USA 10022
Téléphone : (212) 849-3900
Sans frais : 1-800-818-2196

San Francisco

Suite 2000
101 Montgomery Street
San Francisco, CA
USA 94104
Téléphone : (415) 229-7171
Sans frais : 1-800-225-6104

Houston

71st floor
1000 Louisiana Street
Houston, TX
USA 77002
Téléphone : (713) 331-9901

BUREAUX

GESTION DU PATRIMOINE CANACCORD Succursales

Colombie-Britannique

Vancouver – siège social

P.O. Box 10337

Pacific Centre

Suite 2200

609 Granville Street

Vancouver (Colombie-Britannique)

Canada V7Y 1H2

Téléphone : (604) 643-7300

Sans frais (Canada) : 1-800-663-1899

Sans frais (États-Unis) : 1-800-663-8061

17th Floor Branch (Bentall)

P.O. Box 10337

Pacific Centre

Suite 2200

609 Granville Street

Vancouver (Colombie-Britannique)

Canada V7Y 1H2

Téléphone : (604) 643-7300

Sans frais : 1-800-663-1899

Abbotsford

Suite 200

32071 South Fraser Way

Abbotsford (Colombie-Britannique)

Canada V2T 1W3

Téléphone : (604) 504-1504

Sans frais : 1-877-977-5677

Kelowna

Suite 602

1708 Dolphin Avenue

Kelowna (Colombie-Britannique)

Canada V1Y 9S4

Téléphone : (250) 712-1100

Sans frais : 1-888-389-3331

Prince George

1520 – 3rd Avenue

Prince George (Colombie-Britannique)

Canada V2L 3G4

Téléphone : (250) 562-7255

Sans frais : 1-800-667-3205

Victoria

Suite 400

737 Yates Street

Victoria (Colombie-Britannique)

Canada V8W 1L6

Téléphone : (250) 388-5354

Sans frais : 1-877-666-2288

White Rock

Suite 305

1688 – 152nd Street

White Rock (Colombie-Britannique)

Canada V4A 4N2

Téléphone : (604) 538-8004

Sans frais : 1-800-665-2001

Ontario

Toronto

P.O. Box 516

Brookfield Place

Suite 2900

161 Bay Street

Toronto (Ontario)

Canada M5J 2S1

Téléphone : (416) 869-7368

Sans frais (Canada) : 1-800-382-9280

Sans frais (États-Unis) : 1-800-896-1058

Kingston

Suite 208

4 Catarqui Street

Kingston (Ontario)

Canada K7K 1Z7

Téléphone : (613) 547-3997

Sans frais : 1-888-547-5557

London

One London Place

Suite 1600

255 Queens Avenue

London (Ontario)

Canada N6A 5R8

Téléphone : (519) 434-6259

Sans frais : 1-866-739-3386

Ottawa

World Exchange Plaza

Suite 830

45 O'Connor Street

Ottawa (Ontario)

Canada K1P 1A4

Téléphone : (613) 233-3158

Sans frais : 1-888-899-9994

Simcoe

49 Robinson Street

Simcoe (Ontario)

Canada N3Y 1W5

Téléphone : (519) 428-7525

Thunder Bay

Suite 202

1001 William Street

Thunder Bay (Ontario)

Canada P7B 6M1

Téléphone : (807) 622-9633

Sans frais : 1-877-889-2233

BUREAUX

Waterloo

Suite 101
80 King Street South
Waterloo (Ontario)
Canada N2J 1P5
Téléphone : (519) 886-1060
Sans frais : 1-800-495-8071

Alberta

Calgary

TransCanada Tower
Suite 2200
450 – 1st Street SW
Calgary (Alberta)
Canada T2P 5P8
Téléphone : (403) 508-3800
Sans frais : 1-800-818-4119

Edmonton

Manulife Place
Suite 2700
10180 – 101st Street
Edmonton (Alberta)
Canada T5J 3S4
Téléphone : (780) 408-1500
Sans frais : 1-877-313-3035

Québec

Montréal

Bureau 2000
1250, boulevard René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec)
Canada H3B 4W8
Téléphone : (514) 844-5443
Sans frais : 1-800-361-4805

Mont St-Hilaire

717, boulevard du Montenach
Mont St-Hilaire (Québec)
Canada J3H 2P1
Téléphone : (450) 467-8294
Sans frais : 1-866-467-8294

Québec

Place de la Cité
Tour Belle-Cour
Bureau 1040
2590, boulevard Laurier
Québec (Québec)
Canada G1V 4M6
Téléphone : (418) 658-2924
Sans frais : 1-866-658-2924

Nouvelle-Écosse

Halifax

P.O. Box 338 CRO
Suite 1300
1701 Hollis Street
Halifax (Nouvelle-Écosse)
Canada B3J 2N7
Téléphone : (902) 482-4489
Sans frais : 1-866-371-2262

États-Unis

Canaccord Financial (USA), Inc.
P.O. Box 10337
Pacific Centre
Suite 2200
609 Granville Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V7Y 1H2
Téléphone : (604) 684-5992

BUREAUX

SUCCURSALES DE GESTION DU PATRIMOINE INDÉPENDANTE

Ontario

Toronto

P.O. Box 2039

Suite 1500

20 Eglinton Avenue West

Toronto (Ontario)

Canada M4R 1K8

Téléphone : (416) 222-7003

Sans frais : 1-866-852-6740

Cobourg

7941 County Road #2

Cobourg (Ontario)

Canada K9A 4J7

Téléphone : (905) 372-1300

Sans frais : 1-866-536-3702

Orangeville

Unit 1 & 2

14 Stewart Court

Orangeville (Ontario)

Canada L9W 3Z9

Téléphone : (519) 938-8332

Colombie-Britannique

Campbell River

Suite 1

1170 Shoppers Row

Campbell River (Colombie-Britannique)

Canada V9W 2C8

Téléphone : (250) 287-8807

Sans frais : 1-800-347-0270

Nanaimo

75 Commercial Street

Nanaimo (Colombie-Britannique)

Canada V9R 5G3

Téléphone : (250) 754-1111

Sans frais : 1-800-754-1907

Prince George

Suite 101

1840 Third Avenue

Prince George (Colombie-Britannique)

Canada V2M 1G4

Téléphone : (250) 614-0888

Sans frais : 1-866-614-0888

Vernon

3108 – 30th Avenue

Vernon (Colombie-Britannique)

Canada V1T 2C2

Téléphone : (250) 558-5431

Sans frais : 1-800-665-2505

Québec

Gatineau

Bureau 501

160, boulevard de l'Hôpital

Gatineau (Québec)

Canada J8T 8J1

Téléphone : (819) 568-5967

Sans frais : 1-800-595-5025

Saskatchewan

Saskatoon

Suite 100

333 – 25th Street East

Saskatoon (Saskatchewan)

Canada S7K 0L4

Téléphone : (306) 665-2133

Sans frais : 1-866-665-2121

Yukon

Whitehorse

206-D Jarvis Street

Whitehorse (Yukon)

Canada Y1A 2H1

Téléphone : (867) 668-7111

Sans frais : 1-800-661-0554

BUREAUX

AUTRES BUREAUX

Pinnacle Correspondent Services
Vancouver
P.O. Box 10337
Pacific Centre
Suite 2200
609 Granville Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V7Y 1H2
Téléphone : (604) 643-7300

Toronto

P.O. Box 516
Brookfield Place
Suite 3000
161 Bay Street
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2S1
Téléphone : (416) 869-7368

NÉGOCIATION À TITRE DE CONTREPARTISTE ¹

Ancaster
Suite 3
240 Wilson Street East
Ancaster (Ontario)
Canada L9G 2B7
Téléphone : (905) 648-5584

1) Les activités de négociation à titre de contrepartiste ne sont pas exclusives à ce bureau.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

SIÈGE SOCIAL

Adresse du bureau
Financière Canaccord Inc.
Suite 2200 – 609 Granville Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada

Adresse postale
P.O. Box 10337
Pacific Centre
Suite 2200 – 609 Granville Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
V7Y 1H2 Canada

INSCRIPTIONS EN BOURSE

Bourse de Toronto : CF
AIM : CF.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Jamie Kokoska
Directeur, Relations et communications
avec les investisseurs
Suite 3000 – 161 Bay Street
Toronto (Ontario) Canada
Téléphone : (416) 869-7293
Télécopieur : (416) 947-8343
Courriel :
investor.relations@canaccord.com

RELATIONS AVEC LES MÉDIAS ET DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DES INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS ET DES ANALYSTES

Scott Davidson
Directeur général, et chef mondiale,
Marketing et des communications
Téléphone : (416) 869-3875
Courriel : scott.davidson@canaccord.com

Le présent rapport annuel 2010
de Financière Canaccord est disponible
sur notre site Web à l'adresse
www.canaccordfinancial.com. Pour
un exemplaire imprimé, veuillez
communiquer avec le service des
relations avec les investisseurs.

INFORMATION SUR LA NÉGOCIATION DES ACTIONS ORDINAIRES (EXERCICE 2010)

Bourse	Téléscripteur	Actions diluées	Cours à la fin	Haut	Bas	Total du volume des actions négociées
		en circulation au 31 mars 2010	de l'exercice 31 mars 2010			
Toronto TSX	CF	57 681 345	11,10 \$	11,87 \$	5,30 \$	28 084 858
London AIM	CF	57 681 345	7,00 £	7,13 £	2,75 £	11 891

DATES ET MONTANTS CONCERNANT LES DIVIDENDES POUR L'EXERCICE 2010

Date de fin du trimestre	Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende
30 juin 2009	Suspendu	Suspendu	—
30 septembre 2009	20 novembre 2009	10 décembre 2009	0,05 \$
31 décembre 2009	26 février 2010	10 mars 2010	0,05 \$
31 mars 2010	4 juin 2010	15 juin 2010	0,05 \$
Total des dividendes			0,15 \$

SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE ADMISSIBLE

CFI est une société étrangère admissible aux fins de l'impôt des États-Unis en vertu de la loi *Jobs & Growth Tax Reconciliation Act of 2003*.

DATES DE PAIEMENT DES DIVIDENDES ¹ ET DE PUBLICATION DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE 2011

	Date de publication des résultats	Date de clôture des registres	Date de paiement des dividendes
T1/11	5 août 2010	27 août 2010	10 septembre 2010
T2/11	4 novembre 2010	19 novembre 2010	10 décembre 2010
T3/11	10 février 2011	4 mars 2011	15 mars 2011
T4/11	18 mai 2011	3 juin 2011	15 juin 2011

1) Les dividendes sont assujettis à l'approbation du conseil d'administration. Tous les paiements de dividendes seront tributaires de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société, ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

RESSOURCES À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Pour de l'information sur les transferts d'actions, les changements d'adresse, les dividendes, les certificats d'actions perdus, les formulaires d'impôt et les transferts de succession, communiquer avec :

Services aux investisseurs Computershare Inc.

100 University Avenue, 9th Floor

Toronto (Ontario) M5J 2Y1

Numéro sans frais

(Amérique du Nord) : 1-800-564-6253

International : (514) 982-7555

Télécopieur : 1-866-249-7775

Numéro de télécopieur sans frais

(Amérique du Nord) ou numéro de

télécopieur à l'international :

(416) 263-9524

Courriel : service@computershare.com

Site Web : www.computershare.com

Possibilité pour les actionnaires inscrits de s'inscrire au Centre des investisseurs pour avoir accès à un outil de gestion de compte libre-service.

INFORMATION FINANCIÈRE

Pour consulter l'information financière courante et archivée de la Société, visiter le site Web à l'adresse www.canaccordfinancial.com.

VÉRIFICATEUR

Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Comptables agréés

Vancouver (Colombie-Britannique)

HONORAIRES VERSÉS AUX VÉRIFICATEURS DÉSIGNÉS PAR LES ACTIONNAIRES

Pour connaître les honoraires versés aux vérificateurs désignés par les actionnaires, consulter la page 48 de la notice annuelle de l'exercice 2010.

PRINCIPALES FILIALES

Canaccord Genuity Corp.

Canaccord Genuity Limited

Canaccord Genuity Inc.

Canaccord International Ltd.

Canaccord Wealth Management

(USA) Inc.

SITE WEB DE LA SOCIÉTÉ

www.canaccordfinancial.com

SERVICES DE RÉDACTION

Tudhope & Company, Inc.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le vendredi 25 juin 2010 à 11 h (heure de l'Est) à l'hôtel King Edward, salle Sovereign
37 King Street East
Toronto (Ontario) Canada.

L'assemblée sera également diffusée en direct sur Internet. Pour plus d'information, consulter le site www.canaccordfinancial.com à la rubrique Webémissons, où se trouve un lien pour s'inscrire à l'assemblée.

Pour consulter les dépôts réglementaires de Canaccord sur SEDAR, visiter le site www.sedar.com.



La partie narrative du présent rapport annuel (des pages 1 à 14) est imprimée sur un produit de papier fourni par EcoSynthetix Inc., client de Canaccord Genuity. Ce papier est enduit Biolatex[®] d'EcoSphere, sans chlore et certifié FSC. Les reliures de Biolatex[®] ont une empreinte carbonique de 73 % inférieure à celle des reliures en latex à base de pétrole.

www.ecosynthetix.com

**CANACCORD
GENUITY**

Toronto
Vancouver
Londres
Barbade
Boston
Calgary
Édimbourg
Houston
Montréal
New York
San Francisco

**GESTION DU PATRIMOINE
CANACCORD**

SUCCURSALES

Vancouver
Toronto
Abbotsford
Calgary
Edmonton
Halifax
Kelowna
Kingston
London
Mont-St-Hilaire
Montréal
Ottawa
Prince George
Québec
Simcoe
Thunder Bay
Victoria
Waterloo
White Rock

GESTION DU PATRIMOINE
INDÉPENDANT

Campbell River
Cobourg
Gatineau
Nanaimo
Orangeville
Prince George
Saskatoon
Toronto
Vernon
Whitehorse